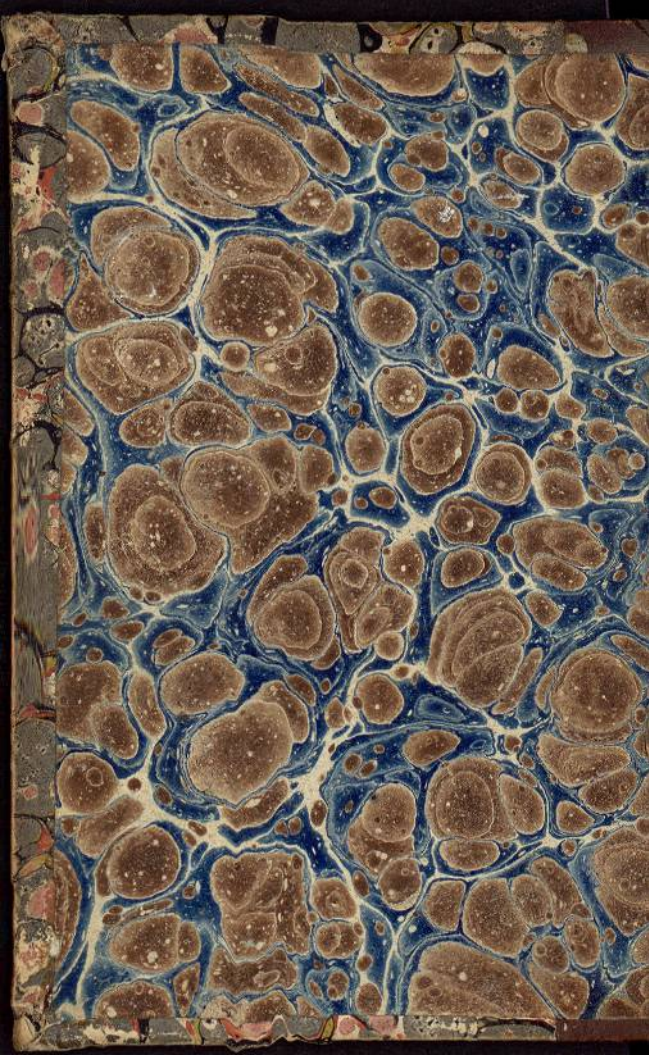
HISTOIRE
DE LA
GUERRE
D'ESPAGNE
EN 1823

Esp.
1199



Bd 1493

Esp 1199

HISTOIRE

DE LA GUERRE

D'ESPAGNE

EN 1823.

IMPRIMERIE ET FONDERIE DE J. PINARD,
RUE D'ANJOU-DAUPHINE, N° 8.

HISTOIRE

DE LA GUERRE

D'ESPAGNE

EN 1823,

PAR M. HORACE RAISSON.

Ornée d'un Portrait et d'une Carte.

PARIS.
J. P. RORET, ÉDITEUR,
QUAI DES AUGUSTINS, N° 17 BIS.

1827.

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ TOULOUSE



S. A. R. Mgr. LE DUC D'ANGOULÊME.

INTRODUCTION.

Ferdinand vii, rendu à la liberté en 1814, vint se rasseoir sur le trône de ses aïeux, que les héroïques efforts de la nation espagnole avaient su défendre et conserver contre les vainqueurs de l'Europe. Arrivé dans sa capitale, le monarque méconnut les droits que son peuple avait à sa reconnaissance. Son premier acte fut de dissoudre les Cortès et d'abolir la constitution votée en 1812, bien qu'elle semblât sanctionnée par la victoire. L'inquisition, les jésuites furent immédiatement rétablis; la persécution commença contre les partisans des idées libérales; l'exil, la disgrâce, l'emprisonnement, les galères furent le

BIBLIOTHÈQUE TOULOUSE UNIVERSITAIRE

prix des services rendus par les citoyens, et du sang versé par cette armée à laquelle Ferdinand devait sa délivrance.

Au milieu de ces mesures violentes, la nation resta calme, habituée qu'elle était à respecter le nom et la volonté de son roi.

La conspiration de Porlier, qui éclata à la Corogne le 19 septembre 1815, fut promptement réprimée, et ce général subit, le 3 octobre, le supplice du *garote*.

Le roi, à cette époque, pressé par les représentations des ministres des puissances alliées, se montra disposé à faire quelques concessions à l'opinion générale. On espéra la mise en liberté des *liberales* détenus, et le rétablissement des Cortès pour la rédaction d'une nouvelle charte, où les droits du monarque et ceux de la nation seraient également garantis. Cet espoir s'évanouit bientôt. Le gouvernement reprit sa marche accoutumée. Les persécutions recommencèrent; des sentences



d'exil et d'emprisonnement furent portées contre les membres les plus marquans des cortès. D. Aug. Arguelles dut subir dix années de galères à Ceuta, D. Garcia Herreras fut condamné à dix ans de chaîne dans la ville de Gommera.

Dès lors éclatèrent ces conspirations qui se succédèrent sans intervalle jusqu'à la révolution complète de 1820. Les provinces du nord furent incessamment parcourues par des bandes de révoltés, composées des soldats de Porlier et de ceux de l'armée, qui désertaient faute de solde.

Le général Morillo, parti de Cadix en 1815, à la tête de dix mille hommes, pour soumettre les colonies d'Amérique, s'était engagé dans une guerre qui traînait en longueur et ne promettait aucun résultat fructueux pour la métropole; l'état des finances, qu'on ne s'occupait pas d'améliorer, empirait avec les circonstances; la dette nationale s'élevait à plus de trois

milliards de francs, et il devenait d'autant plus impossible de pourvoir au paiement des intérêts, que le ministère, partagé entre les deux factions des *liberales* et des *serviles* qui divisaient l'Espagne, était arrêté à chaque pas dans sa marche administrative.

Les préparatifs d'une nouvelle expédition pour l'Amérique, commencés en 1818, se continuaient en 1819 avec lenteur, résultat trop direct de la pénurie du trésor. Les troupes d'embarquement présentaient un effectif de dix neuf mille hommes; il fallait près de quatre cents bâtimens de transport pour opérer cette expédition. Tandis que l'on traitait de leur achat avec la Russie et des négocians anglais, danois, hollandais, italiens, français, on découvrit une conspiration qui avait pris naissance dans l'armée, mais à laquelle une partie de la bourgeoisie de Cadix avait pris part. Le comte de l'Abis-

bal (plus tard il en a fait l'aveu) était du nombre des conspirateurs. Il devait diriger le mouvement; mais, soit crainte, soit calcul, il résolut de sacrifier à sa sûreté ceux dont il avait été peut-être l'instigateur, et au moins le complice.

Après avoir rassemblé la garnison de Cadix, et les troupes de l'île de Léon, il se porta sur le camp de la Victoire, foyer de l'insurrection. Là il fit cerner la division, et mettre bas les armes aux soldats, au cri de *vive le roi!* il prononça ensuite la destitution générale des officiers. Cent vingt-trois furent arrêtés. Les troupes furent dispersées en diverses garnisons; une partie fut immédiatement embarquée pour la Havane.

Sur ces entrefaites, la fièvre jaune se déclara au milieu de l'armée et de la flotte. Il fallut encore retarder l'instant du départ. La contagion ne cessa qu'à la fin de 1819, après avoir enlevé, tant à Cadix

que dans l'île de Léon, près de cinq mille personnes.

Tout était disposé pour l'embarquement de six mille hommes destinés à renforcer le général Morillo dans l'Amérique méridionale. L'armée d'expédition, réunie entre Séville et Cadix, s'élevait à dix-sept mille hommes. Le gouvernement, croyant avoir apaisé tous les fermens de trouble, ne songeait qu'à hâter le signal de l'embarquement. Les ministres ignoraient que, dès le mois de novembre, des officiers d'infanterie et d'artillerie avaient eu de fréquens conciliabules; qu'ils s'étaient concertés sur les moyens de renouer la conspiration de juillet, déjouée par la trahison du comte de l'Abisbal; qu'enfin il avait été résolu que le lieutenant-colonel D. Antonio Quiroga serait le chef de cette hardie entreprise, dont l'exécution fut ajournée au moment du départ des troupes envoyées à Morillo.

Le 1^er janvier, à huit heures du matin, D. Raphaël Riégo, commandant le deuxième bataillon des Asturies, fit prendre les armes à son corps, harangua ses soldats; et après avoir placé des factionnaires aux issues du bourg de Las-Cabezas-de-San-Juan, où il était cantonné, se rendit sur la place publique, et là proclama la constitution des Cortès, à laquelle le bataillon prêta serment dans l'église communale. Bientôt le bataillon des guides et le second bataillon de Séville fraternisent avec les soldats de Riégo, et la constitution est proclamée dans les villes d'Arcos, de Xérès, de Port-Sainte-Marie et dans l'île de Léon.

Les forces des insurgés, réunies dans l'île de Léon, se composaient de sept bataillons. Quiroga et Riégo donnèrent à ce faible noyau le titre d'armée nationale. Une proclamation fut adressée à l'armée, une autre à la marine; la constitution des

Cortès fut publiée solennellement, et un manifeste adressé par la troupe insurgée à la nation espagnole lui rappelait son ancienne gloire, ses anciennes libertés, et son héroïque résistance à l'agression de Bonaparte.

La population ayant montré d'abord peu d'empressement à suivre les insurgés, leurs chefs ne s'éloignèrent pas de l'île de Léon, et la révolte y demeura quelque temps concentrée.

Si le prudent Quiroga n'eût pas été à la tête d'une partie des révoltés, l'insurrection eût été peut-être étouffée dans sa naissance. Mais ce chef, connaissant la faiblesse de son parti, évitait les engagemens avec les troupes du roi, et ne cherchait qu'à gagner du temps en attendant que l'esprit de sédition s'étendît dans les autres provinces. Bientôt les villes de la Corogne, de Ferrol et de Vigo se prononcèrent pour la révolution ; et le comte

de l'Abisbal, que le roi avait chargé de rassembler les troupes de la province de la Manche pour se porter contre les insurgés de l'île de Léon, se joignit à eux.

Dès lors la défection des troupes fut générale. La cour de Madrid, consternée, ne savait que résoudre. Ferdinand, voyant qu'il ne pouvait plus compter sur ses troupes, pensa, avec son conseil, qu'il fallait céder à la nécessité, convoqua les Cortès, et annonça qu'il était prêt à jurer la constitution de 1812.

Ce fut le 7 mars 1820 qu'eut lieu cette révolution. La France et les autres puissances en furent aussitôt informées. Des insurrections semblables à celle d'Espagne s'organisaient alors à Naples, à Turin et à Lisbonne. Quelques personnes, en apprenant la révolution de Madrid, crurent que les Espagnols sauraient se borner à demander une constitution sage, appropriée aux mœurs et à l'esprit de leur nation,

telle à peu près que la charte que Louis XVIII nous avait donnée. Mais ceux à qui l'expérience avait mieux dessillé les yeux, jugèrent qu'on ne pouvait attendre autre chose d'une révolte militaire que des désordres et des malheurs pour le pays où elle avait pris naissance. Ce fut aussi l'opinion de la plupart des cours de l'Europe.

Le premier acte des Cortès fut d'envoyer aux colonies américaines, pour les engager à se soumettre à la métropole, un manifeste dans lequel on leur vantait les avantages de la constitution. Ce manifeste n'eut d'autre effet que de rendre le soulèvement des colonies plus général.

Les Cortès s'occupèrent ensuite de l'abolition des priviléges, de la suppression des couvens et de la confiscation des biens du clergé. Une partie du peuple espagnol, qui avait vu d'abord avec plaisir le rétablissement des Cortès, croyant reconnaître

alors que la révolution attentait aux droits de la monarchie et de la religion, se souleva; des guérillas royalistes se formèrent sur tous les points du royaume, parcoururent les provinces aux cris de *vive le roi! meure la constitution!* et se mesurèrent souvent avec avantage contre les soldats constitutionnels.

Tandis que la révolution s'attirait la haine des habitans des campagnes, elle était tous les jours plus fortement appuyée par les soldats révoltés et par la population des grandes villes. Fiers de leurs succès, les soldats de l'île de Léon refusaient de se séparer, malgré l'ordre qu'en avait donné l'assemblée des Cortès, et menaçaient l'Espagne du pillage et de la dévastation. Pour arriver à la dissolution de cette armée, les Cortès furent obligées d'accorder aux soldats toutes les récompenses qu'ils demandèrent.

Les chefs de la révolution espagnole

semblaient s'attacher à suivre la marche de notre révolution en 1789. Le roi Ferdinand s'était retiré à l'Escurial avec sa famille. Il fut invité par les Cortès à revenir dans la capitale ; et après son retour il se vit forcé de replacer à la tête des provinces les officiers-généraux qui s'étaient montrés les plus ardens partisans de la révolte. Riégo fut alors nommé capitaine-général de l'Aragon.

Bientôt le roi ne put sortir de son palais sans voir insulter ses gardes, ses serviteurs ou sa personne par le peuple entier. Sa garde ayant pris sa défense dans une émeute fut supprimée quelques jours après.

L'Espagne était dans une étrange confusion ; il n'y avait rien d'arrêté dans les plans des constitutionnels. Ils étaient en général partagés en deux classes : les *Américains*, qui demandaient l'indépendance complète des colonies américaines, et les *Communeros*, qui voulaient faire

de l'Espagne une république semblable à celle des Etats-Unis. Ces derniers devinrent si puissans qu'on n'osa leur refuser la destitution du général Morillo, l'un des plus dévoués serviteurs du roi.

C'est au milieu de ces troubles que fut découverte à Saragosse la ridicule conspiration dite *Cugnet de Montarlot*, du nom de son principal auteur. Cet homme, ancien employé des armées françaises, se donnait, dans ses proclamations, le titre de *général en chef des armées constitutionnelles, président du grand Empire de France,* etc. Cugnet fut arrêté. Riégo, qui demeura presque convaincu de complicité avec lui, fut exilé à Lérida.

Au même moment les villes de Cadix et de Séville refusaient d'accepter les gouverneurs qui leur étaient envoyés par l'autorité ; et la populace de Madrid, furieuse que les députés Torreno et Martinez de la Rosa eussent demandé la fer-

meture des clubs, poursuivait ces députés pour leur arracher la vie, et pillait leurs demeures.

A ces excès dans les grandes villes se joignaient les horreurs d'une guerre civile. C'est ainsi qu'à Pampelune les habitans en vinrent aux mains avec les troupes constitutionnelles.

De fortes bandes de guérillas, commandées par Maragnon, ancien trapiste, le marquis de Mata-Florida, le comte Charles O'Donnel, le baron d'Eroles, Bessières, Mérino et le général Quésada, dont les opérations étaient dirigées par un conseil de régence établi à la Seu-d'Urgel, faisaient souvent éprouver aux constitutionnels des échecs considérables, et les clubistes de Madrid se vengeaient sur les royalistes de cette capitale du succès des armes des guérillas. On n'entendait parler à Madrid que de jugemens et de proscriptions.

Cependant Mina ayant été investi du commandement de la Catalogne, parvint à réunir près de lui une armée de plus de vingt mille soldats, et dirigea ses opérations contre les troupes royalistes, qui avaient pris le nom d'armée de la Foi, avec une habileté remarquable. Avec ses troupes réglées il vainquit le baron d'Érole et repoussa vers la France les débris de cette armée, que le Trapiste avait souvent rendue victorieuse, mais qu'il avait été forcé de quitter par suite de ses blessures.

Cependant de nombreuses bandes de royalistes inquiétaient encore les constitutionnels ; mais ces bandes n'étant pas réunies sous l'autorité d'un seul chef, ne pouvaient opérer une contre-révolution complète. Il est probable que si les royalistes d'Espagne eussent été plus longtemps abandonnés à leurs seules forces, ils eussent été promptement soumis par les armées constitutionnelles.

Après deux ans de révolution, l'Espagne se trouvait réduite à la plus triste situation : son commerce était anéanti, son agriculture négligée et son crédit presque entièrement perdu. Toute la population, distraite de ses occupations habituelles, était divisée en deux partis qui se faisaient une guerre à outrance. Les routes étaient infestées par des bandes de gens qui souvent n'avaient d'autre but que de profiter des troubles pour se livrer impunément à toutes sortes de brigandages. Le gouvernement était méconnu et repoussé par la moitié de l'Espagne ; ce pays enfin n'offrait plus à ses habitans et à ses voisins de sécurité pour le présent, ni d'espoir pour l'avenir.

Si la France ne s'était pas armée aussitôt que la révolte éclata, c'est qu'on semblait compter que les fidèles sujets qui avaient donné dans la guerre de l'usurpation tant de preuves de fidélité et de dévoûment à leur

roi, respecteraient toujours sa libre volonté et sa personne, et s'opposeraient avec énergie aux excès que pourrait tenter quelque faction. Mais on s'aperçut bientôt que la force la plus imposante dans les Etats modernes est la force militaire, et qu'il est bien difficile à des citoyens de secouer le joug imposé par la puissance des baïonnettes. Ce fut alors que les souverains, signataires de la Sainte-Alliance, crurent devoir se réunir dans un nouveau congrès, à Vérone, pour parer aux maux qui fondaient sur l'Espagne, et garantir leurs propres États du fléau des révolutions. On suivit exactement dans ce congrès les principes de la Sainte-Alliance. La solidarité des sceptres une fois établie, la guerre d'Espagne y fut considérée comme une mesure européenne, nécessaire pour sauver la société du bouleversement des principes sur lesquels reposent la tranquillité des peuples et la stabilité des gouvernemens.

Cependant, avant que la France employât la voie des armes, tous les souverains firent faire au gouvernement espagnol, par leurs ambassadeurs, des représentations pleines de modération. Mais elles furent inutiles. Le cabinet espagnol rejeta toute insinuation étrangère, et les puissances se virent forcées de rappeler leurs ambassadeurs.

Déjà le gouvernement français semblait avoir prévu le sort de l'Espagne et la nécessité d'en venir aux armes. La fièvre jaune qui s'était manifestée en 1821 dans ce malheureux pays, avait fourni à la France un prétexte pour établir, sous le nom de *cordon sanitaire*, une forte ligne de troupes destinées à préserver ses provinces de ce fléau. Bientôt on changea ce *cordon sanitaire* en *armée d'observation*.

Les excès des constitutionnels espagnols, qui osèrent venir jusque sur nos frontières tenter de séduire nos soldats,

firent sentir plus vivement la nécessité de l'intervention armée. La guerre fut enfin résolue dans les conseils du Roi, et, le 29 janvier, Louis XVIII déclara aux Chambres assemblées que la sécurité de ses peuples et le désir de sauver l'Espagne et son roi lui mettaient les armes à la main.

« Cent mille Français, dit le monarque, « commandés par un prince de ma famille, « par celui que mon cœur se plaît à nommer mon fils, sont prêts à marcher en « invoquant le Dieu de saint Louis, pour « conserver le trône d'Espagne à un petit-« fils de Henri IV, préserver ce beau « royaume de sa ruine et le réconcilier « avec l'Europe. »

Ce discours du Roi fut accueilli en France avec peu de faveur. On ne voulait pas la guerre; et l'on comprenait peu la nécessité et la justice d'une agression qui avait pour résultat de changer un système de gouvernement qui, en plus d'un point,

était calqué sur le nôtre. L'opposition essaya, dans les deux Chambres, de faire porter au pied du trône des vœux pour le maintien de la paix; mais les Chambres, à une grande majorité, déclarèrent dans leurs adresses qu'elles avaient partagé les sentimens de leur Roi.

Les préparatifs de la guerre se faisaient avec la plus grande activité. Les routes étaient couvertes de troupes qui se dirigeaient vers les Pyrénées, où déjà un grand nombre de régimens attendaient avec impatience l'arrivée de S. A. R. le duc d'Angoulême.

Tout marchait unanimement au but proposé; une partie de la France applaudissait à l'ardeur des troupes, à l'activité du gouvernement dans les préparatifs de la guerre. L'opposition des deux Chambres, vaincue dans la discussion de l'adresse, semblait avoir épuisé toutes ses armes; lorsque deux projets de loi, con-

cernant la guerre d'Espagne, lui donnèrent occasion de soulever de nouveau, en séances publiques, les grandes questions relatives aux droits de paix et de guerre, qu'elle n'avait encore agitées que dans les comités secrets, lorsque les Chambres avaient eu à rédiger les adresses en réponse au discours du trône.

Dans une guerre entreprise, non pour la ruine, mais pour la conservation de l'Espagne royaliste, et où l'on ne voulait pas que le soldat, comme dans les guerres soutenues par Napoléon, fût obligé de pourvoir souvent lui-même à sa subsistance; il fallait bien s'assurer des resources proportionnées aux besoins des troupes, sans être à charge aux habitans de l'Espagne. Il fallait aussi, au moment où toutes ces troupes allaient se transporter sur la frontière, ne pas laisser l'intérieur de la France sans défense. Ce fut pour parer à ces besoins urgens que le ministère pré-

senta en même temps deux projets de loi aux chambres, l'un pour obtenir un emprunt de cent millions sur l'exercice de 1823, l'autre pour faire admettre une modification à la loi du recrutement, qui ne permettait pas de faire sortir les vétérans de leurs départemens respectifs.

Le projet d'emprunt subit une discussion des plus vives et des plus animées. L'opposition accusa la majorité de ne vouloir déchirer la Constitution espagnole que pour atteindre indirectement la Charte française.

M. de Châteaubriand, alors ministre des affaires étrangères, s'appliqua, dans un discours éloquent, à démontrer que toutes les nations ont le droit naturel, le pouvoir de veiller à leur propre conservation, et que la révolution d'Espagne étant dangereuse pour la nation française, le devoir de celle-ci était de l'aller combattre à sa source.

« N'oublions pas, dit-il, que si la guerre d'Espagne a, comme toute guerre, ses périls et ses inconvéniens, elle aura eu pour nous cependant un immense avantage; elle nous aura créé une armée, elle nous aura fait remonter à notre rang militaire parmi les nations, elle aura décidé notre émancipation, rétabli notre indépendance. Il manquait peut-être encore quelque chose à la réconciliation complète des Français; elle s'achèvera sous la tente; les compagnons d'armes sont bientôt amis, et tous les souvenirs se perdent dans ceux d'une commune gloire. Le Roi, ce Roi si sage, si paternel, a parlé; il a jugé que la sûreté de la France, la dignité de la couronne lui faisaient un devoir de recourir aux armes après avoir épuisé les conseils. Le Roi a voulu que cent mille soldats s'assemblassent sous un prince qui, au passage de la Drôme, s'est montré vaillant comme Henri IV. Ce Roi, avec une gé-

néreuse confiance, a remis la garde du drapeau blanc à des capitaines qui ont fait triompher d'autres couleurs ; ils lui apprendront le chemin de la victoire, il n'a jamais oublié celui de l'honneur. »

Les projets présentés par le ministère furent adoptés (1).

Cependant les guérillas espagnoles ne pouvaient plus tenir tête aux troupes réglées de Mina.

Les divisions survenues entre les généraux royalistes ôtaient à leurs opérations l'ensemble et l'harmonie qui eussent pu en assurer le succès, et les entreprises des chefs Joanito, Santos-Ladron, El-Pastor, Mérino, ne servaient qu'à entretenir la haine des habitans des campagnes contre le régime constitutionnel, et à entraver la levée des miliciens et des impôts.

---

(1) Le 5 mars dans la Chambre des Députés, et le 15 dans celle des Pairs.

A cette époque, les Cortès s'occupaient avec une grande activité de l'organisation des moyens de défense à opposer à l'invasion. Le ministre de la guerre, Lopes Baños, faisait adopter des mesures très vigoureuses appropriées à la gravité des circonstances ; et le gouvernement, dans le but d'opérer une sorte de fusion entre les divers partis, confiait au général Morillo, bien qu'il fût encore sous le poids d'une enquête juridique, le commandement d'un corps d'armée à former dans les provinces des Asturies et de Galice. Il accordait aussi une amnistie à tous les factieux, chefs et subalternes, qui rentreraient dans leurs foyers avant le 1^er^ avril.

La France de son côté se préparait à entrer sur le territoire espagnol. Dans cette guerre, où une forte partie de la nation devait appuyer les opérations de l'armée d'invasion, il était d'une grande importance de bien connaître la position

morale du pays. De nombreux émissaires parcouraient les provinces, et, d'après les rapports qui parvenaient incessamment au quartier-général de l'armée d'observation, on pouvait présager que la campagne serait plus pénible que meurtrière. On s'accordait à regarder Mina et Riégo comme les deux seuls généraux de résolution et de talent. La plus grande partie des hommes placés par la confiance des Cortès à la tête des forces constitutionnelles étaient dénués de talens militaires, quelques uns étaient déjà vendus à l'or de la France, d'autres ne disputaient que sur le prix qu'ils mettaient à leur trahison (1). La cause de la liberté était donc perdue avant même que notre armée eût franchi les Py-

(1) Cette assertion pourrait paraître sévère ou hasardée, si elle n'était appuyée des plus irrécusables témoignages. Toutes les personnes qui ont fait cette campagne, autrement qu'en aveugles soldats, n'ont pas d'autre opi-

rénées, et la noble mission du prince généralissime semblait devoir plutôt être de pacifier la nation espagnole, de la protéger

---

nion. M. Ouvrard, témoin, acteur et historien à la fois, s'exprime ainsi sur ce sujet:

« Les négociations entamées produisaient leur effet; « déjà l'on pouvait juger que le sort de la liberté était « confié à des hommes moins occupés de sa défense que « de leurs intérêts personnels; il était même déjà facile « d'apprécier la nature et la quantité des sacrifices qu'on « aurait à faire, soit en argent, soit en garantie de places « et de titres honorifiques, ou en promesses d'en faire « obtenir.

« Ces deux moyens, ensemble ou séparément, sont « puissans partout, et le dernier l'est en Espagne plus « qu'ailleurs.

« L'argent devenait donc un moyen d'influence sur « les Espagnols, etc., etc. »

Pour ne pas nuire à la rapidité du récit, nous nous sommes abstenus, dans le courant de cet ouvrage, de faire aucune réflexion sur les motifs présumés ou connus de la trahison des généraux l'Abisbal, Ballesteros, Morillo, etc., etc. Cette note suffira pour donner la clef de plusieurs événemens très importans.

contre ses propres excès, de la conquérir enfin par la sagesse, la discipline, la modération, que de la vaincre par la force des armes.



HISTOIRE

DE LA

GUERRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE PREMIER.

S. A. R. le duc d'Angoulême arrive à Toulouse. — Force respective des armées française et espagnole au moment d'entrer en campagne. — Ordre du jour de S. A. R. — Le ministre de la guerre à Bayonne. — Marchés Ouvrard. — Proclamation. — Tentative d'un rassemblement de transfuges. — Commencement des hostilités. — Passage de la Bidassoa. Les premier, deuxième et troisième corps pénètrent dans la Navarre, la Biscaye, les Asturies, l'Aragon et le royaume de Léon. — Attaque de Saint-Sébastien. — Prise de Guetaria et de Logrono. — L'armée traverse les deux Castilles. — Entrée à Madrid. — Installation d'une régence.

Les préparatifs du gouvernement français pour la guerre d'Espagne étaient à peu près terminés au 1er avril. S. A. R. le

BIBLIOTHÈQUE TOULOUSE UNIVERSITAIRE

duc d'Angoulême, à qui le roi avait confié la direction de cette campagne avec les pouvoirs les plus étendus, après avoir passé en revue les troupes qui traversaient Paris pour se rendre en Espagne, partit lui-même le 15 mars, et arriva à Toulouse le 22.

Un commissaire civil, M. de Martignac, accompagnait le généralissime; sa mission était d'entretenir, après l'entrée des Français sur le territoire espagnol, les relations nécessaires avec les autorités existantes. Le cabinet des Tuileries avait pris la détermination de n'imposer à ce pays ni domination étrangère, ni contribution, ni sacrifice quelconque; la course en mer était interdite contre les bâtimens de commerce espagnol; le pays devait être traité comme indépendant et ami.

Le premier soin du prince généralissime, arrivé sur la frontière, fut d'organiser l'armée.

Les troupes réunies sur la ligne des

Pyrénées présentaient un effectif de plus de quatre-vingt mille hommes; elles furent partagées en cinq corps, dont un forma la réserve; on distingua les autres par la dénomination de premier, second, troisième et quatrième corps.

A la tête du premier corps était le maréchal Oudinot, duc de Reggio, ayant pour chef d'état-major le maréchal de camp comte Grundler; ce corps se composait de quatre divisions, dont une de dragons.

La première division, commandée par le comte d'Autichamp, formait trois brigades, la première, sous les ordres du maréchal de camp comte Valin, était composée des 13^{e} et 14^{e} régimens de chasseurs à cheval et du 9^{e} léger; la seconde, commandée par le maréchal de camp vicomte de Saint-Hilaire, comprenait les 23^{e} et 28^{e} de ligne, et la troisième, formée des 37^{e} et 38^{e} de ligne, était sous les ordres du comte Berthier.

La deuxième division du premier corps, commandée par le lieutenant-général comte Bourck, se composait aussi de trois brigades : la première, comprenant les 7e chasseurs, 1er hussards et 7e légers, était commandée par le comte La Rochejacquelin; la deuxième, qui se composait des 15e et 22e de ligne, l'était par le maréchal de camp comte d'Albignac; la troisième était sous les ordres du maréchal de camp baron Marguerie, et comprenait les 30e et 35e de ligne.

La troisième division avait aussi trois brigades; elle était commandée par le général vicomte Obert. La première brigade, composée du 5e hussards, du 9e chasseurs et 2e infanterie légère, était commandée par le maréchal de camp comte de Vitré; la deuxième, composée des 20e et 26e régimens de ligne, était sous les ordres du maréchal de camp vicomte Toussaint; M. le vicomte Goujeon com-

mandait la troisième, composée des 34e et 36e de ligne.

La quatrième division, formée de dragons et commandée par M. le lieutenant-général vicomte Castex, ne comprenait que deux brigades, commandées l'une par le prince de Carignan, l'autre par le vicomte de Saint-Priest.

Le lieutenant-général Molitor commandait le deuxième corps de l'armée, composé de trois divisions.

La première division avait pour chef le lieutenant-général comte de Loverdo, et se composait de trois brigades : la première, formée des 10e et 19e chasseurs, et du 4e d'infanterie légère, était commandée par le maréchal de camp baron Bonnemains; la deuxième, commandée par le maréchal de camp comte Corsin, se composait des 1er et 11e régimens de ligne; le maréchal de camp baron Ordonneau commandait la troisième, qui

comprenait les 12e et 29e régimens de ligne.

La seconde division était sous les ordres du lieutenant-général vicomte Pamphile-Lacroix; elle se composait de trois brigades. La première, formée des 4e et 20e chasseurs, et du 8e régiment d'infanterie légère, sous les ordres du maréchal de camp comte de Saint-Chamans; la seconde, commandée par le maréchal de camp baron d'Arbaud-Jouques, se composait des 4e et 13e de ligne; la troisième des 24e et 39e de ligne; le maréchal de camp vicomte Pelleport la commandait.

La troisième division, commandée par le général vicomte Domon, était de deux brigades; l'une, sous les ordres du général Vincent, se composait des 3e et 5e dragons; l'autre, à la tête de laquelle marchait le général Faverot, des 4e et 10e dragons.

Le troisième corps de l'armée était sous les ordres de S. A. le prince Hohenlohe. Ce

corps se composait de deux divisions, chacune formée de trois brigades : la première, commandée par le maréchal de camp vicomte Pothier, la seconde par le vicomte Jannin, la troisième par le comte Quinsonas. Ces brigades se composaient des 2e et 12e chasseurs, 3e d'infanterie légère, 6e, 9e et 14e de ligne. Le général baron Conchy commandait cette première division.

La deuxième division était commandée par le lieutenant-général Canuel; il avait sous ses ordres trois brigades confiées aux barons Hubert, Schœffer et Mellet. Ces brigades contenaient les 4e hussards et 17e chasseurs; 7e, 21e, 25e de ligne, et 5e d'infanterie légère.

Le quatrième corps de l'armée était destiné aux opérations de la Catalogne. C'est dans cette province d'Espagne que la guerre semblait devoir être plus difficile. Il fallait, pour la conduire avec succès,

un général d'une expérience et d'un talent reconnus; le gouvernement avait confié au maréchal Moncey, duc de Conégliano, le commandement en chef des trois divisions qui le composaient. La première, sous les ordres du comte Curial, se divisait en trois brigades, commandées par le marquis de Vence, le vicomte Vasserot et le comte Peccadeuc; la deuxième division, commandée par M. le baron de Damas, était formée de trois brigades placées sous les ordres de MM. le vicomte de Maringoné, le baron Montgardé et le comte de Rastignac; la troisième division, commandée par le général Donnadieu, était aussi composée de trois brigades confiées au comte de La Roche-Aymon, au vicomte de Saint-Priest et au marquis de La Tour-du-Pin Montauban.

Le corps commandé par le maréchal Moncey comprenait six régimens de cavalerie et huit de ligne.

Le corps de réserve avait pour général en chef le lieutenant-général comte Bordesoulle ; il se composait de trois divisions, la première d'infanterie, la deuxième de cavalerie de la garde et la troisième de cuirassiers de ligne. Ces trois divisions étaient sous les ordres du comte de Bourmont, du lieutenant-général Bordesoulle et du baron Roussel d'Urbal ; elles étaient composées de trois régimens d'infanterie de la garde, formés de bataillons pris dans les différens régimens, et commandés par les comtes d'Ambrugeac et de Béthisy, de trois régimens de cavalerie de la garde commandés par les généraux Latour-Foissac et Edmond de Périgord, et de quatre régimens de cavalerie de ligne sous les ordres des barons du Kermont et Deschamps. Le lieutenant-général baron Tirlet commandait en chef l'artillerie, et le lieutenant-général vicomte Dode La Brunerie commandait le génie de l'armée.

Chacun des cinq corps dont nous venons de présenter l'organisation avait des détachemens du génie et de l'artillerie suivant ses besoins.

Enfin la maison militaire du roi avait aussi fourni son contingent à l'armée d'Espagne; elle obtint que quatre cent cinquante gardes du corps du roi et de S. A. R. *Monsieur* allassent rejoindre les troupes rassemblées sur l'Adour. M. le maréchal de camp comte d'Audernade fut mis à la tête de ces gardes.

Tous ces corps réunis pouvaient s'élever à environ quatre-vingt quatre mille combattans (1), non compris les corps royalistes espagnols qui devaient servir d'auxiliaires aux troupes françaises, et qui montaient à près de trente-cinq mille hommes.

Les forces que l'Espagne constitution-

(1) *Voyez* l'état A, à la fin du volume.

nelle pouvait nous opposer ne s'élevaient pas, y compris les milices actives, à plus de cent vingt mille hommes, répartis de la manière suivante :

	hommes.
Premier corps ou *armée d'opération en Guipuscoa, Biscaye, Navarre*, etc., etc., sous le commandement du lieutenant-général Ballesteros.....	20,000
Deuxième corps, ou *armée de Catalogne*, commandé par le lieutenant-général Mina. de 20 à	22,000
Troisième corps, ou *armée du centre ou de réserve*, sous les ordres du lieutenant-général l'Abisbal..... de 17 à	18,000
Quatrième corps, ou *armée des Asturies et de Galice*, commandé par le lieutenant-général Morillo.....	10,000
Garnisons des places fortes à l'ouverture de la campagne.....	50,000
Effectif.....	120,000

On aurait pu croire cette force plus considérable d'après les rapports officiels faits aux Cortès; mais la dernière levée de vingt-neuf mille neuf cent soixante-treize hommes, décrétée le 7 février, n'avait pu s'effectuer dans diverses provinces.

Après avoir arrêté l'organisation de l'armée, S. A. R. le duc d'Angoulême se prépara promptement à entrer en campagne. Le 29 mars, le prince passa la revue de deux bataillons du 4e régiment de ligne, et de l'artillerie à pied et à cheval.

Le 30, S. A. R. arriva à Bayonne, et fit aussitôt mettre à l'ordre du jour de l'armée la proclamation suivante :

« Soldats,

« J'arrive parmi vous; j'ai été satisfait « du bon esprit qui vous anime, de votre « constance à supporter les fatigues d'une « longue marche pendant l'intempérie de

« la saison. C'est par l'éclat de toutes les « vertus militaires que vous montrerez « bientôt votre dévouement au roi et à la « patrie. *Fidélité, honneur et discipline,* « sera toujours la devise du drapeau blanc « sous lequel nous allons combattre.

« Je veillerai à tous vos besoins.

« Au quartier-général de Bayonne, le « 30 mars 1823.

« LOUIS-ANTOINE.

« *Par S. A. R., commandant en chef* « *de l'armée, le major-général,*

« Comte GUILLEMINOT. »

La nouvelle de l'arrivée du prince ranima le courage des royalistes de la Navarre, et excita encore plus l'ardeur des soldats français. Le général Santos-Landron, un des chefs royalistes, s'avança jusque sur les glacis de Pampelune, et at-

taqua à l'improviste un bataillon des constitutionnels, et leur tua quelques hommes.

Les préparatifs de l'invasion de l'Espagne devaient, d'après les calculs du gouvernement, être entièrement terminés le 1^er^ avril. Le duc de Bellune, ministre de la guerre, avait formé des magasins considérables sur la frontière, et des marchés avaient été passés pour assurer le service des transports des vivres et de l'artillerie. Ces mesures toutefois avaient été ou insuffisantes ou illusoires; le duc d'Angoulême n'était pas arrivé à Bayonne, que déjà des rapports alarmans parvenaient au gouvernement. Les approvisionnemens de vivres et surtout de fourrages étaient représentés comme fort insuffisans; les moyens de transport manquaient entièrement; on ne pouvait hasarder d'entrer dans un pays dont on ne connaissait pas bien les ressources, avant d'avoir assuré les divers services. Il fut décidé au conseil que

le ministre de la guerre se rendrait lui-même à l'armée ; en effet il arriva à Bayonne peu d'instans après le prince généralissime. Dans ce moment un ancien fournisseur des armées, M. Ouvrard, arrivait aussi à Bayonne : il eut une entrevue avec le prince ; il répondit du service des subsistances et des transports de l'armée, si on consentait à l'en charger exclusivement. Des marchés furent passés, revêtus de la signature de S. A. R. ; le ministre les approuva provisoirement, et repartit aussitôt (1).

Les troupes françaises attendaient avec impatience le moment de mettre le pied sur le territoire ennemi. Le 3 avril, un

(1) Les marchés Ouvrard ont été attaqués avec beaucoup d'acharnement, une enquête a eu lieu ; les tribunaux ont été nantis de cette affaire ; M. Ouvrard a eu gain de cause. Il a publié à ce sujet des Mémoires que nous aurons occasion de citer.

ordre du jour du prince généralissime leur annonçait leur prochaine entrée en Espagne, et leur expliquait les motifs qui leur mettaient les armes à la main.

« La confiance du roi, disait le prince, « m'a placé à votre tête pour remplir la plus « noble mission. Ce n'est point l'esprit de « conquête qui nous fait prendre les armes, « un motif plus généreux nous anime : nous « allons replacer un roi sur son trône, ré- « concilier son peuple avec lui, et rétablir « dans un pays en proie à l'anarchie l'ordre « nécessaire au bonheur et à la sûreté des « deux États.

« Soldats, vous respecterez et ferez res- « pecter la religion, les lois et les propriété, « tés, et vous me rendrez facile l'accom- « plissement du devoir qui m'est imposé « de maintenir les lois de la plus exacte « discipline. »

Les Espagnols reçurent presque en même temps une proclamation, destinée

à leur faire connaître le véritable but de l'invasion française. « Le roi de France, « y était-il dit, avait espéré, en rappe- « lant son ambassadeur, que le gouverne- « ment d'Espagne, averti des dangers « qu'il courait, cesserait d'être sourd aux « conseils de la raison, et reviendrait à « des sentimens plus modérés. » Le gouvernement français avait supporté pendant deux ans les provocations du parti révolutionnaire, qui était enfin parvenu à détruire l'autorité royale en Espagne. « Cette « faction, disait le prince, tient votre roi « captif, demande sa déchéance, menace « sa vie et celle de sa famille...

« Espagnols! la France n'est point en « guerre avec votre patrie. Né du même « sang que vos rois, je ne puis désirer que « votre indépendance, votre bonheur et « votre gloire. Je vais franchir les Pyré- « nées à la tête de cent mille Français, « mais c'est pour m'unir aux Espagnols

« amis de l'ordre et des lois, pour les aider « à délivrer leur roi prisonnier, à relever « l'autel et le trône, à arracher les prêtres « à la proscription, les propriétaires à la « spoliation, le peuple entier à la domina- « tion de quelques ambitieux, qui, en « proclamant la liberté, ne préparent que « la ruine de l'Espagne.

« Espagnols! tout se fera pour vous et « avec vous; les Français ne sont et ne « veulent être que vos auxiliaires; votre « drapeau flottera seul sur les cités; les « provinces traversées par nos soldats se- « ront administrées au nom de Ferdinand « par des autorités espagnoles. La disci- « pline la plus sévère sera observée; tout « ce qui sera nécessaire au service de l'ar- « mée sera payé avec la plus scrupuleuse « exactitude. Nous ne prétendons ni vous « imposer des lois ni occuper votre pays; « nous ne voulons que votre délivrance. « Dès que nous l'aurons obtenue, nous

« rentrerons dans notre patrie, heureux « d'avoir préservé un peuple généreux des « malheurs qu'enfante une révolution, et « que l'expérience ne nous a que trop « appris à connaître. »

Cette proclamation, signée du prince généralissime, et contresignée de M. de Martignac, commissaire civil près de l'armée des Pyrénées, répandue dans les provinces d'Espagne, y prépara les esprits à accueillir nos soldats comme des frères qui venaient délivrer les Espagnols de l'oppression sous laquelle ils gémissaient.

En marchant au secours de l'Espagne pour l'empêcher de devenir victime des partis qui la déchiraient, le gouvernement français remplissait un devoir d'allié; il importait de démontrer à la nation qu'il n'était animé par aucune vue d'ambition.

Le but principal de l'invasion était de rendre promptement la liberté au roi Ferdinand, car il était aisé de prévoir qu'aus-

sitôt que le roi parlerait en maître dans sa capitale, la révolution serait vaincue, et la nation espagnole délivrée du fléau de la guerre civile.

S. A. R. le prince généralissime, pour arriver à ce résultat, conçut un plan de campagne hardi, que le succès justifia, et qui eut l'immense avantage d'épargner à ce royaume une grande partie des maux que la guerre entraîne ordinairement après elle. Il fit pénétrer nos troupes en Espagne par deux endroits à la fois, et marcha droit à Madrid sans s'arrêter au siége des places fortes, qui exigent toujours une grande dépense d'hommes et consument un temps précieux, persuadé que ces places se rendraient aussitôt que le monarque auroit recouvré son autorité.

La plus grande partie de l'armée devait d'abord pénétrer dans la Navarre et la Biscaye, s'étendre sur le littoral de cette

dernière province, entrer ensuite en Aragon et marcher sur Madrid, après avoir soumis ces provinces.

La Biscaye et la Navarre, où l'armée devait d'abord entrer, voisines l'une de l'autre, touchent toutes deux les Pyrénées, et ne sont séparées de la France que par un petite rivière nommée *Bidassoa* par les Espagnols, et *la Bidouse* par les Français.

Quoique la Navarre ait fait quelque temps partie de la France, il ne faut pas la confondre avec la Navarre française que Henri IV réunit à la couronne de France. Elle contient, outre Pampelune, qui est sa capitale, plusieurs villes importantes, telles que Tudela et Estella. Elle a le titre de royaume, et ses habitans sont très jaloux des priviléges dont elle jouit depuis des siècles. Aussi détestaient-ils les Cortès et la constitution qui leur enlevaient leurs priviléges, et attendaient-ils avec impatience

l'arrivée des Français pour faire éclater leur haine contre le nouvel ordre de choses.

Les habitans de la Biscaye étaient dans des dispositions absolument semblables. Ainsi on n'avait point à craindre de résistances de leur part. Si la population se fût jointe aux troupes constitutionnelles, nous aurions pu être arrêtés long-temps dans ces provinces; car la Biscaye et la Navarre possèdent un assez bon nombre de lieux fortifiés et de passages difficiles; elles sont montagneuses et offrent des positions si bien défendues par la nature, qu'il resterait peu de choses à faire à l'art pour y arrêter long-temps une puissante armée.

Ce fut le 6 avril que nos troupes reçurent l'ordre de se tenir prêtes à passer la Bidassoa: elles l'accueillirent par des cris d'allégresse. L'avant-garde, commandée par le général Valin, se rendit aussitôt sur les bords de cette rivière pour protéger nos

pontonniers, qui, sous la conduite du général Tirlet, devaient y établir un pont de bateaux.

La construction de ce pont, commencée le matin, s'avançait rapidement. Un régiment espagnol, Impérial-Alexandre, posté sur la rive gauche de la rivière, inquiéta un instant les pontonniers dans leurs travaux ; mais bientôt il cessa ses démonstrations hostiles pour prendre position sur la hauteur de San-Martial, qui commande le passage de la Bidassoa.

Vers le milieu de la journée, une bande de transfuges napolitains, italiens et français, revêtus d'uniformes de la vieille garde, faisant flotter au milieu de leurs rangs un drapeau tricolore, et poussant des cris de *vive l'artillerie! vive l'Empereur!* se présenta sur le bord opposé de la Bidassoa. Le général Valin s'adressant à ses troupes, qui attendaient son signal : « Oui, dit-il, *vive l'artillerie!* mais aussi,

« *vive le Roi!* Feu! camarades!... » Une décharge à mitraille, qui suivit cet ordre du général, suffit pour mettre en fuite ce rassemblement de transfuges. Le régiment Impérial-Alexandre demeura tranquille spectateur de l'entreprise des transfuges. Ceux-ci laissèrent sur la place quatre hommes tués et huit blessés. Quelques détachemens de notre infanterie furent mis sur-le-champ à la poursuite des fuyards, qui gagnèrent promptement les montagnes du côté de Saint-Sébastien.

S. A. R. le duc d'Angoulême apprit, peu d'instans après l'événement, l'action du général Valin et de son avant-garde; il en témoigna publiquement sa satisfaction, et en conçut un favorable augure pour la suite de la campagne.

Le lendemain, après la célébration d'une messe militaire, le gros de l'armée traversa la rivière sur un pont de bateaux, tandis que le troisième corps débouchait sous les

ordres du prince de Hohenlohe-Barteinstein, par la vallée de Ronceveaux. L'avant-garde avait passé la Bidassoa sur un bac, avant les deux premiers corps.

Aussitôt après le passage de cette rivière, le quartier-général du prince-généralissime fut porté à Irun, petite place que le régiment Impérial venait d'abandonner, en se retirant sur Saint-Sébastien. D'Irun il fut transféré à Ernani, tandis que l'avant-garde entrait à Tolosa.

La division du général Bourck s'était séparée à Irun du reste de l'armée, après avoir occupé la petite place de Fontarabie et le port du Passage; elle avait marché sur Saint-Sébastien, où s'étaient réfugiés les soldats espagnols, à l'approche des Français. Le général Bourck, aussitôt qu'il arriva devant cette place, envoya un parlementaire au gouverneur; mais les constitutionnels ayant reçu cet envoyé à coups de fusil, nos troupes attaquèrent vigou-

reusement les hauteurs qui dominent Saint-Sébastien, et en chassèrent les Espagnols. Devenu maître de cette position avantageuse, le général Bourck, voulant éviter à la garnison une résistance inutile, envoya un nouveau parlementaire.

Pendant que ce second envoyé faisait part des conditions qu'il était chargé d'offrir, le gouverneur, cherchant sans doute quelque moyen de gagner du temps, se plaignit de ce que les troupes françaises eussent profité de l'envoi du parlementaire pour s'avancer et prendre des positions plus avantageuses. Il déclara qu'il n'accéderait à aucune proposition avant que les positions surprises, disait-il, *contre les usages de la guerre*, fussent évacuées. Le général Bourck lui ôta aussitôt ce prétexte, en faisant retirer ses troupes à deux cents pas en arrière. Bientôt après, le parlementaire revint sans avoir obtenu de réponse satisfaisante; nos sol-

dats assaillirent de nouveau les postes que l'ennemi avait réoccupés, et obligèrent les constitutionnels à se retirer dans le corps de la place. Ils s'y tinrent renfermés pendant une heure, puis tentèrent une sortie avec trois bataillons qu'appuyait l'artillerie des remparts de la ville et de la citadelle ; mais ils furent promptement repoussés par les 22e, 35e et 36e de ligne, que conduisaient les maréchaux de camp d'Albignac et Marguerie. Cette affaire fut très vive ; officiers et soldats, tous avaient rivalisé de zèle et d'ardeur. Le lieutenant-colonel d'artillerie Lahitte, le chef de bataillon de génie Depeaux et le capitaine Dounière furent cités comme s'étant particulièrement distingués.

Ce fut le 10 avril qu'eut lieu ce premier combat. Le lendemain, S. A. R. distribuait sur les glacis de Saint-Sébastien des récompenses aux soldats qui s'étaient montrés les plus intrépides. Un boulet tomba

aux pieds du prince, et couvrit de terre une partie de son uniforme.

Après s'être acquitté de ce noble soin, S. A. R. retourna à Tolosa, où elle installa une junte provisoire qui devait régir les provinces que l'armée française parviendrait à délivrer, en attendant qu'arrivé à Madrid on pût y établir une régence royale. Cette junte fit aussitôt paraître une proclamation dans laquelle elle appela tous les Espagnols à se réunir aux Français, déclarant ne reconnaître d'autre autorité que celle du roi, et remettant les choses dans l'état où elles se trouvaient avant la révolution. Cette proclamation était signée au nom de la junte provisoire du gouvernement de l'Espagne et des Indes, par les membres présens, F. D. Eguia, A. Gomez Calderon, J. B. de Erro.

Le 14 avril, le comte Molitor, à la tête de son corps d'armée, prit la route de Saragosse par la Navarre, afin de gagner

l'Ebre et d'assurer des moyens de communication entre le premier corps et le quatrième qui devait se porter en Catalogne.

Depuis que nos soldats parcouraient les provinces espagnoles, à peine avaient-ils rencontré une occasion de se mesurer avec les constitutionnels. On s'attendait à trouver plus de résistance en avançant dans le pays; cette attente fut presque toujours trompée.

Le 17 avril, l'armée était arrivée à Vittoria, après avoir traversé les défilés de Salinas sans y rencontrer l'ennemi. Le général Ballesteros, qui aurait pu occuper des positions très avantageuses sur les collines qui bornent ces défilés, jugea plus prudent de se retirer : il fit, par Logrono, un mouvement pour couvrir l'Aragon, tandis que le général l'Abisbal fut chargé de défendre le passage de l'Ebre contre notre armée qui devait bientôt le traverser.

S. A. R. ne tarda pas à arriver à Vittoria, où la junte provisoire se transporta quelques jours après.

Pendant que le prince, précédé de son avant-garde, s'avançait ainsi sur Madrid sans rencontrer d'obstacle, la division espagnole royaliste, sous les ordres du comte d'Espagna, après avoir franchi le défilé de Roncevaux, sans rencontrer les constitutionnels, était allée bloquer la ville de Pampelune. Le troisième corps bloquait Saint-Sébastien, en Biscaye, et quelques unes de ses divisions prenaient la direction de Bilbao, dans l'intérieur; et du cap de Machicaco et de Saint-Ander, sur les côtes de l'Océan. Le général Canuel remplaçait le général Bourck au blocus de Saint-Sébastien. Les deux armées de la Navarre et de la Biscaye devaient se trouver le même jour sur l'Ebre pour y prendre les ordres du prince généralissime.

Arrivé à la hauteur de Guetaria, après

avoir suivi pendant quelque temps les côtes de l'Océan, le général Bourck dirigea deux bataillons des 30e et 35e régimens de ligne contre cette ville, qu'il semblait que les constitutionnels dussent avoir à cœur de conserver, car elle offre un bon port et un château très bien fortifié. A l'approche de nos troupes la garnison se retira dans ce château, qui est difficile à attaquer parce que la mer en couvre toutes les avenues. Guidées par les royalistes espagnols, qui s'étaient chargés de fournir des barques, nos troupes allaient donner l'assaut, lorsque la garnison demanda à capituler. Les deux cents hommes dont elle se composait furent faits prisonniers de guerre, et nous remirent leurs armes, leurs munitions et cinq bouches à feu. Ce fut à M. Mellin, lieutenant-colonel du 35e régiment, et à M. Thorrie, qui dirigèrent les préparatifs d'assaut, que l'on dut particulièrement la prise de cette ville.

Le premier corps ne restait pas stationnaire : il venait de s'emparer de Pancorbo, et marchait sur Burgos ; tandis que la division Obert, d'après les ordres du prince généralissime, marchait sur Logrono, ville située sur la frontière de la province de Burgos, et communiquant, par un pont sur l'Ebre, avec la Navarre.

Des reconnaissances poussées jusqu'à Logrono, donnèrent la certitude qu'elle était occupée par six ou sept cents hommes d'infanterie et deux cent-cinquante de cavalerie. L'ennemi avait barricadé les doubles portes du pont de l'Ebre, et paraissait vouloir le défendre. Le 18 avril, nos troupes étaient arrivées sur les bords de l'Ebre, en face de Logrono. Un parlementaire, M. Imbert, capitaine d'ordonnance de M. de Vitré, alla sommer la ville de se rendre et de reconnaître l'autorité de la régence. Cet officier fut reçu à coups de fusil.

Il était absolument indispensable de s'emparer de Logrono pour passer l'Ebre. La rivière n'était pas guéable. L'attaque fut donc commencée sur-le-champ, au pas de course, par la compagnie de voltigeurs du premier bataillon du 20e de ligne, que commandait le capitaine Seyven, et par le premier escadron des chasseurs de la Dordogne (9e de l'armée), commandé par M. Ducroc de Chabannes. Les voltigeurs courent à l'assaut avec impétuosité, enfoncent la première porte; et la première brigade s'avança sur le pont pour s'emparer de la seconde porte que l'ennemi défendait avec acharnement. Un jeune tambour, âgé de quatorze ans, passa par dessus le mur, sous le feu des Espagnols étonnés de son audace, et ouvrit cette seconde porte à nos soldats sans cesser de battre la charge. Aussitôt nos troupes entrent en foule; l'ennemi se retire et nous laisse maîtres de la place. Le général de Vitré ordonne au chef

d'escadron des chasseurs de passer dans les intervalles de l'infanterie pour courir à la poursuite de l'ennemi avec deux escadrons des hussards du Bas-Rhin, commandés par M. le baron Muller.

La garnison de Logrono opéra sa retraite en bon ordre sur Villa-Medecina, par des chemins difficiles dont elle défendait courageusement toutes les positions. Arrivée au village de Villa-Medecina, deux cents cavaliers des régimens de Bourbon et de la Reine la joignirent; son infanterie s'arrêta et se forma en carré; nos troupes exécutèrent contre elle une charge à fond. L'ennemi tint quelques instans; mais le colonel Muller s'étant précipité au milieu de ses rangs, à la tête des hussards, l'eut bientôt culbuté et mis dans une déroute complète. M. de Chabannes, avec les hussards et les lanciers, ainsi que les capitaines Merville et Jouffroy, poursuivirent les constitutionnels à deux lieues de Lo-

grono, jusqu'au pied des montagnes. Le général don Julien Sanchès fut fait prisonnier, ainsi que six officiers et cent cinquante-huit sous-officiers et soldats ; une quarantaine de morts, parmi lesquels deux lieutenans-colonels et quelques officiers étaient restés sur le champ de bataille, et nous avions pris un drapeau, un caisson et des armes.

Le général Obert s'empressa de faire connaître au prince généralissime l'heureux résultat de cette journée ; il cita dans son rapport les noms des braves qui s'étaient particulièrement distingués ; c'était ceux de MM. Muller, blessé de deux coups de pointes en commençant la charge ; Jouffroy, chef d'escadron de hussards ; Ducroc de Chabannes, qui avait tué un officier et s'était montré partout plein d'ardeur et d'habileté ; de Merville, blessé de deux coups de sabre à la tête, lorsqu'il enfonçait les bataillons ennemis ; le maréchal-

des-logis Dorade, qui avait fait prisonnier le général Sanchez; le trompette Tonnelier; le tambour Matreau, dont l'audace nous avait facilité la victoire; le sous-lieutenant Obled, qui sauva la vie à un maréchal-des-logis, en même temps qu'il tua un officier ennemi; le capitaine de voltigeurs Seyven; le sergent Lebeau, de la même arme; le capitaine d'ordonnance Imbert, qui avait eu un cheval tué sous lui. Le 22, S. A. R. ordonna que les noms de ceux qui avaient le plus contribué au succès de Logrono fussent proclamés devant toute l'armée, et accorda la décoration de l'ordre de Saint-Louis à MM. les capitaines de Merville et de Seyven; et la décoration de la Légion-d'Honneur au sous-lieutenant Obled, au maréchal-des-logis Dorade, au trompette Tonnelier, et au tambour Matreau.

La nouvelle de la journée de Logrono se répandit promptement dans toutes les

divisions de l'armée, et augmenta l'ardeur de nos soldats.

On apprit presque en même temps que le roi d'Espagne venait d'être transféré à Séville par l'ordre des Cortès, quoiqu'il eût fait connaître formellement la volonté de demeurer à Madrid. Peu de temps avant cette translation, ce prince avait changé ses ministres ; mais à peine eut-il exercé cet acte d'autorité, qu'il vit son palais attaqué. Le peuple demandait le rappel des ministres chassés ; et il fut forcé de révoquer le soir l'ordre qu'il avait donné le matin.

Ce fut le 20 mars que Ferdinand sortit de Madrid avec sa famille. Le voyage dura vingt-un jours. La route que Sa Majesté devait parcourir était bordée de plus de vingt mille hommes de troupes, et sa garde se composait de six mille hommes pris dans les troupes de ligne, et dans les volontaires de Madrid. Ces troupes étaient munies de plusieurs pièces d'artillerie.

Le monarque devait aller à Séville à petites journées; mais les ministres ayant appris en route l'insurrection du Portugal contre le régime constitutionnel, les succès des chefs royalistes, et la marche rapide de notre armée, décidèrent que le voyage se terminerait à marches forcées. En conséquence le roi arriva à Séville le 10 avril au lieu de n'y arriver que le 23, époque fixée par les Cortès.

Les Cortès, lorsqu'elles furent arrivées à Séville, se crurent en sûreté. Ce fut seulement dans cette ville que le ministère espagnol publia une déclaration de guerre contre la France, et s'occupa de divers décrets relatifs à la guerre. Le décret suivant fut porté à l'assemblée par les ministres.

« Considérant que le territoire espagnol « a été envahi par les troupes du gouver- « nement français, sans déclaration de « guerre, et sans aucune de ces formalités « que l'usage a consacrées; considérant

« que l'agression ne peut être regardée « que comme une violation du droit des « gens, et comme un commencement for- « mel d'hostilités contre l'Espagne; consi- « dérant qu'il est de mon devoir de repous- « ser la force par la force, de défendre « l'intégrité des États de la monarchie, et « de punir l'audace des ennemis qui l'en- « vahissent, j'ai résolu, après avoir con- « sulté le conseil d'état, conformément à « l'article 235 de la Constitution politique, « de déclarer la guerre, comme en effet « je la déclare, à la France; et, en consé- « quence, j'enjoins et ordonne aux autori- « tés compétentes de la combattre par terre « et par mer, par tous les moyens qui sont « en leur pouvoir, ainsi que l'autorise le « droit des gens. J'ordonne, en outre, que « ma déclaration de guerre soit publiée avec « toute la solennité convenable. Vous le « tiendrez pour entendu, et vous le ferez « publier et circuler. »

Cette déclaration fut suivie d'un manifeste où l'on faisait parler le monarque dans un sens si opposé à ses vrais sentimens, qu'il ne servit qu'à montrer évidemment que le roi était captif, et à faire sentir la nécessité de hâter sa délivrance.

Le prince généralissime comprit combien il était urgent d'apporter la plus grande célérité dans les mouvemens de l'armée. Il fixa son départ de Vittoria au 5 mai. Voici la position de nos troupes : Le deuxième corps, suivant la route d'Estella, de Tafalla, d'Otile et de Tudela, avait reçu la soumission du commandant de la citadelle de Jaca (haut Aragon), et pressait le général Ballesteros, qui s'était retiré par Saragosse, tandis qu'une autre partie de ses troupes était menacée par la division Obert. Ballesteros essayait de gagner Calatayud pour se joindre à Mina, mais la rapidité de la marche du général Molitor ne lui en laissa pas le temps ; et il se vit bientôt séparé de

la Catalogne par l'Ebre et par les armées française et royaliste réunies. Le général Molitor entra en triomphe à Saragosse, et envoya la division Pamphile-Lacroix ravitailler Méquinença, place forte que les royalistes défendaient depuis long-temps contre les troupes de Mina.

Nous occupions la Biscaye, la Navarre, une partie de l'Aragon et de la Vieille-Castille; nos avant-gardes n'étaient éloignées que de trente lieues environ de Madrid. La gauche, sous les ordres du général Obert, devait passer par Tudela, Taragona, Soria, Guadalaxara et Alcala. La droite, commandée par M. le maréchal duc de Reggio, devait passer par Placencia, Valladolid, Ségovie, le mont Guadarama et Galapagar.

Le grand quartier-général, avec l'armée de réserve formant le centre, suivait la route directe de Burgos, Aranda, Baitrugo et Alcobendas.

Le corps commandé par le général Molitor resta sur l'Èbre, pour observer les mouvemens du général Ballesteros; celui du prince Hohenlohe continua le blocus de Saint-Sébastien et de Pampelune, et celui du général Bourck devait attendre à Burgos l'arrivée du prince à Madrid.

Le but de ces manœuvres était d'occuper une grande étendue de terrain, et de resserrer sur un seul point toutes les forces des constitutionnels, pour les forcer à engager une action décisive.

Pour arriver à Madrid, l'armée devait traverser les deux Castilles. Notre avant-garde était déjà arrivée à Burgos depuis le 22 avril.

Le 5 mai, le quartier-général du prince fut transporté à Miranda-de-Ebro, éloigné de cinq lieues de Vittoria. Nos troupes, en continuant leur route sur Burgos, s'emparèrent de la forteresse de Pancorvo, située au fond d'une gorge défendue par

deux des montagnes d'Occa, et y trouvèrent quelques pièces de canon. Le 7, le duc d'Angoulême était à Briviesca, seul lieu remarquable que l'on rencontre de Pancorvo à Burgos.

La ville de Burgos, quoique grande et bien peuplée, ne peut être regardée comme une place d'armes. Cependant, en 1812, son château, défendu par une garnison française, avait résisté à tous les efforts de Wellington, qui avait été obligé de se retirer après avoir perdu cinq ou six mille hommes. Mais il s'en fallait bien que les habitans de Burgos fussent disposés à résister à nos troupes : déjà ils avaient reçu notre avant-garde aux cris de *vive le roi! vive l'alliance de la France et de l'Espagne!* Et lorsqu'ils apprirent que le prince allait se rendre dans leurs murs, leur joie fut au comble. Ils vinrent au devant de lui, lui offrant un char de triomphe, précédé d'un brillant cortége, qui présentait

le spectacle des anciennes cérémonies castillanes.

Le duc d'Angoulême séjourna quatre jours à Burgos, et y fut suivi par les membres de la régence. C'est dans cette ville que fut refusée l'offre faite par le général portugais comte d'Amaranthe de se réunir à l'armée française; ce général, qui pouvait disposer de quatre mille hommes et de quelques pièces d'artillerie, ayant vu ses offres repoussées, retourna en Portugal, où bientôt après triompha la cause qu'il était venu défendre en Espagne.

Le prince avait quitté Burgos; et tous les corps reçurent l'ordre de se réunir le 3 mai à quatre lieues de Madrid. Nos troupes marchaient sur cette ville comme en triomphe. Les villes de Valladolid, de Ségovie et beaucoup d'autres de la Vieille-Castille envoyaient la déclaration de leur soumission à la junte provisoire, et les troupes

des Cortès battaient en retraite devant nos soldats.

A mesure que notre armée s'approchait de la capitale du royaume, le courage revenait aux royalistes, et la crainte et le découragement s'emparaient des constitutionnels. Le comte de l'Abisbal, que les Cortès avaient, en se retirant à Séville, chargé de la défense de Madrid, avait placé toutes les troupes dont il pouvait disposer, sans dégarnir la capitale, sur la crête des monts Carpentins. Il désirait former des bataillons de volontaires, et opposer à nos troupes une longue résistance; mais la lenteur avec laquelle se formèrent ces bataillons, le peu de zèle de son armée, lui firent craindre avec raison d'échouer dans cette entreprise. D'ailleurs l'Abisbal avait déjà changé deux fois de parti, et calculait les chances du succès plutôt en politique adroit qu'en soldat enthousiaste. Dès le 16 mai, il avait fait

afficher une proclamation dans laquelle, prévoyant déjà l'occupation de Madrid par les troupes françaises, il annonçait qu'il n'abandonnerait point la population de la capitale avant que les Français ne vinssent relever la garnison qui assurait la tranquillité publique, protestant que les malveillans qui essaieraient de causer quelque désordre seraient sévèrement châtiés.

Dans cette proclamation, l'Abisbal se tournait déjà du côté du vainqueur, se plaignait que la révolution eût été trop loin, et demandait aux Cortès le retour de Sa Majesté à Séville, la création de nouvelles Cortès, et la formation d'un ministère qui pût être agréable à toutes les puissances étrangères. Il n'est pas besoin de dire que les propositions de l'Abisbal ne furent pas écoutées par les Cortès.

En signalant comme elles le méritent les tergiversations politiques de l'Abisbal, il ne faut pas moins avouer qu'il épargna

dans cette circonstance le sang des habitans de Madrid, et chercha à obtenir pour cette ville une capitulation favorable, lorsqu'il vit qu'il était dans l'impuissance de la défendre.

Au moment où ce général adressait aux constitutionnels cette proclamation, les Cortès assemblées à Séville essayaient de se servir du nom du roi pour ranimer l'opinion en faveur de leur cause; ils faisaient paraître un manifeste dans lequel Ferdinand, se plaignant de l'invasion des Français comme d'une violation du droit des gens, assurait que lui et ses peuples avaient unanimement adopté la Constitution, et se répandait en invectives contre les Français.

L'Abisbal ne s'en laissa pas imposer par le manifeste des Cortès; il vit les choses telles qu'elles étaient, et envoya le général Zayas au devant de S. A. R. Monseigneur le duc d'Angoulême, pour lui offrir de sa part, et de celle de la municipalité, l'éva-

cuation de Madrid par les troupes constitutionnelles, mais au moment seulement où les soldats français entreraient à Madrid, afin de préserver la ville des excès auxquels pouvait se porter la populace dans l'absence de toute garnison. Le prince accepta ces conditions, et l'on convint qu'un corps de troupes constitutionnelles, sous les ordres du général Zayas, demeurerait à Madrid jusqu'au 24 mai, époque à laquelle les troupes françaises devaient occuper cette capitale, et qu'elles pourraient effectuer alors leur retraite sans être inquiétées ni poursuivies jusqu'au 26 à trois heures du matin, qu'alors seulement on pourrait les attaquer.

Tandis que le général Zayas concluait avec le prince cet arrangement plein d'humanité, un événement remarquable avait eu lieu à Madrid. Les soldats, furieux de voir l'Abisbal, abandonnant la cause de la révolution, parler dans sa proclamation

de la possibilité de remettre Madrid aux Français, se révoltèrent. En vain l'Abisbal essaya-t-il de les calmer par ses protestations de dévouement à la constitution ; ce tardif retour ne fit qu'irriter les soldats : il fut obligé de se déguiser pour quitter l'armée, et de venir se réfugier dans les avant-postes français. Costol-dos-Rios le remplaça dans le commandement de l'armée de réserve.

Bessière, l'un des chefs royalistes les plus influens, s'était réuni à la division Obert pour l'accompagner dans sa marche sur Madrid. Bien qu'il dût avoir connaissance de la convention arrêtée à Buitrago, entre la municipalité de Madrid et S. A. R., il résolut, guidé par un orgueil mal entendu, ou peut-être par des motifs bien plus coupables, de devancer les Français dans la capitale. En conséquence il s'y porta à marches forcées, et arriva le 2 dans la soirée devant les

murs de Madrid, avec une troupe de onze à douze cents fantassins et cavaliers; il détacha sur-le-champ quelques lanciers, qui entrèrent dans la grande rue d'Alcala aux cris de *vive le roi! meure la constitution!* Quelques groupes de gens du peuple répondirent à cet appel; des rassemblemens se formèrent dans les divers quartiers; mais une compagnie envoyée par l'autorité constitutionnelle fit rebrousser chemin aux royalistes. Cependant le général Zayas se hâta de venir à la rencontre de Bessière; il l'avertit de la convention conclue avec le duc d'Angoulême. Bessière demanda qu'on lui livrât la garde des portes ainsi que quelques postes; le général Zayas refusa. Le peuple prenait le parti des royalistes, et demandant qu'ils entrassent tous dans la ville, témoignait la résolution de seconder ce mouvement des troupes de Bessière, qui se présentaient en colonne pour forcer le passage.

Zayas fit avancer ses soldats : il s'ensuivit un engagement auquel la populace voulut prendre part. Quelques coups de canon tirés à mitraille la dispersèrent. Un escadron constitutionnel chargeant alors la colonne royaliste la mit en déroute, et lui fit quelques centaines de prisonniers. Il y eut dans cette échauffourée environ quatre-vingts hommes tués, un plus grand nombre de blessés (1). La plupart étaient des gens du peuple, qui s'étaient rangés du côté de Bessière.

Aussitôt que le prince eut connaissance de ce malheureux événement, il envoya à Madrid M. le colonel marquis de Lachasse-Vergny, l'un de ses aides-de-camp, pour aviser aux moyens d'empêcher que de pareils désordres se renouvelassent. Le 23,

(1) Le munitionnaire Ouvrard, témoin occulaire, porte le nombre des personnes de la ville qui périrent dans cette scène de désordre à deux cents.

à cinq heures du matin, l'avant-garde entra à Madrid et y assura la tranquillité; le 24, le prince déclara à son armée assemblée qu'elle allait entrer dans Madrid, en l'invitant à continuer d'observer, dans cette ville, la discipline la plus sévère, comme elle avait fait dans tous les endroits qu'elle avait parcourus jusqu'à ce jour. Le quartier-général était alors à Alcobendas, à quatre lieues de Madrid.

Dès que les troupes de Zayas eurent fait leur retraite, le peuple commença ses vengeances: c'était un affreux spectacle dont il était impossible que les Français consentissent à demeurer témoins impassibles. Le prince, qui ne voulait pas que la gloire de sa mission fût obscurcie par des désordres populaires, prescrivit les mesures les plus sévères contre ceux qui se livreraient au pillage ou à des actes de violence contre les constitutionnels; il adressa alors aux Espagnols une proclama-

tion, dans laquelle il rassurait les habitans sur la sûreté de leurs personnes et de leurs propriétés, leur annonçait la création d'une régence royale, qui serait composée de membres de l'ancien conseil de Castille et du conseil suprême des Indes.

Les troupes françaises entrèrent dans la capitale de l'Espagne par trois côtés à la fois. Une grande partie de la population s'était portée sur leur passage, regardant l'arrivée de nos soldats comme un événement qui mettait enfin un terme à de longs malheurs. Les constitutionnels eux-mêmes confondaient leurs acclamations avec celles des royalistes, marquant publiquement leur reconnaissance pour la loyale conduite qu'avaient tenue la veille les troupes de notre avant-garde. Le 24, à neuf heures du matin, S. A. R. le prince généralissime entra, suivi de son état-major et des régimens d'infanterie et de cavalerie de la garde, faisant partie du corps de ré-

serve, par la porte de *los Recoletos*, où l'on avait élevé un arc-de-triomphe, et traversa l'avenue du Prado, au milieu d'une foule immense de peuple qui se pressait autour de lui.

Le prince refusa d'occuper le logement qui lui était offert dans le palais du roi Ferdinand, par le comte de la Puebla, au nom de Sa Majesté. Il descendit à l'hôtel du marquis de Villa-Hermosa, où les divers corps de l'État vinrent lui rendre leurs hommages. Il nomma le comte d'Escars commandant provisoire de Madrid. La cavalerie s'établit au Prado; de fortes colonnes furent aussitôt dirigées sur Aranjuez et Tolède; le reste des troupes fut logé dans la ville ou cantonné dans les environs. Le prince généralissime fit établir dans Madrid une police si exacte, qu'il n'arriva aucun événement fâcheux pendant tout le temps que les Français l'occupèrent.

CHAPITRE II.

Le quatrième corps entre en Catalogne. — Investissement de Figuières. — Occupation de Roses. — Passage de la Fluvia. — Marches de Mina. — Occupation de Gironne. — Opérations de la division Donnadieu. — Combat de Castel-Tersol. — Occupation de Manresa. — Combat de Mataro. — Le général Molitor établit ses communications avec le quatrième corps. — Dispositions de Ballesteros dans le royaume de Valence.

En suivant la marche victorieuse des trois premiers corps de notre armée dans la Biscaye, la Navarre et l'Aragon, on n'a pas oublié que le quatrième corps, placé sous les ordres de M. le maréchal Moncey, duc de Conégliano, attendait avec impatience, au pied des Pyrénées, le moment où il recevrait l'ordre d'entrer en Catalogne.

L'occupation de cette province devait avoir des résultats de la plus haute importance, pour le succès de la campagne, en faisant rentrer sous l'autorité du roi Ferdinand une des parties les plus vastes et les mieux défendues de son royaume; elle favorisait les communications entre l'armée de Navarre et celle de l'Aragon, et permettait au général Molitor, qui commandait le deuxième corps dans cette dernière province, de communiquer avec les troupes qui étaient en Biscaye. Ainsi les opérations de toute notre armée, après l'occupation de la Catalogne, pourraient être dirigées simultanément vers un même but, et on aurait lieu d'en attendre les plus heureux résultats.

M. le maréchal Moncey arriva le 20 mars à Perpignan, pour se mettre à la tête de son corps d'armée, qui était composé de dix-huit mille hommes environ, dont deux mille trois cents de cavalerie légère.

Le maréchal pouvait en outre disposer de huit à dix mille Espagnols, qui, sous les ordres du baron d'Eroles, devaient aider l'armée dans la conquête de la Catalogne. Ces troupes étaient assez mal équipées, mais pleines d'ardeur, et ne désirant que de marcher contre les constitutionnels.

Le quatrième corps, que devait diriger le maréchal Moncey, se composait de trois divisions, commandées par les lieutenans-généraux comte Curial, baron de Damas et vicomte Donnadieu. Chacune de ces divisions était partagée en trois brigades sous les ordres de neuf maréchaux de camp. C'étaient le marquis de Vence, les vicomtes Vasserot et Picot-de-Peccadeuc, le baron de Mont-Gardé, de Rastignac; le vicomte Vionné de Maringoné, les comtes de La Roche-Aymon et de Saint-Priest, et le marquis de La Tour-du-Pin.

Les constitutionnels avaient donné toute leur attention aux préparatifs que nous

faisions contre la Catalogne. Ils avaient resserré, vers la frontière, les troupes qui occupaient cette province. Mina, général en chef de l'armée constitutionnelle, pouvait disposer de trente mille hommes ; savoir : douze à quinze mille hommes de troupes de ligne, et le reste miliciens. Il avait pour lieutenans les généraux Milans et Llobéra, et pour chef d'état-major, le général Zorraquin.

A ces troupes réglées de Mina il faut ajouter un bataillon de transfuges français et italiens, formé à Barcelonne par les soins du gouverneur, le général Rotten, et commandé par un colonel piémontais, nommé Piacharotti ; et des bandes de miquelets, composées de volontaires constitutionnels, qui furent organisées pendant la campagne, et mises presque toutes sous les ordres du comte Linati, colonel italien compromis dans la dernière révolution du Piémont.

La Catalogne, où nos troupes allaient

entrer, est une des provinces les plus vastes et les plus riches de l'Espagne. Elle confine à l'est avec la Méditerranée ; au sud avec le royaume de Valence, à l'ouest avec l'Aragon, et n'est séparée de la France que par les Pyrénées orientales. C'est un pays montagneux dont les chemins difficiles sont coupés fréquemment par des rivières, des ravins, des montagnes, ou des vallées très profondes. Il est très propre à la guerre défensive. On y trouve beaucoup de villes fortes ; les principales sont : Barcelonne, Tarragone, Urgel, Lérida, Cardonna, Girone, Solsona, Vich, Tortose, Figuières, Olot, Roses, Mataro, Villafranca, Cervera, Manresa et Palamos. En outre, la plupart des bourgs que l'on y rencontre sont entourés de murailles et de quelques fortifications, ce qui en fait des postes importans. Mais ces nombreuses forteresses, quoiqu'elles pussent servir à nous arrêter quelque temps, étaient plus nui-

sibles qu'utiles aux constitutionnels, car leur défense privait Mina d'une partie de ses forces.

Ce général avait un nom puissant en Catalogne, et pouvait tirer un grand parti des habitans qui sont tous pleins de bravoure, et supportent courageusement la fatigue et les privations. Napoléon, dans toute la force de sa puissauce, n'avait pu soumettre entièrement cette province. Mina aurait donc pu s'y défendre longtemps avec succès, si les Catalans eussent montré contre les soldats des Bourbons la même vigueur qu'ils avaient déployée contre les armées de Napoléon. Mais la différence des motifs qui nous mettaient les armes à la main avait changé presque entièrement les dispositions de cette province, où un grand nombre de royalistes nous appelaient de tous leurs vœux.

On ne tarda pas à préluder à l'invasion de la Catalogne, pour laquelle d'immenses

préparatifs avaient été faits depuis longtemps. Dès les premiers jours d'avril, le général baron Raynaud fut chargé d'occuper la vallée d'Aran. Le 10 du même mois il s'était acquitté de cette mission, et avait vu fuir les milices constitutionnelles devant nos premiers éclaireurs.

Le 16, le général Moncey fit faire à son corps d'armée un mouvement général vers la frontière, et fit ses dispositions pour entrer dans la Catalogne. La dixième division, commandée par le lieutenant-général Donnadieu, fut destinée à former l'extrême gauche de l'armée. La neuvième division se mit en marche pour occuper la Cerdagne et former l'extrême droite; la cinquième fut réservée pour agir au centre. Deux jours après, le 18, le comte de La Roche-Aymon eut ordre de partir à la tête de la cavalerie de la dixième division et le 6e hussards pour aller investir Figuières.

Mina n'opposait à notre entrée en Catalogne que des marches et des contremarches dont il était impossible de pénétrer l'intention. Le 15 avril, ce général et Rotten, l'un de ses lieutenans, occupaient Olot avec deux mille huit cents hommes; la division du chef politique de Barcelonne se rendait à Rippol; Campredon était occupé par neuf cents hommes, et le bourg de Bajet était défendu par un bataillon de transfuges piémontais. Le 16, Mina avait changé toutes ces dispositions; il se dirigea sur Campredon, où il laissa une garnison de deux mille hommes; et le 17, il faisait une reconnaissance sur la frontière de Catalogne.

Toutes ces marches et contremarches de Mina n'arrêtèrent pas notre armée un seul instant. Le 18 avril, la cinquième division entra en Espagne par le Perthus, sans rencontrer le moindre obstacle, sans apercevoir l'ennemi. Elle fut immédiate-

ment suivie par les dix mille royalistes que commandait le baron d'Eroles ; et le lendemain, une autre colonne déboucha par le col de Cortaja.

L'avant-garde ayant pris position à Péralda, le reste de la division se plaça en avant de Jonquière, et une reconnaissance fut poussée jusqu'au pont de Camani.

Le 19, un détachement alla reconnaître Puenta-Molin, que l'ennemi venait de quitter, et on apprit que le général Milans avait abandonné la ville de Figuières, mais en laissant dans le fort qui l'avoisine une garnison de deux mille cinq cents hommes. Les troupes se portèrent aussitôt sur cette ville.

Le 20, le maréchal Moncey établit son quartier-général à Peraladas, entre la mer et Figuières. Le gouverneur évacua la ville dans la nuit du 24 au 25, et elle fut occupée aussitôt. Le fort ayant refusé de se rendre, les cinquième et neuvième divi-

sions furent chargées de le tenir étroitement bloqué.

Le même jour de l'occupation de Figuières, un détachement de la brigade Vasserot s'emparait de Roses, port de mer et forteresse, qui fut par la suite fort utile à l'armée, comme dépôt d'approvisionnemens.

Mina, et ses lieutenans Milans et Llobera, qui ne s'étaient point opposés à l'entrée en Catalogne, et n'avaient défendu aucune des positions qu'ils auraient pu occuper avec avantage, parurent enfin songer à s'opposer sérieusement aux progrès de l'armée. Ils se réunirent sur la rive gauche de la Fluvia, qu'ils occupèrent avec leurs troupes, depuis Bezalu jusqu'à Castelfollit.

Aussitôt que le maréchal Moncey eut avis de la réunion des trois divisions constitutionnelles, il ordonna au général Curial et au baron d'Eroles de marcher sur

Bezalu avec les cinquième et neuvième divisions et trois bataillons espagnols; il ordonna au général Donnadieu de se porter sur Campredon, et au baron de Damas d'observer le fort de Figuières, que M. de La Roche-Aymon allait quitter pour éclairer la route de Gironne et pousser des reconnaissances jusqu'au delà de la Fluvia. Ces dispositions faites, le maréchal se porta sur Crespia.

Mais les constitutionnels, inquiets de nos mouvemens, rappelèrent leur gauche de Tortella à Bezalu, firent traverser la Fluvia à la plus grande partie de leurs troupes, et occupèrent sur la rive droite des hauteurs presque inaccessibles.

Le maréchal sentant combien il y avait de difficultés à attaquer de front un ennemi maître d'une position aussi favorable, résolut d'attendre que le général Donnadieu arrivât à Campredon, pour combiner ses mouvemens avec la marche de ce général.

En attendant qu'on pût attaquer, on construisit deux ponts vis-à-vis de Crespia. Ils furent terminés le 29, et le même jour, la brigade Vasserot et trois bataillons espagnols passèrent la Fluvia et se portèrent sur Bannolas. Le lendemain, le 31e de ligne suivit la même route. Le général Curial resta sur la rive gauche avec deux autres brigades, un bataillon de la Foi, deux bataillons du 8e de ligne; une partie de son artillerie prit position à l'embranchement des routes de Bezalu et de Gironne, en arrière de Bascara où s'était établi M. de La Roche-Aymon avec le 6e hussards et quelques compagnies d'infanterie.

Le général Donnadieu ayant écrit qu'il serait le 1er mai en avant de Campredon, M. le maréchal donna des ordres pour que l'on attaquât ce jour-là l'ennemi à Bezalu et sur la rive droite de la Fluvia. En cas de succès, le général Curial devait se porter sur Olot, pour se lier avec le gé-

néral Donnadieu; le général Vasserot et le baron d'Eroles devaient mettre obstacle à la retraite de l'ennemi par Mieras et par le Grand-Olot.

Telles étaient les dispositions arrêtées par le général Moncey. Une pluie des plus abondantes, qui tomba pendant toute la nuit qui précédait le jour de l'attaque, le força d'en suspendre l'exécution Le 1^er^ mai, les bivouacs étaient inondés, les chemins impraticables, et les armes de nos soldats hors d'état de faire feu. A sept heures du matin, la Fluvia, grossie par les pluies, avait toute la violence d'un torrent: elle détruisit en un instant les deux ponts construits par nos troupes.

Le maréchal ne put passer la rivière sur un bac, que le lendemain. S'étant rendu à Bannolas, il y apprit que l'ennemi, effrayé des mouvemens de notre gauche et de la marche rapide du général Donnadieu, avait abandonné les belles positions qu'il occu-

pait, et effectuait sa retraite dans deux directions, Milans se retirant sur Amer par Micras, et Mina sur Vich par Olot.

La division Curial fut mise aussitôt à la poursuite de l'ennemi, et eut ordre d'occuper Castelfollit, et de se lier avec le général Donnadieu. Le baron d'Eroles poursuivit si vivement la colonne de Milans, dont la marche était entravée par quelques bagages, qu'il lui fit plusieurs prisonniers, et lui prit, outre les bagages, sa caisse militaire, qui contenait vingt-deux mille francs. Le général Vasserot demeura à Bannolas, prêt à se porter, suivant les circonstances, sur Mieras ou sur Gironne.

Cette dernière ville, écrasée sous le poids des contributions qui lui avaient été imposées par les soldats constitutionnels, venait d'envoyer au maréchal Moncey une députation, pour le conjurer d'envoyer à Gironne des troupes françaises, afin de préserver cette ville des nouvelles exactions

dont la menaçait le rapprochement d'un corps de miliciens. Le maréchal Moncey se rendit aussitôt, à la tête d'un régiment d'infanterie et d'un de cavalerie, dans la ville de Gironne, où il fut reçu avec des transports de joie par les habitans. Gironne fut aussitôt destiné à devenir un dépôt d'approvisionnemens pour nos troupes.

Le maréchal Moncey laissa son parc d'artillerie sur la rive gauche du Ter, près de Puente-Major, à une demi-lieue de Gironne.

On a reproché au maréchal Moncey, et peut-être ce reproche n'est-il pas dénué de fondement, de n'avoir pas réuni toutes ses forces pour empêcher la retraite des constitutionnels, et d'avoir mis trop de lenteur dans les préparatifs pour le passage de la Fluvia. En supposant que cette faute ait été commise, on ne pourrait décider si elle vient de lui ou des ordres qu'il

avait reçus. Ce dont on ne peut douter, c'est que les généraux ennemis profitèrent habilement de la perte de temps qu'occasiona la crue des eaux de la Fluvia et de la décentralisation des opérations du maréchal. Ils eurent le temps de s'apercevoir qu'ils ne devaient pas compter sur leurs soldats pour une attaque déterminée, et se retirèrent sur deux directions, ce qui ôta au maréchal l'avantage de la masse imposante avec laquelle il pouvait les écraser. Milans, se repliant par Micras sur Amer, eut le temps de ravitailler Holstalrich et de couvrir Barcelonne. Il porta ensuite sa droite sur Mataro, et plaça sa gauche dans les défilés de San Celoni et Santa Passon, se jeta dans les montagnes, et gagna la Seu d'Urgel, d'où il pouvait menacer le flanc droit de l'armée française.

Si nous avions perdu l'avantage d'empêcher la retraite des constitutionnels, du moins avions-nous gagné celui d'occuper

en Catalogne une grande étendue de terrain et beaucoup de petites places. Romagosa, en éclairant la marche du général Donnadieu, avait chassé de Ripoll les miliciens constitutionnels; M. Peyre, colonel français, au service de l'armée de la Foi, surveillait la Seu d'Urgel; le nom du royaliste Mirallès avait suffi pour faire sortir les constitutionnels de la Cervera, et partie de leurs troupes qui s'était portée au delà de Llobrégat était inquiétée par les partisans royalistes; enfin, le général Donnadieu, bravant avec nos jeunes soldats l'intempérie de la saison, avait traversé des chemins difficiles, franchi des montagnes escarpées et couvertes de neige, s'était rendu à Campredon, et avait pressé sa marche sur Olot, où il espérait atteindre Mina.

Après s'être assuré par lui-même que cette ville était défendue par une troupe assez considérable de constitutionnels, le

général Donnadieu donna l'ordre au chef de bataillon d'état-major Tartarat, de débusquer l'ennemi avec deux compagnies de voltigeurs et de chasseurs du Cantal. Aussitôt que cet ordre commença à s'exécuter, l'ennemi abandonna la ville, et se retira sur une hauteur escarpée, à peu de distance de la Fluvia, sans songer à défendre le pont qui se trouve sur cette rivière. Malgré le petit nombre de sa troupe, M. Tartarat traverse la ville au galop avec ses chasseurs, attaque l'ennemi qui, de ses hauteurs, croit intimider nos soldats par deux décharges réitérées. Rien n'arrête leur ardeur : ils franchissent ces hauteurs, tombent, le sabre à la main, sur les constitutionnels, qui sont mis en peu d'instans dans une complète déroute.

La nuit empêcha les Français de poursuivre leur victoire : ils revinrent à Olot avec quelques prisonniers.

Mina abandonna toutes les positions de-

puis Olot jusqu'à Vich : il ne nous attendit même pas dans cette plaine ; il aima mieux éviter tout engagement, et se retira à San Juan de Abadassas. Le 6 mai, la division du général Donnadieu entra à Vich, et coupa, en prenant cette position, les communications de Mina avec la division de Milans. Le maréchal Moncey arriva bientôt à Vich, et envoya, pendant que la division Curial investissait Hostalrich, un détachement, sous les ordres du général Rastignac, pour attaquer la ville et la citadelle de Palamos ; mais ces places furent occupées sans combat, ainsi que le pont de San Félice de Guixols; leurs garnisons s'étant refugiées dans les îles de las Medas, à l'embouchure du Ter.

Le 18 mai, la division Curial commença le blocus d'Hostalrich, et un de ses détachemens s'empara de la petite ville de Tordera, située sur une rivière de ce nom, qui communique avec la mer, tan-

dis que le baron d'Eroles continuait son mouvement vers Manreza.

Le général Donnadieu s'était porté de Vich sur Moya, et avait dirigé une reconnaissance sur Casteltersol, lorsqu'on vint lui annoncer, le 16 mai, que Mina, avec trois mille hommes de troupes de ligne, occupait cette position. Le lendemain, à quatre heures du matin, le général marchait à l'ennemi. Il forma de ses troupes trois colonnes : la première, sous les ordres de M. de la Nougarède ; la seconde, sous ceux du colonel Lapoterie ; la troisième, sous ceux de Romagosa.

La position qu'occupaient les constitutionnels était très avantageuse : ils s'étaient placés sur un amphithéâtre de mamelons boisés, avec des bataillons savamment disposés, dont les feux se croisaient sur le terrain que gravissaient nos troupes. Les trois colonnes d'attaque gravirent avec un courage et un sang-froid

remarquables un terrain escarpé, que l'ennemi leur disputa vigoureusement pendant plus de quatre heures. Enfin, elles commencèrent à débusquer les constitutionnels, qui se hâtèrent d'opérer leur retraite sur San Félice de Godina. Le général Romagosa poursuivit les fuyards sur la route de San Félice, les chassa de cette ville et y passa la nuit.

Le même jour, le baron d'Eroles lui fit donner avis que Mina, suivi de quatre mille hommes, venait de faire un mouvement sur Cellent et menaçait Olot, Vich et Manreza. Aussitôt il se porta sur Caldès, dans le but de s'emparer de Manreza, que défendait une forte garnison constitutionnelle, avant que Mina entrât dans cette ville. Mais Mina, ayant été averti de nos mouvemens, feignit de se porter sur Manreza, qu'il ne fit que traverser, et dont il ferma les portes sur lui: ensuite il alla se placer sur les hauteurs qui dominent la rive droite de la Cardouer.

Notre avant-garde, que suivait M. *le* général La Roche-Aymon, arrivée devant Manreza, enfonce les portes de cette ville et la traverse rapidement, tandis que le colonel Revel, avec sept compagnies d'infanterie, tourne la ville pour couper à l'ennemi la route de Barcelonne. Les constitutionnels avaient accueilli notre avant-garde par une vive fusillade, mais aussitôt qu'ils s'aperçurent des manœuvres de nos troupes pour leur couper la retraite, ils se replièrent sur les bords de la Cardouer, nous laissant maîtres de Manreza, place garnie de murailles crénelées, facile à défendre, et fort propre à mettre des troupes à l'abri d'un coup de main.

Ce fut le 21 que nous entrâmes dans cette ville. Le même jour, le général La Tour du Pin, averti que Mina se portait sur Moya, se mit à sa poursuite. Mais lorsqu'il arriva près de cette ville l'ennemi n'y était plus; il venait de quitter cette place,

après s'être partagé en deux colonnes, dont l'une marchait sur Castel-Tersol et l'autre sur Barcelonne. Le général La Tour du Pin, précipitant sa marche sur Castel-Tersol, atteignit enfin l'ennemi à neuf heures du soir, le culbuta des hauteurs sur lesquelles il avait pris position, le dispersa et le força à chercher un asile dans les montagnes. Nos soldats passèrent la nuit sur ces hauteurs, occupèrent les bivouacs des soldats constitutionnels, et profitèrent de leur feu et de leur souper, qu'ils trouvèrent préparés.

Mina cherchait à se rapprocher de Barcelonne, et avait pris une position forte à Soria. Le général Donnadieu et le baron d'Éroles ne cessaient de l'observer, et dirigeaient tous deux leurs manœuvres vers un même but, celui d'obliger Mina à combattre.

Tandis que Mina gardait cette position avantageuse, Milans et Llobéra, à la tête

de quatre mille hommes, avaient quitté Barcelonne, et longeaient le rivage de la mer pour surprendre la ville de Mataro, que nous avions récemment occupée, mais où nous n'avions qu'une garnison peu nombreuse.

Milans et Llobéra, après avoir passé leurs troupes en revue à Saint-Ander, sous les glacis de Barcelonne, se séparèrent, et partirent le 23 mai à cinq heures du soir: Llobéra par la route de Barcelonne, et Milans par la route de Granolles, afin d'attaquer en même temps Mataro dans deux directions opposées.

Leur but était de tenter une attaque nocturne, et ils se croyaient sûrs du succès en songeant que notre garnison s'élevait au plus à mille huit cents hommes, car nous n'avions dans cette ville que deux bataillons du 6e de ligne, un du 7e, quatre compagnies du 26e et le régiment des chasseurs de la Sarthe. Ces troupes étaient

restées pour défendre Mataro, sous les ordres du marquis de Vence.

La colonne de Llobéra, qui avait suivi la route de Barcelonne, arriva la première en face de Mataro à deux heures du matin. Nos gardes avancés, pris à l'improviste, reculèrent d'abord jusqu'aux premières maisons du faubourg, où l'ennemi trouva les voltigeurs du 6e léger, qui avaient pris les armes aux premiers coups de fusil, rangés en bataille et l'accueillant par une vive fusillade. La résistance opiniâtre de cette poignée de soldats donna au marquis de Vence le temps d'arriver à la tête du 18e de chasseurs. Aussitôt nos troupes prirent le rôle d'agresseurs, regagnèrent le peu de terrain qu'elles venaient de perdre, chargèrent les constitutionnels à la baïonnette, et leur firent prendre la fuite sur Premia.

Nos soldats avaient à peine triomphé de Llobéra, que Milans commença son attaque de l'autre côté de la ville. Elle ne

fut pas plus heureuse que celle de Llobéra : Milans fut reçu par le 7e et une partie du 26e de ligne comme Llobéra l'avait été par nos chasseurs. Le général de Vence fit le tour de la ville, prit cette seconde colonne en flanc et la mit en un instant dans une complète déroute.

Cette attaque, mal combinée par les généraux constitutionnels, qui ne s'entendirent pas pour la faire simultanément, et repoussée par les Français avec tant de courage et de bonheur, coûta aux constitutionnels plus de cinq cents hommes tués sur les deux routes ; nous leur prîmes un drapeau et fîmes cinq cents prisonniers, dont quatre officiers, un aide-de-camp de Milans et deux transfuges français.

Le capitaine Fauchier avait montré, pour repousser les constitutionnels, une audace qu'il sut inspirer au 6e léger ; avec sa seule compagnie il avait arrêté un quart d'heure les efforts des constitutionnels.

Le 26 mai, le maréchal duc de Conégliano transporta son quartier-général de Gironne à Torders, et alla reconnaître le fort d'Hostalrich, que bloquaient un bataillon français et un bataillon espagnol. La ville, qui avoisine le fort, avait été prise la veille par nos troupes, qui en avaient chassé la garnison : celle-ci se joignit aux soldats du fort. Le maréchal, après avoir visité le fort, ordonna au commandant du génie de détourner les eaux d'une fontaine qui portait à la garnison la seule eau salubre qu'il lui fût possible de se procurer. Il visita ensuite les positions de Santa-Cellony et de Grunollers, et apprit que la division Donnadieu s'était mise en communication avec le général Pamphile-Lacroix, qui opérait dans la Navarre et l'Aragon, et cherchait à pénétrer dans le royaume de Valence.

Le comte Molitor, qui commandait le deuxième corps, s'était emparé de Sara-

gosse, et après avoir poussé Ballesteros jusque dans le royaume de Valence, il avait ordonné aux divisions Loverdo et Dumont d'appuyer les mouvemens du général Pamphile-Lacroix sur la Catalogne.

Tandis que M. le maréchal duc de Conégliano visitait les positions, le général Donnadieu observait les mouvemens de Mina, alors séparé de ses généraux Milans et Llobéra par la disposition de nos troupes, qui l'empêchait de regagner Barcelonne. Une partie de la division Donnadieu était à sa poursuite, et menaçait d'entamer son arrière-garde. Mina, en marchant jour et nuit, parvint à l'éviter, et se porta sur Vich, petite ville défendue par un simple mur, placée sur la rive droite du Ter, qui n'avait alors qu'une garnison de huit cents hommes, moitié Français et moitié Espagnols.

Il arriva près de cette ville le 25 mai, à cinq heures du matin, divisa aussitôt son

infanterie en plusieurs colonnes, qui devaient attaquer Vich de divers côtés à la fois. Ses miquelets, s'étant emparés de quelques maisons du faubourg, commencèrent un feu vif contre la garnison, qui avait pris les armes dès les premiers coups de fusil, et avait été répartie avec une rare prudence et une grande activité sur les points les plus faibles. L'ennemi, muni d'échelles, chercha, mais inutilement, à escalader les murs; il fut partout repoussé par nos soldats et les habitans de la ville, qui se joignirent à eux contre les constitutionnels.

Il était midi, et l'on combattait depuis cinq heures du matin. Mina, étonné de cette résistance inattendue, et ayant vu tomber à ses côtés son chef d'état-major, le général Zorraquin, dont la mort avait jeté le trouble parmi ses soldats, renonça à cette entreprise, qu'il avait cru devoir lui réussir presque sans coup férir, rentra dans les montagnes en emportant avec lui

ses blessés, et se dirigea sur Puebla de l'Illet, d'où il gagna Baja.

On assure que le colonel Salperwich, qui dirigea cette belle défense avec huit cents hommes contre des forces quadruples, avait reçu l'ordre d'évacuer Vich si des forces supérieures se présentaient pour l'attaquer. S'il eût strictement suivi les instructions qu'il avait reçues, nous perdions un des plus beaux exemples de courage et de résolution que nos soldats aient fait paraître dans le cours de cette campagne.

Mina, en quittant Vich, avait l'intention de se porter sur le fort de Cardonna, où une partie de ses équipages était enfermée; mais le voisinage du baron d'Éroles, qui s'avançait sur Baja avec sept mille hommes, et celui du général Donnadieu, lui firent changer de résolution. Il conduisit ses troupes à Urgel pour les y faire reposer; elles étaient harassées de fatigue, et man-

quaient de vivres depuis plusieurs jours. Il arriva à Urgel le 30, après avoir traversé des montagnes escarpées et des chemins impraticables sur le sommet des rochers, sa division était réduite à deux mille cinq cents hommes, ayant perdu plus de douze cents des siens dans l'attaque de Vich et dans sa fuite à travers les montagnes.

Nous avons laissé le comte Molitor maître de Saragosse, faisant appuyer la division Pamphile-Lacroix sur la Catalogne. Les deux premières brigades de cette division devaient se porter à Fraga, tandis que la brigade d'Arbaud-Jouques marchait sur Montzou, fort situé sur la rive gauche de la Cinca, que gardaient cent trente hommes de ligne et quelques centaines d'employés des douanes, gens très exaltés.

Le 5, la brigade Arbaud-Jouques était sur la rive droite de cette rivière, mais la

crue des eaux ne permettant pas de la passer à gué, il fallait faire rétablir le bac de Poucar, et le passage ne put avoir lieu que le 8. Une partie du 4e de ligne se porta aussitôt sur la ville de Mouzon, d'où on chassa l'ennemi qui se rejeta sur le fort, que nos troupes commencèrent aussitôt à cerner. Dans la nuit du 10 au 11, le général Arbaud-Jouques fit enlever au pas de charge, par une compagnie de grenadiers et une de voltigeurs, la redoute avancée, dite le Vieux-Château, d'où les constitutionnels incommodaient la ville par un feu continuel. La prise de ce poste avancé resserra les constitutionnels dans le fort, contre lequel fut faite, dans la nuit du 12 au 13, une tentative d'escalade qui ne réussit pas comme celle du Vieux-Château.

Le général Pamphile-Lacroix étant arrivé à Fraga avec le reste de sa division, envoya le 6 une reconnaissance sur la route

de Lérida. L'escadron du 4e chasseur, qui fut chargé de l'opérer, rencontra l'ennemi à Sozes, le chargea, lui tua plusieurs soldats et le poursuivit jusqu'à Alcaras, qui était occupé par deux cents hommes d'infanterie et cent trente dragons détachés de la garnison de Lérida. Le 9 mai, le colonel Levasseur, du 8e léger, se porta sur Alcaras avec un bataillon de son régiment et un détachement du 4e de chasseurs. Les dragons de Lérida, qui s'étaient joints à la garnison d'Alcaras, s'étant imprudemment avancés sur la route, tombèrent dans une embuscade que leur avaient dressée nos chasseurs, qui les chargèrent vigoureusement et leur tuèrent des hommes et des chevaux.

Le comte Molitor ayant laissé assez de troupes pour observer Lérida et Mouzon, fit remonter la rivière de Sègre à la division Pamphile-Lacroix, lui ordonna de la passer à Balaguer et de se porter sur Cervera. La

division Loverdo passa l'Ebre à Mequinenza et à Caloé, et vint s'échelonner le long de la rivière où s'étaient portés la division Pamphile-Lacroix et le comte Molitor. Les autres divisions vinrent rejoindre leur général par Mequinenza et Fraga, où le général Loverdo était arrivé le 18. Dix jours après, les deuxième et quatrième corps étaient en pleine communication par les divisions Pamphile-Lacroix et Donnadieu; nous avions en conséquence une plus grande masse de forces à présenter à l'ennemi, et nous pouvions tenter en Catalogne des entreprises plus importantes que celles que nous avions faites jusqu'à ce jour.

La première brigade de la division Pamphile-Lacroix, qui devait se porter sur Cervera, avait poussé jusqu'à Agrammynt, où elle avait rencontré, le 25, les troupes du baron d'Éroles, et où elle apprit que Manreza était occupée par les troupes fran-

[illegible], et que Milans et Llobéra étaient acculés sur Barcelonne.

D'après ces avis, le comte Molitor se décida à marcher immédiatement sur Valence, avec la partie de ses troupes échelonnées de Carpi sur Fraga, après avoir ordonné au général Pamphile-Lacroix de suivre son mouvement. Le 29 mai, il s'était porté successivement sur Carpi et sur Alcaniz, à la rencontre d'un corps de constitutionnels qui poursuivait une troupe de quinze cents royalistes dans cette direction.

Quelques jours après, le comte Molitor prit la résolution de passer l'Ebre à Méquinenza et Carpi, de diriger ensuite une partie de ses soldats par les chemins qui conduisent d'Alcaniz à la route de Valence, le gros de son armée par Doroca, et de se porter lui-même à Valence avec la plus grande célérité. Il venait d'apprendre que Ballesteros cherchait à s'établir

solidement dans le royaume de Valence, et que l'importante place de Murviédro, défendue par une petite troupe de royalistes, courait les plus grands dangers. C'était autant de raisons de hâter la marche hardie qu'il projetait sur Valence, marche qui fut suivie d'un succès glorieux et complet, et dont nous rendrons compte quand nous aurons jeté un coup d'œil sur la suite des opérations de cette partie de notre armée, qui a ouvert la campagne, et que nous avons laissée à Madrid, où le prince généralissime l'a dirigée avec tant de bonheur et de célérité.

CHAPITRE III.

Organisation du Gouvernement provisoire de l'Espagne. — Poursuite de la garnison de Madrid. — Formation de notre armée d'Andalousie. — Le roi d'Espagne est conduit de Séville à Cadix par les Cortès. — Marche de l'armée d'Andalousie sur Séville et sur Cadix. — Défaite de la colonne constitutionnelle de Placencia.

Depuis son entrée à Madrid, le prince généralissime s'était particulièrement occupé du soin de garantir la sûreté des habitans de cette capitale. La police sévère qu'il y établit, et la bonne conduite de la garnison française parvinrent à empêcher les réactions des partis. Après avoir rétabli l'ordre dans la capitale, S. A. R. songea à donner aux Espagnols attachés à la cause royale, ou à ceux que nos armées avaient

forcés à abandonner le parti de la révolution, un gouvernement central qui pût s'assortir à leurs mœurs, à leurs opinions, et à leurs besoins actuels.

Après avoir consulté les Espagnols les plus recommandables par leurs lumières et leur expérience dans l'administration des affaires du pays, le prince crut ne pouvoir rien faire de plus agréable à cette nation, que de convoquer les anciens conseils de Castille et des Indes, pour lesquels les Espagnols avaient conservé une confiance sans borne. Cette résolution fut annoncée dans une proclamation portant en substance :

« Que si le roi d'Espagne était encore dans sa capitale, la noble mission que le roi de France avait confiée au prince généralissime serait terminée; et qu'il ne lui resterait plus, après avoir rendu le monarque à la liberté, qu'à appeler sa paternelle sollicitude sur les maux soufferts par ses peu-

ples, sur le besoin qu'ils avaient de repos pour le présent et de sécurité pour l'avenir.

« Mais l'absence de S. M. lui imposait d'autres devoirs. Le commandement de l'armée lui appartenait; mais quel que fût le lien qui l'attachait au roi des Espagnes, qui unissait la France à ce royaume, les provinces délivrées par les soldats alliés ne pouvaient et ne devaient pas être gouvernées par des étrangers.

« Depuis la frontière jusqu'aux portes de Madrid, leur administration avait été confiée à d'honorables Espagnols dont le roi connaissait le dévouement et la fidélité, et qui avaient acquis dans ces circonstances difficiles de nouveaux droits à sa reconnaissance et à l'estime de la nation.

« Le moment était venu d'établir d'une manière solennelle et stable la régence qui devait être chargée d'administrer le pays, d'organiser une armée régulière, et de con-

certer avec le prince généralissime le moyen de consommer le grand ouvrage entrepris, la délivrance du roi. Cet établissement offrait des difficultés que la franchise et la loyauté ne permettaient pas de dissimuler, mais que la nécessité devait vaincre.

« Le choix de S. M. ne pouvait être connu; il n'était pas possible, sans prolonger douloureusement les maux qui pesaient sur le roi et sur la nation, d'appeler les provinces à y concourir. Dans ces conjonctures difficiles et pour lesquelles la patrie n'offrait point d'exemples à suivre, le prince avait pensé que le moyen le plus convenable, le plus national et le plus agréable au roi, était de convoquer l'antique conseil suprême de Castille et le conseil suprême des Indes dont les hautes et diverses attributions embrassaient le royaume et ses possessions d'outre-mer, et de confier à ces grands corps indépendans par leur élévation et par la position politique

de ceux qui les composent, le soin de désigner eux-mêmes les membres de la régence. »

Le prince déclarait qu'il avait en conséquence convoqué ces conseils qui devaient faire connaître leur choix.

« Les hommes, disait-il en terminant cette proclamation, sur qui se seront réunis les suffrages, exerceront un pouvoir nécessaire jusqu'au jour désiré où votre roi, heureux et libre, pourra s'occuper du soin de consolider son trône en assurant à son tour le bonheur qu'il doit à ses sujets.

« Espagnols, croyez-en la parole d'un Bourbon : le monarque bienfaisant qui m'a appelé vers vous ne séparera pas dans ses vœux la liberté d'un roi de son sang et les justes espérances d'une nation grande et généreuse, alliée et amie de la France. »

Immédiatement après la promulgation de cette proclamation, les conseils de Castille et des Indes furent convoqués. Ne

se croyant pas autorisés par les lois du royaume à élire eux-mêmes la régence, ils se bornèrent à présenter à S. A. R. une liste des sujets qui leur parurent les plus capables de la composer. Ils s'accordèrent unanimement à désigner le duc de l'Infantado, président du conseil de Castille; le duc de Montemar, président du conseil des Indes, l'évêque d'Osma, le baron d'Eroles et don Antonio Gomez Calderon, qui étaient membres de la junte provisoire. Le 25, le prince confirma le choix des conseils. Le duc de l'Infantado fut nommé président de la régence, et chargé spécialement des relations de la régence avec le prince généralissime. Cette nouvelle administration devait gouverner le royaume autant de temps que durerait la captivité de Ferdinand VII. Sa première opération fut de prêter serment d'obéissance au roi, quand il serait délivré, et de jurer fidélité aux lois et statuts du

royaume; elle prit le titre d'Altesse Royale, et commença l'exercice de ses importantes fonctions.

Son premier acte fut de réorganiser l'administration du royaume, en rétablissant les ministères sur le pied où ils étaient avant la révolution, et en en créant un nouveau qui, sous le titre de ministère de l'intérieur, fut chargé de la police générale du royaume, et dût remplacer le tribunal de l'inquisition.

La grandesse d'Espagne témoigna, à cette époque, sa reconnaissance pour le prince généralissime, dans une adresse que signèrent tous les Grands résidans à Madrid et dans les provinces occupées par les Français et par les troupes de la Foi.

La nouvelle de l'entrée des Français à Madrid s'était répandue dans toutes les provinces environnantes; les royalistes reprenaient courage et formaient de nouvelles guerillas. Toute la Manche s'était soulevée,

et le 23 mai, jour de l'entrée de notre armée dans la capitale, un détachement du corps de Bessières avait chassé la garnison constitutionnelle de Tolède, et en avait fermé l'accès à la garnison de Madrid, ce qui l'obligea de s'enfuir par l'Estramadure qui commençait aussi à se soulever.

Aux termes de la convention conclue pour l'évacuation de Madrid, la garnison constitutionnelle ne pouvait être attaquée que le 26. Le lieutenant-général Vallin avait été mis à sa poursuite quarante-huit heures après son départ de Madrid. Il fit tant de diligence qu'il rencontra, à une lieue de Talaveyra, les constitutionnels au nombre de trois mille. Ils occupaient cette ville, de nombreux tirailleurs étaient embusqués dans les bois voisins, ils avaient cinq cents chevaux et quatre pièces d'artillerie sur la route en face du pont de l'Alberche. Le général Vallin n'hésita pas à attaquer, malgré cette

position avantageuse. Deux escadrons du 9e régiment passèrent le pont au milieu du feu de l'infanterie et de l'artillerie, tandis que le 5e des hussards, passant l'Alberche à gué, tourna l'ennemi, qui, se voyant menacé sur son front et ses flancs, prit aussitôt la fuite dans un grand désordre. Le général Vallin s'empara de quinze voitures chargées d'approvisionnemens, et d'une caisse contenant quarante mille francs.

Le prince généralissime s'occupait à Madrid de perfectionner l'organisation de son armée, et de réprimer toute tentative de réaction de la part des royalistes irrités contre les constitutionnels.

Cependant nos succès continus, l'esprit de modération où le prince maintenait la régence, et la discipline sévère de notre armée, faisaient chaque jour de nouveaux partisans à la cause royale, à Madrid et dans les provinces. S. A. R. crut alors

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ TOULOUSE

pouvoir envahir l'Estramadure et l'Andalousie avec un juste espoir de succès. Il destina pour cette opération deux colonnes: l'une, forte de sept mille hommes, et commandée par M. le lieutenant-général comte de Bordesoulle, devait se diriger par Aranjuez, la Manche et Cordoue, sur Séville, afin d'empêcher la translation du roi à Cadix, s'il en était encore temps, ou pour marcher directement sur l'île de Léon, si le roi était déjà transféré à Cadix; l'autre colonne, sous les ordres du lieutenant-général comte de Bourmont, s'élevait à huit mille hommes, y compris l'avant-garde, dont le brigadier Mérino flanquait les mouvemens avec un corps de royalistes; elle devait se rendre en Estramadure, par Truxillo, et, suivant les circonstances, marcher sur Badajoz, ou rejoindre à Séville la première colonne. Une réserve, sous les ordres du maréchal duc de Reggio, devait rester campée aux environs

de Madrid, qui conservait une garnison de cinq mille hommes.

Bien que le nombre des royalistes s'accrût tous les jours, les Cortès, se fiant sur l'enthousiasme que le peuple avait témoigné pour la constitution de 1812, espéraient que les Français, après avoir pénétré dans le cœur de l'Espagne, y succomberaient, harassés par les habitans, comme les soldats conduits par Napoléon; ils affectaient, en républicains, de délibérer avec calme. En vain l'ambassadeur anglais, qui avait suivi le roi Ferdinand à Séville, leur faisait des propositions d'accommodement, et offrait la médiation de l'Angleterre. On rejetait ses offres avec dédain, comme s'il n'y eût eu aucun danger. Les Cortès essayaient de remplacer l'effet qu'eussent dû produire les victoires de leurs généraux, par des bulletins mensongers, où ils annonçaient des victoires de Mina et de ses généraux.

Mais ces artifices ne trompaient personne, et les Cortès apprirent bientôt la marche de la colonne Bordesoulle sur l'Andalousie, et celle du général de Bourmont sur l'Estramadure. Ils ne se crurent plus en sûreté à Séville, et résolurent d'aller chercher un dernier asile à Cadix. Le 11 juin, ils s'assemblèrent et se constituèrent en permanence jusqu'à ce que les mesures relatives à la translation du roi fussent adoptées.

Le roi Ferdinand refusa de quitter Séville comme il avait refusé de quitter Madrid. Il répondit, à la députation qui lui apportait la résolution des Cortès de le transférer à Cadix :

« Ma conscience et l'intérêt de mes sujets ne me permettent pas de sortir d'ici. « Comme individu, comme particulier, je « ne verrais aucun inconvénient à sortir « d'ici : comme roi, ma conscience ne me « le permet pas. »

Cette réponse du monarque irrita les Cortès. Ils furent forcés de recourir à un moyen extrême, et, sur la proposition de M. Galiano, ils décrétèrent que, vu le refus du roi de quitter Séville, il fallait le considérer comme étant *dans un empêchement moral de remplir ses fonctions*. En conséquence on confia le pouvoir exécutif à une régence, qui fut sur le champ composée de MM. Cayetano Valdès, Gabriel Ciscar et Gaspard Vigodet. Les Cortès sentirent qu'ils avaient été trop loin, lorsque l'ambassadeur anglais, sir William A'Court, déclara qu'étant accrédité près d'un roi, et non près d'une régence, il ne pouvait suivre le nouveau gouvernement à Cadix. En vain les Cortès modifièrent-ils leur première décision en y ajoutant que le roi serait déchu de la faculté de régner seulement pendant le voyage, l'ambassadeur n'en persista pas moins dans sa résolution.

Ferdinand entra à Cadix le 17 juin, suivi

seulement par trois membres de la grandesse d'Espagne ; les autres grands, trente députés des Cortès, les conseillers d'état, et plus de trois cents officiers, ayant regardé le voyage de Séville comme un acte de rebellion. A Cadix, le roi fut enfermé dans un bâtiment de la douane.

Pendant que les Cortès traînaient le roi d'Espagne à Cadix, les deux colonnes des généraux Bordesoulle et Bourmont, qui avaient pris le titre d'armée d'Andalousie, s'avançaient vers Séville. Le jeune prince de Savoie, Carignan, héritier présomptif de la couronne de Sardaigne et de Piémont, suivait, comme volontaire, la première colonne qui, comme on l'a vu, s'était mise en marche le 1er juin. Le 5, cette colonne était à Puerto-Lapiche, et son avant-garde bivouaquait à Manzanarès.

La deuxième colonne, commandée par le comte Bourmont, était partie de Talaveyra de la Reina, pour se porter sur la

rive gauche du Tage, tandis que le chef royaliste Mérino allait flanquer son mouvement en se portant sur Caorès.

Le 7, le général Bordesoulle apprit que le général constitutionnel Placentia s'était mis en mesure de défendre les deux routes qui de Santa-Crux se dirigent vers Cordoue. Ce général avait posté une colonne de deux mille hommes sur la route qui passe par Visillo, et devait couvrir lui-même avec le reste de ses troupes la route de Elviso, qui est la plus difficile.

Prévenu des dispositions de l'ennemi, le général Bordesoulle donna sur-le-champ, au duc de Dino, commandant de son avant-garde, l'ordre de poursuivre la colonne qui occupait la route de Cordoue, tandis que le maréchal de camp, prince de Carignan, suivrait le mouvement du général Placentia.

La route que devait suivre le duc de Dino était interrompue par des rochers

inaccessibles à la cavalerie, occupés par des tirailleurs ennemis, et il était alors minuit. Cependant le duc de Dino ordonna au colonel d'Argoult de tourner l'ennemi, et de tomber sur son flanc en même temps que la cavalerie le chargerait de front. Cette manœuvre fut exécutée avec tant de promptitude, que l'ennemi n'eut pas le temps de mettre son artillerie en batterie ni de se former en carré. Notre avant-garde prit, dans cette expédition nocturne, un drapeau, deux pièces de canon, trois caissons, un grand nombre de bagages, et la caisse contenant dix-sept mille francs; elle fit prisonniers six cents hommes d'infanterie, cinquante de cavalerie, et dix-huit officiers.

Le maréchal-de-camp, prince de Carignan, qui avait à poursuivre l'autre division de Placentia, du côté d'Elviso, exécuta l'ordre qu'il avait reçu avec un zèle égal à celui du duc de Dino; mais sa bri-

gade ne put atteindre l'ennemi qui se portait dans les gorges de la Sierra-Morena. On ne put attaquer que son arrière-garde, que les dragons chargèrent avec tant d'impétuosité, qu'elle n'eut que le temps de se mettre en défense, et laissa plus de soixante prisonniers dans les mains des Français. La colonne presque entière se vit ainsi coupée de la route d'Andalousie, et réduite à ne pouvoir gagner l'Estramadure qu'à travers les défilés et les précipices de la Sierra-Moréna.

Le général Bordesoulle, soupçonnant que Placentia se déciderait à traverser la route que la colonne française venait de parcourir, et à se diriger par Vilches sur les montagnes de Jaen, pour se réunir à Ballesteros, laissa à la Carolina le duc de Dino, muni d'instructions pour le cas où cette prévision viendrait à se justifier.

Le 9, le duc de Dino eut avis que la petite colonne de Placentia traversait la

grande route pour se porter dans les montagnes de Vilches. Le maréchal-des-logis Ogès, qui avait été laissé à Santa-Cruz, avec la commission apparente de garder deux caissons, traversa la colonne ennemie pour venir donner cet avis à son général.

Le duc de Dino, certain du mouvement de Placentia, se dirigea aussitôt sur Vilches, où il rencontra les constitutionnels formés sur un plateau, et séparés de lui par un ravin. Le 20e léger franchit impétueusement le fossé, attaqua l'ennemi et mit en fuite son infanterie. Les escadrons de Placentia opposent en vain plus de résistance; nos chasseurs traversent aussi le ravin, vont se former sur la gauche de l'ennemi, portent le désordre dans l'infanterie, qui essaie en vain de faire une retraite honorable; la colonne de Placentia est en fuite; on n'en aperçoit plus que des débris épars çà et là dans les montagnes, où nos troupes

lassées de les poursuivre, les abandonnent pour se rallier autour du duc de Dino. Les constitutionnels avaient perdu dans cette affaire deux cent soixante-six sous-officiers et soldats, et leur fuite les désorganisa tellement, que leur colonne ne put se rallier.

Après ces succès, le corps du général Bordesoulle franchit la Siera-Morena et hâta sa marche. Le 15, il arriva à Cordoue, dont les habitans s'étaient déclarés pour la cause royale et avaient chassé la garnison constitutionnelle. De cette ville, où l'on apprit ce qui se passait à Séville, le général s'avança directement par Ecija, Marchena et Utrera sur Cadix.

Le général Bourmont arrivait à Séville avec sa colonne, après avoir enlevé sur le Tage un pont, défendu par cinq cents hommes. Déjà sa division était réunie à Truxillo le 11 juin. Elle avait devant elle les troupes de Lopez-Banos et les débris

de la garnison de Madrid, sauf quelques régimens qui, avec le général Zayas, étaient parvenus à gagner Séville. Les habitans, qui se réjouissaient de la prochaine arrivée des Français, ne purent résister aux troupes que Zayas conduisait avec lui; mais ces troupes sortirent deux heures avant que notre avant-garde entrât à Séville, où le général Bourmont eut bientôt rétabli la tranquillité.

Le général Lopez-Banos avait passé à Séville quelques jours avant que nos troupes n'y arrivassent. Il était à la tête de plus de quatre mille hommes, et comptait se réunir au général Villa-Campa, dont l'avant-garde l'attendait à Utrera pour se retirer dans l'île de Léon. Mais le général Bordesoulle l'ayant précédé à Utrera, le général Villa-Campa se vit abandonné d'une grande partie de ses soldats. Alors Lopès-Banos repassa le Guadalquivir et se dirigea sur Huebla, d'où il espérait

pouvoir s'embarquer pour Cadix. Le comte de Bourmont ayant eu connaissance de son mouvement, le fit poursuivre par son avant-garde jusqu'à San-Lucar de Los-Magos. Le général Lauriston, qui commandait l'avant-garde, atteignit le 19 son arrière-garde, la culbuta, lui prit deux étendards et lui fit trois cent cinquante prisonniers, parmi lesquels se trouvaient un brigadier-général et vingt-deux officiers.

Le général Vallin, ayant rejoint le comte de Lauriston à San-Lucar, continua à poursuivre l'ennemi; une partie de ses troupes s'embarqua à Huebla, en laissant après elle l'artillerie qui devait être dirigée sur San-Juan-del-Puerto.

Le colonel des dragons de la Manche, averti de cette circonstance, partit à la tête de deux cents hommes des 7^{e} et 9^{e} dragons, et arriva à Aranjuez au moment où l'artillerie allait être embarquée. Les trou-

pes chargées de la défendre s'enfuirent aussitôt dans des barques, laissant sur le rivage onze pièces de divers calibres. Les officiers des dragons, s'emparant aussitôt d'un canon et d'un obusier abandonnés, les mirent en batterie, et dirigèrent sur les fuyards un feu si bien nourri, qu'ils amenèrent leurs embarcations et nous livrèrent neuf pièces.

La division du général Bourmont, après que l'ordre fut rétabli à Séville, prit la route de Xérès pour se réunir au général Bordesoulle qui s'approchait de Cadix.

CHAPITRE IV.

Opérations de l'armée française dans la province de Saint-Ander et dans la Galice. — Révolution de Portugal; son effet sur la situation de l'Espagne. — Marche du deuxième corps, sous les ordres du comte Molitor, dans le royaume de Valence. — Levée du siége de Murviedro. — Déroute de Ballesteros à Alcira. — Occupation de Tortose. — Marche du deuxième corps sur le royaume de Murcie. — Retraite de Ballesteros sur Grenade. — Bataille de Campillo-de-Arena. — Capitulation de Ballesteros.

Tandis qu'une partie de nos troupes arrivait devant Cadix, que le deuxième corps occupait le royaume de Valence, et que le quatrième opérait en Catalogne, le prince de Hohenlohe s'établissait avec le troisième corps dans la Biscaye, le royaume

de Léon et la Galice. D'après les ordres de Son Altesse Royale, il avait porté son quartier-général à Vittoria, devant faire suivre par des détachemens de son corps d'armée, les blocus de Saint-Sébastien et de Pampelune, en même temps qu'il assurerait avec le reste de ses forces les communications de l'armée depuis Irun jusqu'à Burgos.

La première brigade de la deuxième division du premier corps, sous les ordres du comte de La Rochejacquelin, dans le royaume de Léon, avait mis en déroute une troupe ennemie de mille hommes au lieu appelé *Puerto-Mirabete*.

La division Bourck, du premier corps, employait quatre de ses bataillons à couvrir les blocus de Saint-Ander et de Santona, entrepris par des royalistes. Le reste de la division devait se porter sur Carrion pour être prête à opérer dans les royaumes de Léon et des Asturies; le 30 mai, elle

était à Sahagun, et menaçait Léon et Oviédo.

Enfin le général Hubert, du troisième corps, concourait, avec le général royaliste Longa, au succès de nos opérations dans ces provinces; il s'avançait sur la frontière de Saint-Ander avec quatre bataillons et quatre cents chevaux pour réprimer une tentative des constitutionnels, qui avaient le projet de faire lever le blocus de Santona. Le général Hubert les força de sortir de la province sans avoir pu empêcher le blocus de cette place, et poursuivit Campillo, leur chef, jusque dans les Asturies.

Le Portugal avait éprouvé une révolution semblable à celle d'Espagne; on craignait que l'opinion constitutionnelle n'eût acquis de grandes forces depuis deux ans que les Portugais se gouvernaient par la constitution des Cortès d'Espagne, et il n'était pas possible de prévoir quel parti

prendrait dans la guerre actuelle le roi de cet État, qui, soit par persuasion, soit par crainte, semblait adopter avec empressement les institutions démocratiques qu'on exigeait de lui comme découlant de la constitution qu'une révolte militaire, semblable en tout à celle de l'île de Léon, lui avait imposée. Il avait exilé la reine et traité rigoureusement les membres de sa famille qui avaient refusé de prêter serment à la constitution.

Les rigueurs exercées par le roi contre sa famille excitèrent le mécontentement de personnages influens, et bientôt l'infant don Miguel appela l'armée portugaise à venger sa mère et à arracher son père à la tutelle des Cortès.

Poursuivant ses projets contre-révolutionnaires, il s'échappa le 27 mai du palais de son père, se rendit sur la place de Villa-Franca à la tête de trois régimens; proclama l'abolition des Cortès, et se re-

tira à quatre lieues de Lisbonne, sur la route de Santarem. Toutes les troupes du royaume vinrent spontanément se ranger sous ses ordres. Alors il rentra à Lisbonne, et abolit solennellement la constitution aux acclamations de la populace. Ainsi la contre-révolution de Portugal se trouva opérée dans l'espace de quelques jours, sans qu'il y eût eu une goutte de sang répandu; et ce qu'il y a de plus remarquable, elle fut opérée par ceux-là même qui avaient été les plus ardens partisans de la révolution.

Cette contre-révolution était aussi heureuse qu'inespérée pour les Français et les royalistes espagnols. Les Français n'eurent plus à redouter que les Portugais vinssent aider les constitutionnels de la Galice et de l'Estramadure; les royalistes redoublèrent de confiance et d'ardeur, et détachèrent du parti constitutionnel une foule de ces gens qui sont toujours disposés à se ranger du côté du plus heureux.

Un mois après cet événement, les Cortès espagnoles perdirent encore un grand nombre de partisans, lorsqu'ils eurent prononcé la suspension de l'autorité royale.

Les circonstances étaient favorables pour achever de vaincre les constitutionnels. L'armée française n'avait plus à surveiller le Portugal ; le général Molitor, dont nous allons dire la marche hardie, occupait la province de Valence, et poursuivait le général Ballesteros dans le royaume de Murcie.

Nous avons laissé ce général au moment où il allait au secours des royalistes bloqués dans Murviédro par les troupes de Ballesteros. Cette ville était prête à succomber sous les efforts des constitutionnels, malgré le courage héroïque que déployaient ses habitans réunis à la garnison royaliste. Depuis plusieurs jours toutes leurs munitions étaient épuisées, la plupart des habitans n'étaient armés que de piques, et

n'avaient que des pierres à lancer pour répondre à l'artillerie ennemie. Tous les jours on voyait se renouveler, sur les murs de cette ville, les prodiges de valeur qui illustrèrent l'ancienne Sagonte, dont le fort de Murviédro porte encore aujourd'hui le nom. Les soldats du deuxième corps s'enthousiasmaient en entendant célébrer tant de valeur et de persévérance; ils se réjouissaient d'aller au secours de ces braves.

Le général Molitor arriva le 30 mai à Alcaniz; mais il ne suivit pas, pour arriver à Valence, la route ordinaire, qui est celle de Daroca. Animé du désir de procurer aux habitans de Murviédro un secours efficace, il imagina un moyen d'abréger sa route de trois jours en se dirigeant par Ixar et Terruel, pour suivre ensuite les montagnes par Lucera, Segura, Panerudo et Alfumbra. Ni la difficulté des chemins, qui sont presque impraticables pour l'artillerie, ni l'extrême chaleur de la saison

n'arrêtèrent nos soldats. Le général avait appris à Terruel que les habitans de Murviédro manquaient de vivres et allaient être obligés de se rendre; il avait engagé le commandant de Murviédro à tenir encore quarante-huit heures, en lui promettant d'arriver à temps pour le secourir.

Le général Ballesteros, ne soupçonnant pas ce mouvement du deuxième corps, pressait le siége de Murviédro, dont il espérait s'emparer avant l'arrivée d'aucun secours. Quelle fut sa surprise lorsqu'il vit descendre des montagnes l'avant-garde commandée par le général Bonnemain, et qu'il apprit qu'elle était suivie par le deuxième corps tout entier! Abandonnant alors brusquement le siége de Murviédro, il se dirigea sur Valence, qu'il ne fit que traverser pour aller se réfugier derrière le Incar, entre Alcira et Carcagente. Une partie de son artillerie et toutes ses munitions tombèrent au pouvoir des Français.

La deuxième division fut rejointe à Murviédro par des royalistes espagnols, qui entrèrent avec elle à Valence, le 13 juin. Les habitans de cette ville importante étaient venus en foule sur la route au devant de ceux qu'ils regardaient comme leurs libérateurs.

Le général Bonnemain, à la tête de sa brigade, que renforçaient deux bataillons et deux pièces d'artillerie, traversa Valence avec rapidité, pour poursuivre l'ennemi, dont il atteignit l'arrière-garde le 14. Il ne put cependant empêcher les constitutionnels de prendre un excellente position autour d'Alcira, ville située dans une île sur le Xucar, à l'endroit de l'embranchement de cette rivière avec la Requena. Le pont qui s'y trouve est d'un accès difficile, à cause des ouvrages fortifiés qui le défendent. Au delà de ce pont se trouve le faubourg d'Alcira.

En se retirant dans cette forte position,

Ballesteros avait eu soin de détruire les écluses, de sorte que la rivière n'était plus guéable. De plus, dix-huit cents fantassins d'élite et cent cinquante dragons défendaient le pont, et deux pièces d'artillerie étaient placées sur la route qui y conduit. Le reste du corps espagnol, qui s'élevait à plus de huit mille hommes, devait se tenir échelonné à Carcagente, et sur la route de San-Felipe.

Tous ces préparatifs de défense et l'heureuse position qu'occupait l'ennemi, retardèrent à peine sa défaite : il céda aux premiers efforts de nos soldats, qui escaladèrent la tête du pont, et s'emparèrent de quelques maisons du faubourg. Etonnés de notre audace, les constitutionnels se retirèrent, par un faubourg, à l'autre extrémité de la ville, d'où nos troupes les eurent bientôt chassés. Ils furent poursuivis successivement à Carcagente et à San-Felipe, et jusqu'à l'entrée du royaume.

de Murcie. Le général Bonnemain, arrivé à San-Félipe, détacha une petite troupe de sa brigade pour s'emparer de la citadelle de Dénia, que les constitutionnels venaient d'abandonner. On y trouva dix-huit pièces de grosse artillerie.

Peu de jours après la retraite de Ballesteros, la place de Tortose ouvrit ses portes au chef royaliste don Ramonchambo.

Après avoir, dans l'espace de huit jours, fait lever le siége de Murviédro, occupé le royaume de Valence, mis Ballesteros en déroute à Alcira, assuré des communications faciles entre le corps qu'il dirigeait et celui qui opérait en Catalogne, le général Molitor chargea quelques chefs royalistes de parcourir la province de Cuença, et d'en chasser les bandes constitutionnelles qui s'y montraient encore de temps en temps, afin que ses communications directes avec Madrid pussent s'établir d'une manière sûre, tandis qu'il se porterait sur

le royaume de Murcie, à la poursuite de Ballesteros.

La marche rapide qu'avait faite le deuxième corps était cause que les convois d'argent, destinés à la solde des troupes, n'arrivaient plus directement au général Molitor. Le manque de solde allait empêcher de continuer la poursuite de Ballesteros, lorsque les corps d'officiers, sans être arrêtés par la crainte des privations et des besoins auxquels ils allaient s'exposer, vinrent verser spontanément à la caisse tout l'argent qu'ils possédaient pour assurer la paie du soldat.

Cependant Ballesteros avait pris une position où il essayait de se fortifier près de Segura. Son corps d'armée s'appuyait sur Murcie; sa gauche, au fort de Chinchilla, et sa droite s'étendait vers Carthagène et Alicante, où les constitutionnels avaient de fortes garnisons. Il avait augmenté les forces de son armée des dépôts espagnols qu'il avait trouvés en can-

tonnement dans les royaumes de Murcie et de Grenade, et il trouvait une réserve dans la division du général Zayas, arrivée depuis peu dans le royaume de Grenade.

Ballesteros était encore à Murcie lorsqu'il reçut des Cortès l'ordre de se porter en toute hâte, avec un détachement de son armée, sur l'Andalousie, pour inquiéter le général Bordesoulle. Déjà il commençait ce mouvement à la tête d'une colonne de quinze cents hommes; mais à l'approche de la division Loverdo, il retrograda vers Murcie, concentra ses troupes entre cette ville et Lebrilla, et rappela celles qui occupaient Albatierra et Orihuela. Deux régimens de ligne refusèrent d'obéir, et passèrent du côté des Français. Alors Ballesteros, cessant de défendre le passage de la Ségura, se retira vers la Sierra de Huescar, sur la frontière du royaume de Grenade.

Le 7 juillet, le général Molitor entra

dans Murcie, où il ne resta que quelques jours, pendant lesquels il détacha des troupes devant les villes de Carthagène et d'Alicante, pour garantir des excursions de leurs garnisons les environs de Murcie et la route de Valence. Il marcha ensuite sur Grenade.

D'après les ordres positifs du prince généralissime, le deuxième corps devait être à Grenade à la fin du mois; mais il fallait, pour arriver dans cette ville, s'emparer du fort de Lorca, qui commande la route que les troupes devaient suivre. Cette citadelle est située sur un rocher escarpé, et du plus difficile accès. Elle renfermait six cents hommes d'élite pourvus d'abondantes munitions.

Le général Bonnemain parut devant Lorca le 12 juillet au matin; et la garnison ayant rejeté la proposition qui lui fut faite de capituler, les troupes de l'avant-garde occupèrent la ville que l'ennemi

avait évacuée pour se renfermer dans la citadelle.

Ls général s'étant assuré que la citadelle n'avait qu'une seule entrée, et qu'on ne pouvait l'attaquer que par la route qui y conduit, fit aussitôt ses dispositions en conséquence. Pendant la nuit, des tirailleurs furent placés dans les clochers les plus élevés de la ville, et les habitans royalistes, qui avaient pris les armes, furent disposés sur les collines des environs.

Le lendemain, les tirailleurs, placés dans les clochers, engagèrent une vive fusillade et tuèrent un grand nombre d'artilleurs. Le général Bonnemain acheva pendant ce temps ses autres dispositions : on apporta un grand nombre d'échelles sur les endroits les plus faibles. Le général Loverdo appuyant cette attaque avec la brigade Corsin, les royalistes se réunissent à nos soldats, la garnison semble faiblir à la vue de tant d'efforts, son feu se

ralentit. C'est alors que des compagnies de carabiniers, postées derrière un couvent, s'élancent sur la route escarpée qui conduit à l'unique entrée du fort. Le feu des ennemis reprend sa première vivacité. Nos soldats ont franchi la route, et enfoncent la première barrière : en vain l'ennemi s'est placé derrière le pont-levis. Trois soldats intrépides passent sur les traverses et les garde-fous du pont-levis. D'autres suivent ce mouvement, entrent dans la première enceinte, et baissent le pont sur lequel arrive le reste des assaillans. L'ennemi se défend bravement; mais il est forcé de reculer successivement dans la seconde et la troisième enceinte, où il demande à capituler.

Le combat cessa aussitôt : la garnison se retira, à la seule condition d'avoir la vie sauve.

Ballesteros, effrayé de la rapidité de notre marche et de ce dernier succès, as-

sembla à Grenade un conseil de guerre où se trouvèrent le général Balanzat, le général Zayas et le général Villa-Campa. Ils y résolurent que Zayas et Villa-Campa resteraient à Grenade, tandis que Ballesteros se jeterait sur la droite avec le gros de l'armée, et que le partisan Chapalanguera opérerait sur les derrières de l'armée française. Le général en chef espagnol alla prendre position à Guadalhuertuna, le plus secrètement qu'il *lui* fut possible, espérant que le comte Molitor marcherait sur Grenade sans se douter du mouvement qu'il venait de faire. Le général Zayas, pour aider à cette ruse, fit annoncer au général Molitor qu'il abandonnerait Grenade, et lui demanda de pouvoir y laisser un bataillon destiné à maintenir la tranquillité, en attendant l'entrée des troupes françaises.

Le général Molitor, se servant de la propre ruse de l'ennemi, pour le tromper,

accepta la proposition, et fit ses dispositions pour attaquer le lendemain.

De Guadix, où il était arrivé le 24, il se porta sur Moréda avec toute la division Loverdo. Le général Pelleport eut ordre de s'avancer sur Guelajo, et le général Domon sur Almiar.

L'ennemi se présenta en avant de Guadalhuertuna avec douze cents chevaux que le général Bonnemain ne craignit pas d'attaquer, quoiqu'il n'eût avec lui que quatre cents chevaux qui avaient marché pendant douze heures. Les escadrons ennemis, placés en avant de la ville, furent cependant culbutés au premier choc; les autres escadrons firent plus de résistance, mais les chasseurs français les mirent en déroute.

Deux jours après ce combat, le général Molitor ayant appris que Ballesteros avait pris position à Campillo-de-Arenas, traça son plan d'attaque dans l'ordre du mouvement qui suit :

« A Monteijar, le 27 juillet 1823.

« Demain 28, le deuxième corps d'armée attaquera l'ennemi sur Campillo-de-Arenas.

« Le général Loverdo, avec sa division, partira de Monteijar, demain, vers les six heures du matin, et aussitôt qu'il verra déboucher la division Pelleport, pour se porter par le chemin direct sur Campillo-de-Arenas, après avoir laissé son matériel à la suite de cette division. Arrivé à environ trois quarts de lieue de Campillo-de-Arenas, et à la hauteur del Campi Cortijo-del-Zaque, le général Loverdo s'y arrêtera pour voir arriver la division Pelleport, et pour communiquer un instant avec elle.

« Le général Pelleport, avec sa division, partira de Guadalhuertuna, demain vers trois heures du matin, de manière à arriver à Montèijar avant six heures, et

de là se portera par le chemin carrossable, sur Campillo-de-Arenas, en passant par Novelijo. Arrivé à une lieue de Campillo-de-Arenas, et à la hauteur du Cortijo-del-Zaque, le général Pelleport s'y arrêtera pour suivre la division Loverdo.

« Cette reconnaissance faite, les deux divisions se dirigeront vers le point d'attaque. La division Loverdo s'emparera des hauteurs qui dominent Campillo-de-Arenas, d'où ce général donnera à son attaque le point qu'il jugera convenable, mais en tâchant toujours de lier ses mouvemens avec ceux du général Pelleport.

« Le général Pelleport, attaquant en même temps, se trouvera sur le flanc de l'ennemi; il saisira tous les avantages de sa position pour lui couper la retraite.

« Le général Domon, avec sa division de dragons, soutiendra les mouvemens de la division Pelleport, et consommera la victoire que l'on doit attendre de la valeur

des troupes, du talent et du dévouement de messsieurs les généraux.

« Le général en chef sera avec le général Pelleport. »

Ces dispositions furent exécutés avec un ensemble parfait.

M. le comte Molitor, marchant en avant de la division Pelleport, avec une escorte de cinquante chasseurs, rencontra une reconnaissance de cent cinquante Espagnols qui le reçut à coups de carabines. Aussitôt le capitaine l'Enferna fondit avec les chasseurs sur l'ennemi, qu'il dispersa en un instant, après lui avoir tué un lieutenant-colonel, trois officiers et dix cavaliers.

L'infanterie de Ballesteros couronnait les hauteurs qui entourent la vallée de Campillo ; elle chercha à tourner la droite du général Loverdo, mais cette manœuvre avait été prévue. Un bataillon de voltigeurs, et les 1^er^ et 11^e^ de ligne,

commandés par le général Corsin, refoulèrent l'ennemi avec une perte considérable, et s'emparèrent d'une position avantageuse; en même temps la droite de la division Loverdo, conduite par le général Bonnemain, attaquait avec succès une partie des montagnes Albunuelas; le général en chef s'avançait sur le village de Campillo, ainsi que le général Pelleport, et le général Saint-Chamans, qui aborda avec impétuosité les troupes constitutionnelles placées sur les hauteurs, et les poussa sur la route de Cambil. Le général Buchet, en bravant un feu meurtrier, était aussi parvenu à s'établir sur les hauteurs qui dominent Campillo.

Le général Bonnemain s'était porté vers le pic qui domine le moulin de Velesca; ses soldats escaladaient hardiment ces rochers, et combattaient contre le régiment de Valence, qui se défendait opiniâtrément : ce régiment ne céda qu'après

plusieurs attaques, mais la déroute fut complète; il perdit son drapeau, plusieurs officiers, et une cinquantaine de soldats.

Deux régimens de Ballesteros chargèrent à la baïonnette; mais ils furent vigoureusement repoussés. Enfoncé quatre fois, l'ennemi essaya constamment de se reformer, mais il fut contraint de se retirer en désordre sur Campbil, laissant le champ de bataille couvert de ses morts et de ses blessés, et plus de quatre cents prisonniers entre nos mains.

Cette victoire était d'autant plus glorieuse pour nous, que Ballesteros avait l'avantage du nombre et celui de la position.

Ce général se trouva réduit à une situation désespérée. Pendant que le deuxième corps le chassait des hauteurs de Campillo, un détachement conduit par le général Ordonneau s'emparait de Grenade, et empêchait la garnison, qui l'avait aban-

donnée, de se réunir à Ballesteros, dont les troupes se trouvaient réduites à huit mille hommes, que la journée du 28 avait tellement découragés, que, dans la nuit, quinze cents soldats désertèrent.

Las de poursuivre inutilement une guerre qui lui avait toujours été funeste, et ne pouvant plus compter sur ses troupes, parmi lesquelles les désertions se renouvelaient à chaque instant, le général Ballesteros se résolut à capituler.

Le 30, il envoya demander au général Molitor une suspension d'armes qui lui fut accordée. On s'occupa de régler les articles de la convention jusqu'au 4 août, époque à laquelle elle fut signée et mise à exécution. Le général Ballesteros y reconnut l'autorité de la régence de Madrid, s'engagea à ordonner à ses lieutenans et aux gouverneurs des places de son gouvernement de reconnaître aussi cette régence, et à faire cantonner les troupes qu'il com-

mandait dans les lieux qu'il plairait au général Molitor d'indiquer. On assura aux généraux, aux officiers et à tous les chefs employés dans le corps de Ballesteros la conservation de leurs grades, de leurs titres, de leurs emplois et de leur solde. Il fut stipulé qu'aucun de ceux qui avaient fait partie de cette armée ne pourrait être recherché pour ce fait, ni pour les opinions qu'il avait professées avant cette époque. Tous les soldats étaient libres de retourner dans leurs foyers ou de demeurer dans les cantonnemens qui leur étaient assignés.

Cette convention resserrait le théâtre de la guerre. Les royaumes de Grenade et de Murcie, ainsi que la frontière d'Andalousie, étaient soumis à l'autorité de la régence; le gouvernement des Cortès vit avec effroi les Français se disposer à faire le siége de Cadix sans risque d'être inquiétés sur leurs flancs, et conçut des

craintes sérieuses sur l'issue d'une guerre que les habitans refusaient de soutenir, et que les soldats et les généraux abandonnaient.

CHAPITRE V.

Préparatifs pour le blocus de Cadix. — Opérations du cinquième corps dans les Asturies, la Galice et le royaume de Léon. — Prise de la Corogne.

Les deux colonnes d'expédition parties de Madrid dans les premiers jours de juin étaient arrivées, à la fin du même mois, dans les environs de l'île de Léon; elles occupèrent aussitôt Puerto-Réal, San-Lucar et le Puerto Santa-Maria. Mais ces deux colonnes étaient loin de pouvoir suffire au blocus de Cadix; car il fallait pour la bloquer complètement entourer l'île de Léon, et les forteresses qui défendent cette île et la ville, en même temps qu'une flottille la bloquerait par mer.

Le général Bordesoulle, de concert avec le contre-amiral Hamelin, se servait de toutes les ressources qu'offraient les ports occupés par les Français, et était parvenu à rassembler plus de cinquante bâtimens légers, avec lesquels le contre-amiral bloquait le port de Cadix, et s'emparait des navires qui essayaient d'y faire entrer des subsistances. Notre artillerie, déjà considérable, s'était accrue depuis le commencement de la campagne, de plus de cent pièces de canon prises aux troupes constitutionnelles, et devant servir contre Cadix et ses forteresses.

Depuis 1812, le gouvernement d'Espagne avait donné beaucoup de soins aux fortifications de Cadix, placée par la nature dans une position si avantageuse, qu'elle est une des places les plus fortes du continent.

La difficulté de bloquer cette ville tient moins cependant à la force de sa position

qu'à l'étendue de la ligne de défense qui l'entoure. Cette ligne, qui embrasse entièrement l'île de Léon, est formée par des forts, des ouvrages, des batteries et des redoutes. Cadix, située sur des rochers élevés, a quatre portes qui s'ouvrent sur la mer, et n'en a qu'une du côté de la terre. Deux des rochers sur lesquels elle est bâtie s'avancent dans la mer, et forment des presqu'îles, dans lesquelles les forts de Sainte-Catherine et de Saint-Sébastien assurent encore la défense de la place du côté de la mer; deux autres forts, Matagorda et Puntalès, couvrent l'entrée de sa baie.

Cadix ne communique avec l'île de Léon que par une langue de terre, et l'île de Léon ne communique à la terre ferme que par le pont de Suazo, que défendent de fortes redoutes. Cette île renferme la ville de San-Fernando, en face de laquelle se trouve, dans une petite île, l'arsenal de Carraca, qui est bien fortifié. En face du

fort Puntalès, situé sur la langue de terre qui conduit à Cadix, se trouve la presqu'île du Trocadéro, défendue par un grand nombre de batteries.

L'étendue des fortifications empêchant le général Bordesoulle de commencer immédiatement le blocus, il se contenta d'observer la place et d'empêcher les approvisionnemens d'arriver à Cadix. Lorsqu'il fut rejoint par une partie de la division Bourmont, il commença à faire établir des retranchemens, afin de se mettre à l'abri des surprises de l'ennemi.

Ce ne fut que lorsque le prince généralissime eut envoyé à cette armée de nouveaux renforts qu'elle put serrer le blocus de plus près.

Pendant que nous nous préparions en Andalousie au siége de Cadix, une autre partie de notre armée soumettait et pacifiait le royaume de Léon, les Asturies et la Galice.

D'après les ordres de Son Altesse Royale, le général Bourck marchait par Carrion et Léon sur la Galice, contre Morillo, qui, chargé depuis peu de temps du commandement militaire de cette province, était parvenu à se former une armée assez forte pour envoyer, dans les Asturies, quelques colonnes contre les royalistes. Le général Bourck attendit, pour entrer dans la Galice, que les Asturies et une partie de la Vieille-Castille ne fussent plus inquiétées par les constitutionnels.

Le général Hubert, chargé de pénétrer dans ces deux provinces, fut puissamment aidé dans cette mission par le général royaliste Longa, que nous avons montré, dans le chapitre précédent, poursuivant Campillo, chef constitutionnel, jusque dans les Asturies.

Le général Hubert atteignit, le 23 juin, Campillo à Couvion. Le 25, il le chassa de Couvion, lui prit une caisse contenant

trois cent soixante-quinze mille francs, et mit son armée en déroute.

Cependant Campillo se rallia près d'Avilès, et chercha à gagner le fort Saint-Jean. Le chef d'escadron Beaumetz, avec quatre-vingts chevaux et deux compagnies d'infanterie, attaqua Campillo avec vigueur, mit ses troupes dans une complète déroute, et entra avec les fuyards dans le fort de Jean, que la garnison abandonna en s'enfuyant par mer. On s'empara des armes et bagages de l'ennemi et de quatre pièces de canon.

Le 27, le général Hubert entra à Oviédo, capitale des Asturies. Le général royaliste Longa l'y attendait depuis plusieurs jours, après avoir dispersé, dans le cours de sa marche, par Cangas et Insietto, quelques partis constitutionnels qui couraient encore le pays.

Cependant le comte Bourck avait envoyé le 15e de ligne, conduit par le gé-

néral d'Albignac, sur Oviédo, pour se lier avec le général Hubert. Dans sa route de Léon à Oviédo, ce régiment rencontra deux fois les constitutionnels en nombre supérieur, les battit, et les força de se retirer vers la Galice.

Un autre détachement de la division du général Bourck avait remporté, le 2 juin, à quelque distance d'Astorga, un autre avantage sur l'ennemi, auquel il avait fait cent cinquante prisonniers.

Alors le général Bourck se porta sur la Galice, où s'étaient retirés les débris, chassés de la Vieille-Castille, des Asturies et du royaume de Léon, pour se joindre à l'armée qu'avait formée Morillo.

Cette armée, commandée par ce général et par le général Quiroga, était nombreuse et bien disciplinée; ce qui forçait le général Bourck à mettre beaucoup de prudence dans son mouvement sur cette province.

Un événement inattendu lui permit de hâter sa marche.

Le général Morillo ayant reçu de Séville la nouvelle de la déchéance du roi, refusa de reconnaître la régence que les Cortès avaient établie, se déclarant, dans une proclamation qu'il adressa, de Lugo, à ses soldats, indépendant jusqu'à ce que le roi, rendu à la liberté, eût institué un gouvernement régulier. Mais le général Quiroga considérant le parti pris par Morillo comme une désertion, se déclara contre lui, et fit arrêter un parlementaire que le général Morillo envoyait au général Bourck, pour lui demander une trève et faire connaître ses intentions. Morillo, comme général en chef, ôta à Quiroga son commandement, lui permettant toutefois de s'embarquer pour l'Angleterre.

Le général Bourck hâta sa marche sur Lugo, et y arriva le 10 juillet. Le 16, le général Morillo se joignit à la division

française avec trois mille hommes, et fit proclamer, dans toute la Galice, que les constitutionnels, qui faisaient partie de son armée, eussent à se soumettre à l'autorité de la régence de Madrid. Non content d'abandonner la cause des Cortès, il poursuivit les soldats qui l'avaient quitté pour suivre Quiroga, qui au lieu de se retirer en Angleterre, comme il en avait manifesté l'entention, s'était mis à la tête des troupes mécontentes de la conduite du général Morillo, et d'un bataillon de transfuges, avec lesquels il s'était retiré sur la Corogne, dont il prit le commandement.

De son côté, le général Hubert était entré dans la Galice, et suivait les bords de la mer, après avoir chassé des Asturies quelques débris de troupes constitutionnelles. Le 17 juillet, son avant-garde avait eu un engagement à Navia, près de la rivière du même nom,

qu'elle venait de passer; elle avait dispersé l'arrière-garde ennemie en la chargeant avec impétuosité. Cependant cent hommes de cette arrière-garde s'étaient retranchés dans un enclos où ils faisaient mine de vouloir tenir. Le lieutenant Richepanse s'en aperçoit, s'élance au milieu d'eux avec quatre cavaliers; l'ennemi s'ébranle et commence à fuir, le reste du peloton, arrivant alors au secours de ces cinq braves, achève de disperser l'ennemi. Les quatre soldats, qui partagèrent le péril du lieutenant Richepanse, sont le brigadier de Bésieux, le hussard Salle, et deux chasseurs Perrier et Luce.

Le général Hubert se dirigea sur Mondonédo et ensuite sur le Ferrol, qu'occupa un de ses détachemens; la garnison de cette ville, forte de deux mille hommes, ayant fait sa soumission à la régence.

Dès le 12 juillet, le général Bourck avait commencé à se mettre en mouvement sur

la Corogne, où Quiroga commandait une forte garnison. Cette place, la plus forte de la Galice, a un port vaste et sûr, et il était de la plus grande importance pour nous de nous en emparer. Le 14, l'avant-garde française eut à Betenzos une affaire où elle fit quelques prisonniers, parmi lesquels se trouvait un aide-de-camp de Quiroga. Elle s'avança ensuite par le pont de Burgo, que les ennemis n'eurent pas le temps de détruire. Le 16, à midi, toutes les troupes avaient traversé ce pont, que les constitutionnels n'eurent pas le temps de détruire.

A une heure après midi, l'avant-garde se portant rapidement vers les hauteurs qui dominent la Corogne, rencontra les avant-postes de l'ennemi, retranchés sur les collines de Sainte-Marguerite. L'attaque commença sur-le-champ. Le 7e léger n'attendit pas l'arrivée du reste de l'armée; son choc fut si violent que l'ennemi rentra

dans ses lignes. Alors ce régiment fit feu sur les constitutionnels. Couverts par leurs retranchemens, ils bravaient cette inutile attaque. « Soldats du 7e de ligne ! s'écria alors le général Bourck, qui était au milieu d'eux ; soldats ! c'est à vous qu'est réservé l'honneur d'enlever ces retranchemens. En avant, au pas de charge ! »

A la baïonnette ! à la baïonnette ! répondent nos soldats. Aussitôt la fusillade de ce brave régiment cesse de répondre à celle des ennemis, il gravit les montagnes des Moulins au milieu d'une grêle de balles. Le colonel Lambot a précédé ses soldats sur le haut des rochers, et de là leur montre quel chemin ils ont à suivre. Le général Bourck, en dirigeant la marche des colonnes, excitait nos soldats. Les Français arrivent bientôt aux pieds des redoutes et se préparent à attaquer avec la baïonnette. Les canonniers espagnols s'enfuient après avoir tiré deux fois à mitraille ; les soldats

lâchent pied, ils sont culbutés, s'enfuient dans la place, et nous laissent maîtres des hauteurs et des redoutes qui défendaient l'approche de la Corogne, où ils vont chercher un asile.

Les troupes constitutionnelles, qui venaient de céder si promptement les importantes positions qu'elles occupaient, avaient cependant de grands motifs pour faire tout ce qui dépendait d'elles pour nous arrêter devant cette place. Elles se composaient des hommes les plus exaltés du parti constitutionnel, et étaient excitées par la présence de Quiroga et de sir Robert Wilson. Cet Anglais, si connu par son enthousiasme pour la liberté, était venu prêter son secours aux Espagnols. On remarquait aussi, dans cette armée, le corps de transfuges, qui avait si mal réussi dans sa tentative aux bords de la Bidassoa.

Lorsqu'après avoir repoussé les cons-

titutionnels dans la place nous en formâmes l'investissement, cette troupe, placée sur les glacis, en face de nos avant-postes, essaya encore de tenter la fidélité de nos soldats, en s'avançant vers eux avec le drapeau tricolore, qui fut cette fois pris par des soldats du 7e. Les transfuges se hâtèrent alors de rentrer dans la place.

La Corogne, que nos troupes venaient d'investir en si peu de temps, est divisée en deux parties, qu'on distingue en ville haute et ville basse, liées entre elles par une ligne de murailles : la ville basse est presque entourée par la mer; son port a la forme d'un croissant, dont les deux pointes sont protégées par les châteaux de Sainte-Claire et de Saint-Martin; il est lui-même défendu par les deux forts de Saint-Amaro et Saint-Antonio, bâtis sur des rochers escarpés; enfin, une tour antique dont la construction hardie et solide excite l'admiration, et dont la tradi-

tion des habitans attribue la fondation à Hercule, peut devenir un moyen de défense pour cette ville, dont elle est le plus bel ornement.

Le comte Bourck, résolu de poursuivre le siége de la place sans relâche et avec vigueur, quelque durée de temps qu'il pût se prolonger, fit mettre en batterie toute l'artillerie du Ferrol, qui avait été transportée par mer, afin d'abréger le chemin, et était arrivée heureusement, grâce à l'intrépidité du capitaine Fromentin, à qui cette mission avait été confiée. Ce capitaine, aide-de-camp du général Hubert, amenait douze canons de gros calibre, placés sur douze barques, et escortés par trente hommes. Trois corsaires constitutionnels, armés en guerre, l'attendirent au milieu de la nuit, en face de la baie de Betenzos. Le capitaine Fromentin, qui s'attendait à cette attaque, fit avancer ces barques; deux passèrent entre

les corsaires ; il commençait à s'avancer lui-même pour protéger leur marche, lorsque les corsaires, fondant sur lui, le pressèrent près de la côte, lui lâchant une bordée à mitraille ; nos soldats s'étaient couchés à plat-ventre, et cette décharge ne leur fit aucun mal. Ils se relevèrent aussitôt faisant sur les constitutionnels un feu roulant, qui atteignit un grand nombre des leurs. Le capitaine Fromentin, profitant de la surprise où ce feu jetait les constitutionnels, et d'un vent favorable qui s'éleva au même moment, arriva à Betanzos avec le convoi qu'il venait de sauver.

Le 6 août, le général Bourck adressa au gouverneur de cette place une lettre, dans laquelle il offrait à la garnison une capitulation honorable. Cette proposition fut rejetée ; mais les habitans, prévoyant que l'issue du siége ne pouvait que leur être funeste, manifestèrent leur mécontentement.

Sir Robert Wilson s'embarqua alors pour Vigo. Arrivé dans la baie de cette ville, il fit faire au général Morillo diverses propositions, dans le but de traîner la guerre en longueur; mais voyant qu'il n'était pas écouté, il prit le parti de retourner en Angleterre.

Quiroga quitta aussi la Corogne pour se rendre à Vigo; il prit pour prétexte de cette retraite la nécessité d'aller se mettre à la tête de quelques faibles divisions pour attaquer les assiégeans par derrière.

Le général Bourck, informé que le gouverneur refusait de se rendre, fit démasquer les batteries, et commencer le feu. Le 11, sur les huit heures du matin, un drapeau blanc fut arboré sur le chemin couvert, et un parlementaire demanda à être introduit auprès du général Bourck. Ce parlementaire éleva, de la part du général Novella, des prétentions excessives. Il demanda, entre autres choses, que le gé-

néral français reconnût qu'il avait fait son devoir et obéi à Ferdinand, et refusa de reconnaître la régence de Madrid. Ces conditions furent rejetées, et toute cette journée se passa en pourparlers. Enfin, à six heures du soir, le général Bourck envoya son *ultimatum*, portant qu'il voulait entrer dans la Corogne en ami ou en ennemi. La garnison se soumit. On lui accorda les mêmes conditions que Morillo avait précédemment obtenues pour lui-même.

Le 21 juillet, les forts et la ville de la Corogne furent occupés par les troupes françaises. On y trouva des approvisionnemens considérables, et des munitions de guerre de toute espèce. La garnison, forte de quatre mille hommes, se réunit à l'armée de Morillo.

La prise de la Corogne mit fin aux troubles de la Galice. Le général Quiroga, au lieu d'aller réchauffer le courage de quelques débris de troupes qui parcouraient

encore la province, était passé en Angleterre, et les troupes constitutionnelles de Rosello, de Vigo et de Placencia, ne tardèrent pas à se rendre, consentant à une capitulation qui déclarait ces trois généraux prisonniers de guerre des Français. Le général Bourck laissa à Morillo le soin d'assurer la tranquillité de la Galice, et partit pour Madrid avec le reste de ses troupes.

CHAPITRE VI.

Opérations du quatrième corps en Catalogne. — Mina, après la dispersion de sa troupe, s'enferme dans Barcelonne. — Cette place est investie par les Français, qui s'emparent du passage de Moline-del-Rey, et repoussent avec succès les sorties de la garnison de Barcelonne.

Mina, après sa défaite dans les environs de Vich, avait fait tous ses efforts pour dérober sa marche, et le général Donnadieu était incertain sur la direction qu'il avait prise. Milans et Llobéra, battus à Mataro, s'étaient retirés sur Barcelonne. Le général Donnadieu occupait les environs de Vich, attendant avec impatience des nouvelles des mouvemens de l'ennemi. Le maréchal Moncey avait établi son quar-

tier-général à Vich, et le baron d'Eroles surveillait une partie de la colonne de Mina, qui s'était réfugié à Urgel.

Le duc de Conégliano était prêt d'abandonner la poursuite de Mina, pour commencer à investir Barcelonne, lorsque ce général, qui se tenait depuis quelques jours renfermé à Urgel, en commençant une course sur la frontière de France, força le maréchal de retarder l'investissement de cette place.

Parti d'Urgel le 5 juin, Mina divisa ses troupes, qui se composaient de trois mille hommes d'infanterie et de cent chevaux, en deux colonnes; il commandait la première en personne; l'autre, sous les ordres du colonel Gorréa, devait remonter la Sègre par la rive droite, tandis que lui-même suivrait la rive gauche. Leur but était de s'emparer de Puycerda.

A la nouvelle de l'approche des constitutionnels, le comte d'Ison, commandant

de Puycerda, avait ordonné à trois compagnies du 60e, stationnées à Sallingouse, de se porter sur Puycerda par Alp. Il fit si bonne contenance que l'ennemi se retira sans avoir rien entrepris.

Mina se porta ensuite sur la Cerdagne française, où il ne fit que passer. Il voulut retourner à Urgel avec ses deux colonnes; mais les dispositions de nos troupes l'en empêchèrent. Le 14, sa deuxième colonne fut rencontrée par la brigade du général Saint-Priest, qui l'attaqua à l'instant, quoique la troupe fût fatiguée d'une marche forcée. Les constitutionnels firent bonne contenance; mais ils furent obligés de céder aux efforts des Français, qui allèrent attaquer un détachement ennemi dans un bois où il s'était embusqué, et d'où il les avait accueillis par une décharge à bout portant. Poursuivis par nos soldats, ils hâtèrent précipitamment leur retraite, et allèrent se jeter en face des positions du

général royaliste Romagosa. Cernés alors de toutes parts, ils mirent bas les armes, et se rendirent prisonniers de guerre.

Mina, qui des hauteurs qu'il traversait, avait pu voir la défaite de la colonne de Gorréa, ne songea plus qu'à accélérer sa retraite. Le 15 juin, il parvint à se rendre à la Seu d'Urgel, après avoir vu sa troupe réduite à quelques centaines d'hommes; un grand nombre de ses soldats ayant été pris par le baron d'Eroles et quelques détachemens français, qui n'avaient cessé de le harceler dans sa fuite. Il entra dans Urgel, accompagné seulement de deux miquelets. Il y tomba bientôt malade, et en sortit suivi d'une petite troupe avec laquelle il gagna Barcelonne, échappant ainsi aux poursuites continuelles du général Donnadieu, qui, sentant combien il était important de s'emparer du général constitutionnel, n'avait cessé de demander, depuis le commencement de la campagne, qu'on s'occupât

presque exclusivement de le cerner. Il paraît que l'on fut souvent mal instruit des marches de Mina, et qu'il dut à cette ignorance où l'on était de ses opérations d'avoir pu opérer sa retraite, d'abord sur Urgel, et ensuite sur Barcelonne.

M. le maréchal Moncey n'ayant plus rien à craindre pour la droite de son armée, pouvait commencer son mouvement sur Barcelonne. Le 28, le baron de Saint-Priest et le baron d'Eroles se portèrent sur Cardone, et arrivèrent le 30 sur les hauteurs en face de cette ville, qui refusa d'entrer en capitulation. Les généraux Saint-Priest et d'Eroles laissèrent cette ville, et se portèrent, la brigade Saint-Priest par la route de Suria, et celle d'Eroles sur Berga, pour empêcher Mina de faire de nouveaux mouvemens sur le Llobréga; le petit nombre de places fortes qu'occupaient encore les constitutionnels étaient étroitement blo-

quées par les Français. Mina ne pouvait remuer, la frontière de France n'était plus menacée. Dès lors le maréchal Moncey ordonna aux généraux Curial et Donnadieu un mouvement pour investir Barcelonne. Le général baron de Damas fut chargé de continuer les blocus de Figuières et d'Hostalrich, et d'occuper les districts d'Olot, Vich et Gironne. Le baron d'Eroles reçut l'ordre de faire le siége d'Urgel, et le duc de Conégliano établit à Manréza son quartier-général.

Le 8 juillet, la division Donnadieu occupa Sabadell et Seu-Gayat; puis se plaça sur le Beson et le Repollet, et Barcelonne commença ainsi à être investie.

Cette ville avait pour gouverneur le général Rotten; Milans et Llobéra étaient sortis de la place dans l'intention d'inquiéter nos troupes occupées au blocus. Ils s'étaient placés tous deux sur la rive droite

de Llobrégat. Llobéra était à Martorell, et Milans à Molins-del-Rey.

Le 8 juillet, la division Donnadieu, d'après les ordres du maréchal, occupa San-Bavilé et San-Cuget, et la division Curial prit position sur le Beson et le Ripollet. Le 9, une des brigades du général Donnadieu, formée du 2e de ligne et du 6e de hussards, conduite par le général de La Roche-Aymon, s'avança sur Molins-del-Rey, tandis que le général Achard conduisit sur Martorell le 18e d'infanterie et le 5e de chasseurs à cheval.

Le général de La Roche-Aymon s'avançait rapidement à la tête de l'avant-garde, accompagné du colonel Fantin des Odoars et du lieutenant-colonel Fitz-James. Le 3e régiment d'infanterie, qui formait la tête de cette colonne, fut accueilli par une vive fusillade, à laquelle il ne répondit qu'en se précipitant sur l'ennemi, qu'il culbuta vers le pont de Molins-del-

Rey. Cette action coûta la vie à un capitaine de grenadiers et à plusieurs soldats. Les constitutionnels, repoussés au premier choc, faisaient tous leurs efforts pour regagner le terrain qu'ils avaient perdu, lorsque le général La Roche-Aymon, qui venait de s'emparer d'une maison crenelée dominant le pont, arriva avec un bataillon. Au moyen de ce renfort, le pont fut enlevé en peu d'instans, et on poursuivit l'ennemi jusque sur la route de Tarragone.

Le général Donnadieu s'était porté sur Martorell; mais après avoir vu l'impossibilité d'y passer le Llobrégat, qui n'est pas guéable en cet endroit et dont les constitutionnels avaient coupé le pont, il revint vers Molins-del-Rey. Dans sa route, il entend le bruit d'une fusillade; il fait presser la marche, arrive en moins d'une heure à Molins-del-Rey, distant de plus de trois lieues. Le pont venait d'être emporté par

les Français, qui à son aspect poussèrent des cris de joie. Le général, profitant de la confiance qu'excite sa présence parmi nos troupes: « Soldats! dit-il, j'ai vu ce que votre bravoure vient de faire, il faut faire plus encore. Plus de coups de fusil! que l'ennemi vous voie de près. En avant! à la baïonnette! » Et nos soldats se précipitent sur la droite de l'ennemi, dont le général La Roche-Aymon attaque la gauche, tandis que les 5e et 6e de hussards enfoncent le centre.

Cette triple attaque faite avec tant d'impétuosité ne laissa pas aux constitutionnels la temps de se reconnaître, en un instant ils furent culbutés et perdirent leurs positions. Revenus de la première terreur que leur avait inspirée l'ardeur de nos troupes, ils essayèrent en vain de se reformer sur les montagnes voisines; l'artillerie de montagne leur tua un grand nombre d'hommes, parmi lesquels se trouva le colonel

Piémontais qui commandait le régiment des transfuges. Ceux qui échappèrent au feu de l'artillerie s'enfuirent de différens côtés.

Le même jour, la ville de Cordoue ouvrit ses portes aux Français, bien qu'elle fût défendue par soixante-deux pièces de canon en bronze et approvisionnée pour un an. Une partie de la garnison s'était réunie aux habitans pour abandonner le parti des constitutionnels et remettre la ville entre nos mains.

Le même jour encore la brigade Vasserot, de la division Curial, repoussait avec succès un bataillon d'élite et deux mille miquelets, qui avaient fait une sortie de Barcelonne, pour attaquer la division Curial.

Le lendemain l'ennemi fit une nouvelle sortie, dans laquelle il porta tous ses efforts sur le centre de la ligne d'investissement, fort de quatre mille hommes et muni de

quatre pièces de canon; il se porta sur Serria, où nos seuls tirailleurs le tinrent deux heures sans le laisser avancer et sans perdre un pouce de terrain. A cinq heures du soir, l'ennemi se rejeta sur Gracia, d'où il fut repoussé par le général Peccadeuc.

Le 13, l'ennemi fit une troisième sortie sur deux points différens à la fois. Une colonne, dirigée sur Serria, se mit sous la protection du canon de la place; l'autre marcha sur Horta, espérant tourner la gauche de Gracia. Le général Curial envoya aussitôt pour s'opposer à cette colonne, forte de douze cents hommes, quelques compagnies qu'il avait à Gracia, et en même temps il fit hâter la marche d'un bataillon du 32e et d'un autre du 60e, qui venait de Saint-Andrea, où était allé les remplacer le 6e léger. Cette manœuvre du général Curial fut utile. Ces bataillons pressèrent tellement leur marche qu'ils arrivèrent à temps pour prendre l'ennemi en flanc. En moins

d'une heure les constitutionnels étaient en déroute, et nos soldats emportés par leur ardeur les poursuivirent jusque sous les murs de Barcelonne.

La colonne qui s'était portée sur Serria n'osa point attaquer. Elle avait reçu l'ordre de ne prendre part au combat que lorsque l'autre colonne aurait tourné Gracia et reviendrait vers Serria. Nos troupes n'ayant pas laissé exécuter ce mouvement à cette colonne, celle qui attendait à Serria n'eut point lieu d'exécuter sa mission. Elle rentra à Barcelonne, et y augmenta le découragement que les deux défaites précédentes avaient jeté parmi les troupes de la garnison. Dès lors l'ennemi laissa achever d'investir Barcelonne, attendant, pour faire une nouvelle sortie, que Milans et Llobéra eussent réuni les débris de leurs forces dispersées à Molins-del-Rey, et pussent venir attaquer les Français par derrière.

Le 16, les îles de las Medas, situées près de l'embouchure du Ter, tombèrent en notre pouvoir, par une capitulation à laquelle la garnison de ces îles fut forcée par la présence de quelques bâtimens de guerre dans ces parages. On y trouva dix-huit pièces d'artillerie.

Le fort de Mouzos se rendit à peu près à la même époque. Ce fort soutint un long blocus dirigé par le royaliste Santos-Ladron.

Ce fut aussi le 16 que fut complété l'investissement de Barcelonne par l'arrivée de la brigade La Tour-Dupin, qui avait été rappelée de Monistrol de Montferrat, pour venir se placer sur la ligne du blocus.

Avant de faire connaître la position des troupes autour de cette place, il est nécessaire de présenter ici quelques détails sur sa situation et ses moyens de défense.

Barcelonne, capitale de la Catalogne,

est située sur le bord de la Méditerranée, entre les embouchures du Besos et du Llobrégat. Les sables que ces deux rivières amoncèlent dans son port empêchent les vaisseaux d'approcher de la place et servent à sa défense du côté de la mer.

Cette ville, bien fortifiée, a soutenu huit siéges mémorables, dans lesquels ses habitans firent preuve d'une constance admirable. Du côté de la mer, il serait dangereux de l'attaquer, puisqu'il n'y a pas assez de fond pour que les navires puissent s'en approcher. Du côté de la terre, elle est défendue par une bonne enceinte, par beaucoup d'ouvrages avancés, par une citadelle située au nord-est, près de laquelle s'élève le fort Pio, et au midi par le fort Mont-Jouy, bâti sur un rocher à pic, et regardé comme imprenable.

Voici dans quel ordre les troupes destinées à faire le blocus de la ville furent disposées le 16 juillet.

Le 12e léger et le 5e chasseurs à l'Hospitallet; le premier bataillon du 2e et trois compagnies du 3e, à Saint-Juan et à Saint-Fabien; le premier bataillon du 3e, le 6e de hussards et l'artillerie de la dixième division, à Molins-del-Rey; le 18e à Martorell; le 26e à Expuglas avec l'artillerie; cent cinquante chevaux à Saint-Just; deux bataillons du 61e à Saint-Andrea de Bezos; le 16e à San-Cugat; le 32e aux Umilans, Estrellés, Mariano, de Pau de las Velas; le 19e à Sarria; le 17e à Gracia; le 7e dans les maisons crénelées en avant du pont de Molins-del-Rey; enfin, une brigade était placée sur le Beson et la route de Barcelonne à Mataro, et le quartier-général du maréchal Moncey était à Budalona.

Après leur défaite à Molins-del-Rey, les généraux Milans et Llobéra avaient rallié les débris de leurs armées près de Tarragone, et s'étaient postés à Ygualada, d'où

ils espéraient faire bientôt une attaque sur les derrières de notre armée; mais le maréchal Moncey les prévint. Il dirigea, contre les constitutionnels, deux colonnes de troupes, dont l'une devait marcher par Espaguera, Bruch et Castel-Olit, tandis que l'autre s'avancerait sur Monbuy, par Masquefa et Pierra-Capellas, pour menacer les derrières de l'ennemi à Ygualada, et que le baron d'Eroles se porterait sur Calaf, qu'occupait une partie des troupes constitutionnelles.

Le maréchal avait ordonné au général Donnadieu de pousser des reconnaissances sur la route de Tarragone, et de suivre la route d'Ygualada à Cervera.

Le commandant Bégin conduit aussitôt le 60e vers la montagne de droite. Un ravin profond ne peut arrêter sa marche : en quelques instans il franchit la montagne. Renversé par un coup de feu, il est aussitôt remplacé par le capitaine Minard, qui

achève, en arrivant sur le plateau que l'ennemi abandonne, l'entreprise glorieuse commencée par le commandant Bégin.

L'ennemi essaya de se reformer; mais le commandant Schwick l'ayant attaqué à gauche, en même temps que le commandant Bégin dirigeait contre lui une seconde attaque, il se retira en désordre sur Cervera, où nos troupes ne purent le poursuivre à cause de la fatigue dont elles étaient accablées.

Le baron d'Eroles avait, au même moment, attaqué, à Calaf, une colonne ennemie, contre laquelle il avait eu aussi un succès des plus complets.

De quatre cent-cinquante hommes dont se composait cette colonne, à peine resta-t-il quelques cavaliers sains et saufs. Deux cents furent faits prisonniers et cent perdirent la vie.

Ces deux dernières affaires étaient d'autant plus honorables pour nos troupes que

les constitutionnels y avaient déployé un grand courage et une vive opiniâtreté.

Ceux qui méritèrent plus particulièrement d'être cités pour leur bravoure à l'attaque des positions de Jorba furent les colonels d'Alvymare et d'User, le commandant Bonne et son digne remplaçant, le chef de bataillon Schwich, les capitaines Minard et Rabier, les adjudans-majors Ribau et de Résie, les lieutenans Desbets, Changarnier, Chausson et Dourdon; Tortel, fourrier; Lambert, Célini et Courteau, fusiliers.

Cependant le général Curial s'occupait, depuis le départ du maréchal, du blocus de Barcelonne; et, craignant une surprise de la part des constitutionnels, il faisait soigneusement observer les rives du Llobrégat et le pont de Molins-del-Rey. Il soupçonnait avec raison que le général Rotten, profitant de l'absence momentanée d'une partie de nos troupes enlevées

au blocus par le maréchal duc de Conégliano, tenterait une sortie avec toutes ses forces.

En effet, le 30 juillet, à quatre heures du matin, il vit sortir de Barcelonne une colonne forte de cinq mille hommes et munie de huit pièces de canons, qui se dirigea vers Santi-Marti, sur la route de France ; et en même temps il aperçut des chaloupes canonnières espagnoles longeant le rivage, et prêtes à protéger au besoin la colonne destinée à empêcher le blocus.

Le général Curial fit aussitôt ses dispositions pour les bien recevoir. L'ennemi s'avança jusqu'au village de Clot, où une vive fusillade, qui s'étendait de Clot au rivage de la mer, s'engagea entre lui et nos soldats. Le 6e léger et le 23e léger soutinrent d'abord seuls le premier choc de l'ennemi, sans s'ébranler, et le forcèrent bientôt à faire quelques pas en arrière. Nos soldats, en voyant l'ennemi lâcher pied,

l'attaquèrent avec une nouvelle fureur, et le réduisirent à prendre la fuite. Le capitaine Carnot, placé sur la route avec deux pièces d'artillerie légère, après avoir répondu au canon des chaloupes envoyées pour protéger les troupes de la garnison, s'approcha pendant le combat de la route marine, et tira avec succès sur la cavalerie et l'infanterie ennemies.

Le combat dura plus long-temps au village de Clot; mais le général Curial s'y porta de sa personne, prit l'ennemi en flanc, et acheva sa défaite. Douze cents hommes d'infanterie, qui n'étaient soutenus que par deux pièces d'artillerie et trois cents cavaliers, avaient mis en déroute quatre mille ennemis.

L'ennemi, après sa défaite à Jorba, s'était retiré sur Montblach et sur Vich, en avant de Tarragone. Le maréchal établit son quartier-général à Villa-Franca pour couvrir le blocus de cette ville, que les

constitutionnels semblaient manacer, et se tint prêt à commencer le blocus de Barcelonne aussitôt qu'il en trouverait l'occasion favorable.

CHAPITRE VII.

Formation du blocus de Cadix. — Situation des Cortès. — Première sortie des troupes de Cadix repoussée par les Français. — Nouvelle organisation de l'armée française. — Départ du prince généralissime pour Cadix. — Attaque et prise du Trocadéro.

Nous avons laissé les deux colonnes d'expédition, composant l'armée d'Andalousie, près de Cadix, où elles attendaient des renforts pour compléter le blocus de cette ville. Des convois d'artillerie, qui arrivèrent de Brest et de Bayonne, des chaloupes canonnières et des bâtimens légers, qu'on se procura sur les côtes d'Espagne, vinrent bientôt augmenter la force de notre armée navale. Nous espérâmes empêcher aucun convoi d'y entrer.

Pour défendre la côte contre les attaques de l'ennemi, il fallut construire deux nouvelles batteries ; l'une à l'embouchure du Guadalète, l'autre en face de Puerto-Real. Celle-ci défendait aussi cette ville de l'artillerie du fort et du village du Trocadéro. Cette dernière batterie reçut le nom de *batterie d'Angoulême*. Enfin le fort de Santa-Catelina et la batterie de Cabezuela, ayant été armés, complétèrent la *défense de* la côte.

L'armée de l'île de Léon et les troupes de ligne qui avaient accompagné les Cortès à Cadix, s'élevaient à plus de quinze mille hommes, la milice de Cadix, pleine d'enthousiasme pour la constitution, pouvait fournir vingt mille hommes. Cependant les Cortès appelaient encore à leur secours toutes les troupes constitutionnelles de l'Espagne. Riégo, qui était alors à Cadix, ne partageait point leur avis. Il ne voulait point que toutes les

troupes constitutionnelles fussent employées à la défense de Cadix. En agir ainsi, c'était, suivant lui, faire dépendre le sort de toute l'Espagne de celui d'une seule place forte. Il demanda trois mille hommes et cent mille piastres pour fournir à leurs besoins, promettant de sortir de l'île de Léon par mer, d'attaquer les Français, et de les forcer d'abandonner le blocus. Les Cortès repoussèrent cette demande : ils étaient bien éloignés de consentir à se priver du secours de trois mille hommes.

Les Cortès continuaient à couvrir tous leurs actes du nom du roi Ferdinand.

Non seulement les membres des Cortès n'étaient pas d'accord avec Riégo, ils ne l'étaient plus entre eux; divisés en deux partis, dont l'un ne voulait pas que l'on usât de violence contre le roi, et dont l'autre voulait que l'on sacrifiât le roi et sa famille, si leur existence était dangereuse à la constitution. Le peuple murmurait de

la disette qui commençait à se faire sentir, et les Cortès, en différend avec le général Riégo, se voyaient près de devenir les victimes d'une populace furieuse, lorsqu'un bonheur inespéré fit renaître pour quelque temps l'abondance dans la ville et la confiance dans tous les esprits.

Le blocus était trop étendu pour pouvoir être assuré pendant la nuit par notre petite escadre. Un coup de vent favorable amena aux assiégés un convoi considérable d'approvisionnemens qui leur venait de Gibraltar, et qui entra dans la place par le canal de Santi-Petri.

Les soldats de ligne et les milices de Cadix ayant repris courage, les généraux résolurent d'attaquer nos ouvrages avant qu'ils fussent terminés.

Le 16 juillet, neuf à dix mille hommes de troupes, partagées en quatre colonnes, sortirent de Cadix à cinq heures du matin. La première colonne, forte de deux mille

hommes, ayant passé le canal de Santi-Petri, à quelques pas de son embouchure dans la mer, se forma de manière à pouvoir être protégée par le fort du même nom et les batteries de l'île de Léon. La seconde colonne, forte de cinq mille hommes et partagée en trois divisions, passa le canal au pont de Suazo; la troisième, forte de douze cents hommes, débarqua auprès de la Venta-Nueva; la quatrième sortit du Trocadéro, avec quatorze pièces de gros calibre, et appuyée par le feu de douze chaloupes canonnières, se dirigea sur Puerto-Réal, qu'occupaient les premier et deuxième bataillons du 36e de ligne et le 8e de dragons.

Le général Gougeon, qui avait pris position hors de la ville à droite, détacha le commandant Monistrol pour reconnaître la colonne qui s'avançait sur Puerto-Réal. Engagé malgré lui, M. Monistrol charge avec vigueur l'ennemi, qui se re-

tire précipitamment et rentre en désordre dans le Trocadéro, après avoir perdu une centaine de soldats.

La troisième colonne ayant l'intention d'attaquer la redoute Ruffin, se dirigeait par la Vente-Nueva. Une compagnie du 34e arrêta son ardeur ; elle n'osa pas s'éloigner des chaloupes qui la protégeaient.

La deuxième colonne, divisée en trois sections, attaqua nos postes en trois endroits à la fois : une de ses sections tenta de s'emparer du moulin d'Osio, elle fut repoussée avec une perte considérable par le 34e ; une autre attaqua la redoute de Bellune avec aussi peu de succès. Après une fusillade d'une demi-heure elle alla se joindre à la colonne qui attaquait le moulin d'Osio. La compagnie, placée dans ce moulin, supplée à sa faiblesse numérique par son courage ; elle redouble d'ardeur, se trouve sur tous les points, répond à

toutes les attaques de l'ennemi, et seule elle parvient à conserver, pendant une heure, tous ses retranchemens attaqués par trois mille Espagnols, qu'elle force de se retirer dans l'île de Léon, après avoir perdu un grand nombre de ses soldats.

La troisième section de cette même colonne avait essayé de s'emparer de la maison crénelée, située en avant de Chiclana. Elle marchait aux cris de vive Riégo! présumant que les Français avaient abandonné cette position, lorsqu'à vingt-cinq pas de cette maison une compagnie du 20e qui l'occupait et des tirailleurs placés en arrière l'accueillirent par une vive fusillade. En même temps le comte de Béthisy sortit d'un bois voisin, où il s'était embusqué avec deux bataillons et trois pièces d'artillerie de la garde royale, fit feu à mitraille sur les constitutionnels, dont il tua un grand nombre, et poursuivit les fuyards jusqu'au canal.

Enfin la première colonne avait rencontré, près de Chiclana, le maréchal de camp prince de Carignan, à la tête d'un bataillon du 20e.

L'ennemi, beaucoup plus nombreux que nous, résista pendant une heure aux efforts de ce bataillon; mais le comte de Béthisy, déjà vainqueur de la deuxième colonne, força les constitutionnels à se retirer, en arrivant au secours du prince de Carignan. Nos soldats les poursuivirent jusqu'au bord du canal.

Les constitutionnels, rentrés à Cadix, demandèrent et obtinrent une trève de trois heures pour enterrer leurs morts, qui étaient très nombreux. Pendant cette trève des pourparlers eurent lieu entre les constitutionnels et les généraux français; beaucoup de soldats de la garnison désertèrent.

M. le général Bordesoulle, après avoir, dans un rapport qui fut aussitôt envoyé au prince généralissime, payé un juste tribut

d'éloges à ceux qui s'étaient particulièrement distingués dans cette défense, s'occupa promptement de l'achèvement des ouvrages qui devaient compléter le blocus.

Le comte de Bourmont, de son quartier-général de Séville, communiquait avec le général Bordesoulle, occupait une grande partie de l'Andalousie, et empêchait Lopez-Banos d'interrompre le blocus de Cadix.

Ce général constitutionnel s'était retiré dans le comté de Niebla avec cinq cents hommes. Le brigadier Ramirez l'aidait puissamment dans ses expéditions. Cet officier imaginait sans cesse des moyens de faire passer des vivres à Cadix; il occupait quelques ports de mer dans les environs de Gibraltar.

M. le marquis de Conflans, envoyé par le général Bourmont contre Ramirez, le força à se jeter dans les montagnes, et à abandonner les ports qu'il occupait; et cet

habile partisan ne put dès lors communiquer avec Cadix.

S. A. R. le prince généralissime s'occupait à Madrid du siége de Cadix, et dirigeait les mouvemens militaires sur toute l'Espagne. Il était parvenu à donner à la régence une autorité que les Cortès perdaient tous les jours. Les ambassadeurs de Prusse et de Russie avaient reconnu le nouveau gouvernement de la part de leurs souverains, et leur présence à Madrid était un nouvel encouragement pour les royalistes. Dans cette situation des choses, la présence du prince devant Cadix ne pouvant qu'accélérer le dénouement de l'expédition, Son Altesse Royale quitta la capitale des Espagnes le 1^er^ août, après avoir fait une nouvelle distribution des commandemens militaires de toutes les provinces, telle que les circonstances lui parurent l'exiger.

Le maréchal duc de Reggio, comman-

dant en chef le premier corps, eut le commandement supérieur des provinces de la Castille-Neuve, Estramadure Ségovie, Léon, y compris les provinces de Salamanque, de Valladolid, de Galice et des Asturies.

S. A. le prince de Hohenlohe, général en chef du troisième corps, eut le commandement supérieur des provinces de Saint-Ander, Burgos, Soria, Santo-Domingo, Alava et Biscaye; Vittoria devait être son quartier-général.

Le lieutenant-général comte Molitor, commandant le deuxième corps, avait le gouvernement des provinces ou royaumes de Valence, Murcie et Grenade.

Le vicomte de Latour-Foissac, à la tête d'une colonne d'opération, exerçait son autorité dans les royaumes de Cordoue et Jaën.

Enfin le lieutenant-général comte Bordessoulle, commandant le premier corps

de réserve, avait le commandement supérieur du royaume de Séville, et des opérations devant Cadix; son quartier-général était établi à Puerto-de-Santa-Maria.

En quittant Madrid Son Altesse Royale avait emmené une réserve de trois mille hommes, et avait laissé le maréchal Oudinot dans cette ville avec quelques régimens du premier corps, destinés à être réunis à la division Bourke après la pacification de la Galice.

Le prince généralissime apprit en route la capitulation accordée à Ballesteros par le général Molitor. Son Altesse Royale, désireuse de mettre un terme aux terribles réactions que les royalistes ne cessaient d'exercer sous les yeux même des Français, rendit le 8 août une ordonnance datée d'Andujar, dont la stricte et sévère exécution devait assurer la tranquillité de l'Espagne.

Cette ordonnance était ainsi conçue :

Art. 1^er^. Les autorités espagnoles ne pourront faire aucune arrestation sans l'autorisation du commandant de nos troupes dans l'arrondissement duquel elles se trouveront.

Art. 2. Les commandans en chef des corps de notre armée feront élargir tous ceux qui ont été arrêtés arbitrairement, et pour des motifs politiques, notamment les miliciens rentrant chez eux.

Sont toutefois exceptés ceux qui, depuis leur rentrée dans leurs foyers, ont donné de justes motifs de plainte.

Art. 3. Les commandans en chef des corps de notre armée sont autorisés à faire arrêter ceux qui contreviendraient au présent ordre.

Art. 4. Tous les journaux et journalistes sont placés sous la surveillance de nos troupes.

Le prince arrivé à Cordoue devança

les troupes qu'il avait emmenées de Madrid, et se rendit en poste devant Cadix: le 16 août il était au port Santa-Maria, où fut établi son quartier-général.

Après avoir visité les travaux du blocus et témoigné à l'armée d'Andalousie combien il était satisfait du courage et du zèle dont elle donnait tant de nouvelles preuves depuis le blocus de Cadix, le généralissime pressa les opérations du débarquement dans l'île de Léon, et assembla son conseil pour avoir son avis sur trois projets d'attaque; savoir : la descente dans l'île de Léon, le bombardement de Cadix, et l'attaque du Trocadéro. Le prince voulait que quelque entreprise importante signalât son arrivée, augmentât l'ardeur de nos troupes, et frappât l'ennemi de terreur. Cependant les avis dans le conseil étaient partagés. Tous les membres reconnaissaient que la descente dans l'île de Léon entraînerait des délais, et beaucoup vou-

laient qu'on attendît, pour attaquer Cadix, l'arrivée de la flottille de bombardement. Le prince se décida pour l'attaque du Trocadéro, qui, bien qu'elle présentât de grandes difficultés, pouvait du moins être tentée sans délai. L'occupation de ce point devait nous faciliter une descente dans l'île de Léon.

Dans la nuit du 19 au 20 on commença l'ouverture d'une tranchée, qui permit aux Français d'arriver à couvert jusqu'au pied de la ligne ennemie : car entre le Trocadéro et Puerto-Réal, d'où les troupes devaient partir, la distance est trop considérable et le terrain trop inégal pour que ces mêmes troupes eussent pu arriver en ordre contre l'ennemi. Le prince avait envoyé la veille à Cadix un parlementaire que les constitutionnels reçurent avec beaucoup d'égards; mais pleins de confiance dans la diversion que Riégo allait tenter dans le royaume de Grenade, ils avaient refusé de capituler.

Les jours suivans on s'occupa de déboucher la batterie d'Angoulême, armée de six pièces de vingt-quatre, et de conduire les travaux à quinze toises de la large coupure (*cortadura*) qui sépare le Trocadéro de la terre ferme. On faisait en même temps de grands préparatifs pour le débarquement. Six bataillons du deuxième corps s'étaient portés à Rota, et les cinq bataillons de la garde arrivés de Madrid avaient été dirigés sur ce point et sur Santa-Maria.

La marine faisait aussi ses préparatifs. Son Altesse Royale apprit la reddition de l'île Verte et d'Algésiras. L'île Verte avait été obligée de céder à une attaque faite par les frégates *la Guerrière* et *la Galatée*, commandées par les capitaines Lamarant et Douaut. La garnison d'Algésiras avait quitté cette place pour se réfugier dans l'île Verte, et M. le comte de Lauriston avait occupé cette place. Ta-

rifa avait arboré spontanément le drapeau royal d'Espagne. L'occupation de ces trois places assurait le blocus par mer de Cadix, et privait les constitutionnels de ce qui leur restait de places maritimes sur le littoral de l'Océan entre l'île de Léon et le détroit de Gibraltar.

Déjà une soixantaine de barques, pouvant contenir chacune cinquante hommes, auxquelles devait bientôt se réunir un second armement aussi nombreux, étaient rassemblées à Rota. Les troupes stationnées à Rota s'exerçaient tous les jours aux opétions du débarquement.

La flotte, commandée par M. le baron Hamelin, était composée de plusieurs vaisseaux de guerre, de plusieurs chaloupes canonnières et de dix bombardes bien armées.

Le 23 août, cent hommes d'élite de la garnison du Trocadéro se présentèrent en avant de la tranchée pour la détruire;

mais les voltigeurs chargés de la défendre les eurent bientôt repoussés. Ils ne se présentèrent plus, et cette tranchée fut achevée le 27.

Le 29, on avait terminé tous ces travaux préparatoires.

Son Altesse Royale ayant été informée que le canal offrait un point entre deux batteries de l'ennemi, où le passage était praticable, fixa l'attaque à la nuit suivante, et ordonna à l'artillerie de commencer son feu dès le matin afin de tromper l'ennemi.

Le 30, à la pointe du jour, les batteries firent pendant deux heures un feu qui alarma d'abord les ennemis : mais lorsque le feu cessa, ils tirèrent pendant deux heures sur la batterie d'Angoulême. La populace de Cadix persuadée que les canons de cette batterie étaient démontés, célébra ce prétendu succès pendant la soirée du même jour par des illuminations et des danses.

Ce fut pendant que les constitutionnels se livraient à la joie que leur avait donnée cette attaque simulée, que les troupes désignées pour la véritable attaque se réunirent près de la batterie d'Angoulême et se partagèrent en trois colonnes. Six compagnies des 3e, 6e et 7e régimens de la garde, commandées par le général Gougeon, formèrent le premier échelon ; six du 34e de ligne et deux du 36e composèrent le second, et furent mises sous les ordres de M. le comte d'Escars ; la troisième colonne était formée des bataillons du 34e, et placée sous les ordres du lieutenant-général Obert, qui était chargé de diriger l'attaque. De plus une compagnie de sapeurs et une compagnie d'artillerie à pied de la garde suivaient la première colonne, et le troisième bataillon du 36e régiment de ligne accompagnait les trois colonnes comme réserve.

Ces troupes, guidées par les trois braves

officiers qui avaient profité de l'obscurité des nuits précédentes pour reconnaître les passages du canal les moins difficiles, marchaient dans un profond silence. A minuit et demi elles entrèrent dans la tranchée et s'avancèrent jusqu'à la deuxième parallèle en face du passage, où M. le lieutenant-colonel du génie Dupau avait habilement disposé le terrain pour qu'elles pussent se former par divisions et sortir du passage sans confusion.

Les troupes assaillantes avaient marché avec tant d'ordre et avaient observé un si profond silence que l'ennemi ne s'aperçut de cette attaque qu'au moment où la tête de la première colonne sortit de la tranchée. La première colonne avait ordre de franchir le canal et de s'élancer aussitôt, une partie sur les retranchemens, et l'autre sur les batteries.

Ce mouvement fut exécuté avec une intrépidité étonnante. L'attaque dont l'in-

stant avait été fixé d'abord à deux heures et demi, moment de la basse marée, eut lieu à deux heures et un quart, tant les assaillans avaient pressé leur marche. L'ennemi, habitué à se tenir sur ses gardes à la basse marée, fut presque surpris à l'improviste. Il ne commença à tirer que lorsque les premières divisions entrèrent dans l'eau.

Il n'y avait que quarante pas d'intervalle entre la sortie de la tranchée et la coupure large de trente-cinq toises, et profonde de quatre pieds et demi à cinq pieds, qui isole le Trocadéro. En quinze minutes la première colonne pénétra à travers un feu de mitraille et de mousqueterie dans les retranchemens ennemis au cri de *vive le Roi!* qui avait été donné pour mot de ralliement. Aussitôt les divisions se séparèrent, la garde royale se dirigeant vers la gauche et la ligne vers la droite de l'ennemi. En un instant les batteries de l'ennemi furent en-

BIBLIOTECA DE L'UNIVERSITÉ TOULOUSE

levées, et on tourna contre lui quarante-cinq pièces.

La deuxième colonne, qui avait appuyé la première, marcha sur les réserves ennemies qui étaient au moulin de Guerra, enleva cette position, et fit prisonnières les troupes qui la défendaient.

La confusion et l'épouvante de l'ennemi étaient au comble. Les artilleurs étaient morts sur leurs pièces, après avoir vaillamment combattu : les autres troupes fuyaient vers les maisons du Trocadéro. Nos soldats voulaient les poursuivre, on fut obligé d'arrêter leur ardeur : leurs cartouches ayant été mouillées dans le passage de la Coupure, les armes ne pouvaient faire feu, et le terrain présentait beaucoup de fossés et d'autres accidens qui eussent coûté la vie à un grand nombre de braves. Ils se reformèrent en attendant le jour.

Son Altesse Royale qui, pendant la

première attaque, était restée avec son état-major près de la Cortadura (la Coupure), arriva bientôt dans la position enlevée, au milieu des transports de joie que faisaient éclater les troupes. « Notre prince est-il content? » s'écriaient nos soldats.— « Oui, mes amis, répondit affectueusement » le prince; oui, je sens tout le bonheur de « commander à des braves comme vous. »

Cependant l'infanterie recevait de nouvelles cartouches; nos canons et ceux que l'on avait pris à l'ennemi étaient pointés sur le Trocadéro, et la flottille, appareillée dès le matin, allait se rallier à l'escadre française. Cette flottille rencontra quinze chaloupes canonnières qui voulurent s'opposer à son passage. Le combat s'engagea vivement, et se soutint pendant quelques temps de part et d'autre avec un avantage à peu près égal; mais une des frégates vint mettre en fuite les chaloupes canonnières des Espagnols.

L'ennemi se montrait encore derrière des retranchemens dont on ne pouvait approcher que par un chemin étroit et difficile : il était en outre défendu par l'artillerie du fort Puntalès et celle de quelques chaloupes canonnières. Le prince jugeant qu'il fallait s'emparer sur-le-camp de cette position, donna l'ordre d'attaquer le village du Trocadéro. Une colonne, composée des bataillons du 34e régiment de ligne et d'un bataillon du 36e commandé par le colonel, fut chargée de cette attaque. Un bataillon de la garde devait l'appuyer en cas de besoin.

L'ennemi accueillit nos troupes au sortir du chemin étroit et difficile qu'elles venaient de traverser, par une fusillade et un feu à mitraille, qui occasionèrent au 36e régiment une perte considérable. Ce régiment se soutint malgré le désavantage de sa position jusqu'à ce que le 34e, étant parvenu à tourner l'ennemi en traversant

des marais dangereux qui couvraient sa gauche, le forcèrent d'abandonner sa position et ses canons, que les Français diririgèrent aussitôt contre les fuyards qui voulaient s'embarquer au fort Saint-Louis.

Le village et les magasins du Trocadéro, tous les canons de l'ennemi, tombèrent ainsi en notre pouvoir. A neuf heures du matin nous occupions tout l'isthme. A peine restait-il deux cent cinquante soldats d'une garnison qui s'élevait quelques instans auparavant à dix-sept cents hommes : quatre cent cinquante étaient morts ou blessés, mille avaient été faits prisonnier ; les autres tentèrent de s'échapper dans les marais, où ils se noyèrent presque tous.

Le lendemain des récompenses furent distribuées par Son Altesse Royale aux braves qui s'étaient le plus distingués dans cette attaque. Le jeune prince de Carignan reçut des soldats de la garde les épaulettes

de grenadier. Les noms des principaux vainqueurs du Trocadéro furent proclamés aux acclamations de toute l'armée. Des murs de Cadix les constitutionnels étaient témoins de cette glorieuse solennité.

CHAPITRE VIII.

Le deuxième corps, sous les ordres du comte Molitor, continue ses opérations. — Prise d'Almeira et de Malaga. — Expédition de Riégo. — Ce général est défait à Jaën, et pris après le combat de Jodar. — Sa mort. — Situation de la Catalogne et du blocus de Barcelonne. — Défaite de Milans et de Llobéra à Cobriana et à Culdès. — Combat de Llers. — Prise de Figuières.

Après la soumission du général Ballesteros, le comte Molitor avait permis que l'armée constitutionnelle restât réunie sous les ordres de ce général et occupât les villages et les villes de Cabra, Lucena, Montilla et Riégo, où fut établi leur quartier-général. Le général français se vit ensuite forcé d'affaiblir considérablement son corps d'armée pour mettre des garnisons dans

toutes les villes des provinces qu'il avait parcourues avec tant de bonheur, et pour envoyer à l'armée de Cadix un renfort de six bataillons. De sorte que le nombre de nos soldats était inférieur à celui des troupes de Ballesteros, qui s'élevaient à neuf mille hommes.

Riégo avait pris le commandement des débris des troupes du général Zayas, qu'il avait fait arrêter, craignant qu'à l'exemple de Ballesteros il n'acceptât aussi une capitulation. Il se trouvait à la tête de six mille hommes avec lesquels il espérait pouvoir se porter de Malaga, où il avait établi son quartier-général, sur les montagnes de Ronda, pour inquiéter l'armée qui bloquait Cadix, ou sur les retranchemens de l'armée de Ballesteros, dont il lui semblait facile de gagner les troupes.

Pénétrant ses intentions, le général Molitor lui avait fermé la route de Carthagène où il aurait pu se réunir avec la garnison,

commandée par Torrijos, en envoyant le général Bonnemains, à la tête de son avant-garde, sur le littoral de la Méditerranée; il avait couvert les cantonnemens de Ballesteros, et la route de Ronda, en envoyant sur Antequera le général Loverdo, avec cinq bataillons, deux régimens de cavalerie et six canons. Ces deux généraux devaient se porter ensuite sur Malaga pour y attaquer en même temps Riégo, dont on croyait les forces moins fortes qu'elles ne l'étaient.

Le général Bonnemains arriva bientôt près d'Almeira. La garnison de cette ville, invitée à accepter la même capitulation que les troupes de Ballesteros, demanda des délais pour gagner du temps. Le 26, elle se rendit à discrétion; et le général Bonnemains entra le lendemain dans cette ville, dont il purgea les environs, d'une troupe de quatre cents hommes qui s'étaient détachés de la garnison pour se livrer au pillage.

Après avoir rempli heureusement cette première partie de sa mission, le général Bonnemains prit soin de faire armer deux bâtimens, qui devaient croiser devant Malaga, pour couper à Riégo toute retraite, et dont le commandement fut confié à des royalistes d'un courage éprouvé. Dans le même moment, le comte Molitor ordonna au général Loverdo, qui était arrivé sans obstacle à Antequera, de se porter sur Malaga.

Le général Loverdo exécuta promptement cet ordre ; le 4 septembre au matin, son avant-garde entrait à Almogia, située à une journée de Malaga. Mais Riégo ayant eu connaissance de cette marche s'était porté sur Velez-Malaga, avec six mille hommes, après avoir laissé une garnison à Malaga et avoir envoyé vers Carthagène un partisan nommé Marchonchini, qui devait tenter de pénétrer par les montagnes jusqu'aux retranchemens de l'armée de Ballesteros.

La garnison de Malaga n'essaya point de se défendre. Elle se composait de cinq cents hommes, qui furent faits prisonniers de guerre. L'avant-garde française occupa la ville, courut à la poursuite de l'arrière-garde de Riégo, et ne quitta l'ennemi qu'après lui avoir fait beaucoup de mal, et lui avoir pris une centaine d'hommes.

Pendant cette poursuite, les bâtimens croiseurs s'emparaient d'une partie du convoi qui venait de quitter le port de Malaga, en même temps que la garnison quittait la ville. On trouva, dans l'un des bâtimens pris par les Français, douze caisses d'argenterie enlevées dans les églises par les soldats de Riégo.

Le général Loverdo fut obligé de s'arrêter un jour entier à Malaga, pour y désarmer des gardes nationales organisées par Riégo, et rétablir l'ordre dans la ville. Le général espagnol ayant pris de l'avance, s'était porté à la Puebla de Nerja; mais

la nouvelle de l'approche du général Bonnemains lui fit abandonner le projet de s'avancer sur Carthagène. Il gagna, en marchant jour et nuit, la plaine de Grenade.

Le général Bonnemains suivit la route que Riégo avait prise, et atteignit son arrière-garde le 9 septembre à Montefrio; mais la plus grande partie des troupes de Riégo étant sur les montagnes, on ne put les attirer dans la plaine.

Dans la matinée du 10, Riégo s'approcha de la ville où se trouvait le quartier-général des troupes du général Ballesteros, qui alla au devant de lui à une demi-lieue, avec douze cents hommes d'infanterie, et ne balança pas à l'attaquer. Mais ses soldats ne se portaient à cette attaque qu'avec répugnance, quand l'ennemi s'approchant de ses rangs l'entoura, ainsi que sa petite troupe, en criant : « Nous sommes tous des frères;

vive la nation libre! vive la constitution! vive le général Ballesteros! » Dès lors les soldats de Ballesteros perdirent toute idée de combat, l'amour de leurs concitoyens leur fit quitter les armes, et ils se jetèrent dans les bras des anciens camarades qu'ils avaient quittés depuis si peu de temps. Les deux troupes ramenèrent les deux généraux dans la ville de Pirégo aux cris de *Vive la Constitution!*

Ballesteros avait cédé à la nécessité: cependant son intention n'était pas de violer la capitulation qu'il avait signée avec les Français. Assemblant tous ses chefs, il leur rappelle leurs engagemens et leur ordonne de faire sortir ses troupes de la ville. Cet ordre est aussitôt exécuté. En vain Riégo l'engage à s'attacher de nouveau au parti des Cortès. Ballesteros refuse constamment de tra! ir sa promesse, et Riégo irrité fait retirer le poste d'honneur qui était devant sa maison pour le faire occu-

per par des soldats de ses troupes : mais Riégo ne peut garder son prisonnier; les régimens que commandait Ballesteros réclament énergiquement sa liberté, que Riégo est forcé d'accorder; l'élite de sa cavalerie passe même du côté des royalistes. Il part craignant l'arrivée de l'armée française, et se met en marche pour Alcandèle.

Le général Bonnemains, informé le 11 au soir de ce qui s'était passé, suivit sur la route de Jaën les traces de l'ennemi, et arriva le 13 à neuf heures du matin devant cette ville, défendue par de hautes murailles et un château fort que garnissaient les troupes d'infanterie de Riégo, qui, à la vue de nos troupes, avait fait sortir de la ville sa cavalerie, soutenue par deux bataillons, et l'avait formée auprès de deux petites chapelles, sur la route de Munchas-Réal, en même temps qu'il avait eu soin de jeter un grand nombre de tirailleurs dans les jardins des faubourgs.

Sa troupe était disposée de manière que sa gauche s'appuyait sur la ville de Jaën, et que sa droite, étendue sur une rivière, était protégée par l'escarpement des collines et par un ravin qui s'étendait sur le front de la ville à la rivière.

Le général Bonnemains n'avait guère avec lui que six compagnies de voltigeurs. C'était là toute son infanterie. La rapidité avec laquelle il avait voulu avancer lui avait fait composer son avant-garde de toute sa cavalerie. Il plaça les voltigeurs derrière des rochers voisins de la porte, leur ordonnant de s'opposer vigoureusement aux sorties de l'ennemi s'il tentait d'en faire. Bientôt quelques régimens se hâtèrent d'arriver, il envoya un bataillon du 8e sur une hauteur qui domine le fort, et un autre bataillon du même régiment fut formé en colonne serrée et se plaça entre les voltigeurs et le premier bataillon. A droite et à gauche de la route qui conduit à la porte

de la ville, il fit pointer deux pièces d'artillerie, et plaça quelques voltigeurs en embuscade derrière un mur situé en face de cette porte.

Le colonel de Choiseul reçut l'ordre de se porter sur la gauche avec le 4e et le 19e de chasseurs, qu'appuierait le 10e. Ces régimens eurent à souffrir d'un feu très vif que deux bataillons espagnols, placés sur des hauteurs, dirigeaient contre eux sans qu'ils pussent charger l'ennemi, séparé d'eux par un ravin profond. Mais s'étant jetés un peu sur la droite, ils se réunirent à l'infanterie avec laquelle ils purent agir sans crainte d'être coupés par l'ennemi.

Cependant les troupes de la place tentèrent une sortie, que nos voltigeurs repoussèrent. Le général Bonnemains pressa alors l'attaque en faisant débusquer, par le 4e léger, les tirailleurs espagnols logés dans les jardins, et en faisant conduire de l'artillerie contre la cavalerie en-

nemie, qui quitta sa position. L'arrière-garde de Riégo, qui était demeurée seule dans la ville, tenta une nouvelle sortie ; mais elle fut bientôt repoussée et rentra dans la place dont elle barricada les portes, tandis que Riégo rassemblait toute son infanterie et sa cavalerie sur le même point.

L'attaque devint alors générale. Le premier bataillon du 8e léger tourna le château et la ville, les deuxièmes bataillons du 8e et du 39e, sous les ordres du maréchal de camp Buchet, pénétrèrent dans la place, tandis que le 4e léger, commandé par le général Bonnemains, enlevait à la baïonnette la position de Riégo, qui se retira en bon ordre sur des mamelons, qui bordent la route de Martos, faisant déployer sa cavalerie un peu en arrière des hauteurs qu'occupait son infanterie, et ayant soin de soutenir, par une forte réserve d'infanterie, sa droite qu'il avait appuyée sur le Rio de Jaën.

L'ennemi, attaqué vigoureusement dans cette nouvelle position, se défend avec opiniâtreté; mais le 19e chasseurs, commandé par le colonel de Choiseul, passant sous le feu croisé des Espagnols qui occupent les hauteurs, va charger impétueusement leurs escadrons et les met en déroute : l'ennemi effrayé quitte les hauteurs, mais il ne fuit pas. Riégo rallie ses bataillons derrière le Rio de Jaën, dont il fait quelque temps défendre le passage par ses tirailleurs, et replace ses troupes sur d'autres mamelons. Cependant il ne peut tenir contre l'impétuosité de nos troupes, qui, en un instant, franchissent la rivière, repoussent les tirailleurs qui la gardent, et s'avancent vers les hauteurs. Les constitutionnels abandonnent alors leurs positions, et prennent enfin la fuite sur la route de Mancha-Réal.

Nos troupes étaient harassées de fatigue: le combat avait duré quatorze heures, et

elles avaient combattu après une marche longue et pénible. Elles n'en poursuivirent pas moins l'ennemi jusqu'à Mancha-Réal, où elles arrivèrent à onze heures du soir. Nous avions fait, dans cette journée, un grand nombre de prisonniers, et Riégo avait presque perdu son armée. Avant l'action il comptait cinq mille hommes sous ses ordres : au sortir de Mancha-Réal, il lui en restait à peine douze cents.

On crut pendant quelque temps que Riégo se porterait sur Ubeda, pour essayer encore de séduire les cantonnemens de Ballesteros, alors placés près de cette ville. On avait pris des précautions contre cette tentative.

En effet, M. de Latour-Foissac, commandant les provinces de Jaen et de Cordoue, qui avait son quartier-général dans la capitale de cette dernière province, apprit que Riégo marchait sur les cantonnemens de l'armée capitulée. Ne

pouvant quitter son poste d'où il devait protéger un convoi considérable d'argent en route pour le camp de Cadix, il envoya contre l'ennemi M. le comte d'Argout, colonel des chasseurs, qui devait faire tous ses efforts pour lui barrer le chemin.

Après s'être assuré que Riégo ne songeait pas au convoi d'argent, mais bien à soulever les cantonnemens de Ballesteros, et se dirigeait sur Ubéda, M. le colonel d'Argout envoya M. Touffet, lieutenant-aide-major de son régiment, au lieutenant-colonel Cisnéron, occupant le village d'Arjona, avec quatre cents chevaux et deux pièces d'artillerie, pour l'aider à tenir dans la position qu'il occupait le plus long-temps possible, et se porta lui-même sur Bessicas, à l'endroit où le Guadalquivir devait être traversé par l'ennemi; il y laissa toute son infanterie et vingt-cinq chasseurs, et se porta sur Ubéda, accompagné de trois cents cavaliers.

C'était là qu'il comptait rencontrer Riégo. En effet, le général constitutionnel était arrivé depuis deux heures à Jodas, où il faisait rafraîchir ses troupes, lorsque les chasseurs tombèrent sur son arrière-garde, dont les cavaliers allèrent avertir Riégo, tandis que les fantassins se jetèrent dans un bois d'oliviers qui se trouvait sur la route, et, se cachant derrière les arbres, commencèrent à tirer sur nos troupes. Mais le colonel d'Argout, sans chercher à les débusquer du bois, marcha rapidement à travers leurs coups de fusil, sur le village de Jodas, que quittait déjà une des colonnes constitutionnelles, se dirigeant, non plus sur Ubéda, mais sur Carzola, car Riégo avait renoncé à sa tentative sur Ubéda.

L'ennemi parvint à se former au delà de Jodas. Son infanterie avait gagné le pied des hauteurs situées entre la route de Cabra et celle de Carzola. Ces hauteurs la

mettaient hors d'attaque. Tout le corps de Riégo la suivait et la cavalerie marchait au centre.

Le chef du premier escadron, M. Morzin de Bernecourt, avait aperçu le mouvement de l'ennemi sur Carzola; il en avait donné avis à son colonel, qui lui avait ordonné d'aller attaquer Riégo. Cet ordre est aussitôt exécuté: la colonne de Riégo, qui marchait en queue, est vigoureusement chargé; en vain elle se forme en carré et fait un feu vif. Nos soldats s'avancent au milieu des balles, l'enfoncent et l'obligent de mettre bas les armes; leur mouvement est si prompt que la cavalerie ennemie n'a pas le temps de s'y opposer. Elle se forme en carré contre un mamelon, décidée à faire bonne contenance; mais encouragés par le succès de la première attaque, nos soldats s'avancent au milieu de leur feu, les culbutent, et aidés de quelques régimens de le garde, qui arrivent en ce moment à

leur secours, ils l'empêchent de se rallier. Riégo se défend encore quelques instans, avec son infanterie, contre le premier escadron; mais le colonel d'Argout, qui était accouru au bruit de la fusillade, arrive avec un renfort, et les troupes de Riégo sont attaquées avec une nouvelle vigueur: elles se défendent avec opiniâtreté; mais elles apprennent bientôt que leur général vient de les abandonner, alors elles se dispersent de tous côtés, et nous abandonnent le champ de bataille.

L'ennemi perdit dans cette action environ soixante hommes : nous n'eûmes à regretter que deux chasseurs de la garde tués et une vingtaine de blessés; nous fîmes sept cent soixante prisonniers, dont quatre-vingt-sept officiers, parmi lesquels était un officier-général, et nous nous emparâmes d'un drapeau, d'une caisse contenant trente-six mille francs, de quarante-trois chevaux et des bagages de l'ennemi.

Le lendemain, Riégo fut arrêté à Azquillos, par des paysans royalistes, dans une maison où il s'était retiré avec trois de ses compagons d'infortune. Livré au commandant civil, il fut transféré à Andujar, où le peuple voulut le mettre pièces. Il partit de cette ville, conduit par des troupes françaises, pour les prisons de Madrid; il y resta jusqu'au 7 novembre, jour où il subit la peine capitale à laquelle il avait été condamné par le deuxième tribunal des alcades de la maison royale et de la cour.

Après la défaite et la prise de Riégo, le deuxième corps n'eut plus à combattre que quelques débris de troupes réunies sous le nom de *bataillon sacré*. Ce bataillon et le partisan Marchonchini, à la tête de cinq ou six cents hommes, firent d'inutiles efforts, pour se réunir à la garnison constitutionnelle de Carthagène. Les généraux Vincent et Bonnemains achevèrent de les disperser. Le 19 septembre nous avions

fait, à ces diverses troupes, près de quatorze cents prisonniers, et ceux qui nous étaient échappés n'osaient plus se réunir.

Ces dernières opérations du comte Molitor, dans le royaume de Grenade, achevèrent la pacification de la province et de celles qui l'environnent. Notre armée d'Andalousie n'eut plus à craindre de se voir attaquée par Riégo. Toutes les villes se rendirent et reçurent des garnisons françaises, et le général Molitor n'eut plus qu'à s'occuper de rétablir l'ordre dans la province où il avait eu la double gloire d'amener la capitulation de Ballesteros et la défaite de Riégo.

Nos succès dans la Catalogne se succédaient aussi rapidement que ceux que nous obtenions dans le royaume de Grenade. Le quatrième corps achevait de détruire l'armée de Mina, le seul général qui pût encore inspirer quelque confiance au gouvernement constitutionnel.

Les généraux Milans et Llobéra, après leur défaite à Jorba, s'étaient retirés sur Tarragone et se préparaient à marcher sur Calaf, occupé par le baron d'Eroles; ils devaient se porter de là sur Vich et sur Figuières, et attaquer ensuite la frontière de France.

Le duc de Conégliano, pour être plus à portée de surveiller le blocus de Barcelonne, établit son quartier-général à Villa-Franca; il éleva au grade de lieutenant-général M. de La Roche-Aymon, en remplacement du général Donnadieu qui rentrait en France pour soigner une blessure reçue dans d'autres guerres et que les fatigues de cette campagne avaient rouverte; ensuite M. le maréchal fit ses dispositions contre Milans et Llobéra.

Le baron d'Eroles, averti du plan des constitutionnels, se tint prêt à les recevoir; mais ayant appris que l'ennemi changeait de dessein, et s'approchait de Manreza, occupé

cinq bataillons, alla se réunir à eux, pour attendre l'ennemi qui se présenta en effet près du pont de Cabriana, d'où les troupes espagnoles, aidées de nos hussards et de nos chasseurs, les débusquèrent aisément et les poussèrent jusqu'à Caldès, village situé sur la route de Manreza à Vich, et bâti sur le penchant d'une montagne élevée, dominée elle-même par des montagnes inaccessibles. C'était là que l'ennemi s'était placé. Sa droite et sa gauche étaient défendues par des montagnes escarpées, et son front était protégé par un ravin profond sur lequel est construit un pont, et par un bois de chênes verts qu'occupaient ses tirailleurs.

Les troupes royalistes, commandées par le baron d'Eroles, engagèrent l'action avec beaucoup d'ardeur contre les tirailleurs qu'elles poussèrent jusqu'au pied d'une position qu'elles voulaient enlever; mais il fut impossible d'avancer davan-

tage, et de s'emparer des premiers mamelons. L'avant-garde du général Tromelin, composée de hussards, arrivant alors, chargea impétueusement la cavalerie ennemie, et l'obligea de se jeter dans les vignes.

Le 16e régiment s'avança sur trois colonnes, et fut reçu par trois colonnes ennemies; arrivé à une demi-portée de fusil, le feu commença des deux côtés; deux pièces de montagne, que nos artilleurs dirigeaient contre les constitutionnels, aidaient beaucoup nos troupes.

Le 16e régiment attaquait les colonnes ennemies, quand tout à coup il se vit débordé sur sa gauche par le régiment constitutionnel des Canaries, et par conséquent enfermé entre deux feux. Luttant contre des forces quadruples, ce régiment reculait en se défendant avec persévérance. Le colonel et le lieutenant-colonel étaient dangereusement blessés, ainsi que huit officiers

et quatre-vingts soldats; un de nos canons était tombé au pouvoir de l'ennemi, lorsque le commandant Bonne, faisant faire un demi-tour à droite au premier bataillon, arrête l'ennemi par une charge à la baïonnette, et reprend le canon dont il s'était emparé.

Bientôt le 16e fait à son tour reculer l'ennemi. Le général Tromelin prend position sur un mamelon. Ici, s'écrie-t-il, il faut vaincre ou périr.

Cependant le premier bataillon du 60e, dirigé par le lieutenant-colonel Magnan et le capitaine de grenadiers Minard, s'était porté sur la gauche de l'ennemi pour le forcer à faire diversion et dégager le 16e. Ce bataillon traversa promptement le ravin, et pressa vivement les constitutionnels qui voulurent tenir près d'une ferme située sur le plateau de la première montagne; mais une compagnie de voltigeurs suffit pour chasser l'ennemi qui s'établit

successivement sur deux autres montagnes, d'où il fut culbuté de même par le premier bataillon. L'ennemi prit alors la fuite, fut poursuivi, et se laissa prendre, à Caldès, un peloton de son arrière-garde.

Pendant que nous mettions en déroute la gauche de l'ennemi, M. le colonel d'Uzer avait porté le bataillon du commandant Schitz sur la droite qu'il allait attaquer, quand les constitutionnels se décidèrent à se retirer. Ils se dirigèrent sur Moya, vivement poursuivis et culbutés chaque fois qu'ils voulurent tenir : la route qu'ils suivirent était jonchée d'armes, de morts et de mourans. Les paysans royalistes assommèrent un grand nombre des blessés de l'armée constitutionnelle.

L'heureux succès de cette journée (14 août) fut dû particulièrement au courage et à la persévérance du 16e de ligne, et surtout à l'audacieuse attaque du commandant Bonne, dans le moment où le

16e commençait à perdre du terrain ; les deux premiers bataillons du 60e avaient achevé la victoire.

Les constitutionnels ne purent pénétrer dans Moya, dont les habitans avaient pris les armes contre eux. Ils furent obligés de suivre les crêtes des montagnes pour regagner Tarragone, où ils arrivèrent, le 23 août, dans le plus grand désordre, après avoir perdu plus de dix-huit cents hommes : les uns étaient morts en combattant, les autres avaient péri dans leur fuite, par les armes des Français, ou massacrés par les mains des paysans.

Le duc de Conégliano, ayant appris à San-Cuyat le succès obtenu par nos troupes à Caldès, et ayant vainement essayé d'empêcher la fuite des constitutionnels à Tarragone, fit investir cette place. Le 22, le baron d'Eroles prit position à Mont-Blanc, la brigade Tromelin à Wall et à Valmoll, et la brigade Montgardé à Ca-

car, à Altafulla et à Torre-den-Barra. Il fit en outre venir le général Achard, avec quelques bataillons pris parmi les troupes occupées au blocus de Barcelonne, et établit son quartier-général à Vendrell, d'où il se porta bientôt à Torre-den-Barra, et ensuite à Wall.

Cependant l'investissement de Tarragone n'était pas encore complet : pour l'achever, il aurait fallu occuper Reuss, Constanti et Villa-Seca ; mais on n'aurait pu s'emparer de ces positions qu'avec des forces considérables, qu'il était impossible d'appeler sur Tarragone sans compromettre essentiellement le blocus de Barcelonne qui occupait le reste des troupes du quatrième corps. On fut donc obligé de se contenter d'un investissement incomplet, qui pouvait du moins favoriser un coup de main sur cette place. Telle avait été en effet l'intention du maréchal.

L'ennemi n'avait pas pénétré son des-

sein; mais il savait qu'il s'était porté à Wall. S'imaginant qu'une grande partie des troupes qui entouraient Tarragone l'y suivait, il crut la circonstance favorable pour tenter une attaque sur un des points occupés par les Français, et choisit la position d'Altafulla.

Le 27, à sept heures et demie du matin, cinq mille hommes d'infanterie, deux cent cinquante chevaux, et deux obusiers de six, sortirent de Tarragone, se dirigeant sur Altafulla; ils furent aussitôt aperçus du poste de la chapelle Saint-Antoine par M. le général Berge, qui se prépara à les bien recevoir.

Sur des hauteurs qui bordent la rive droite de la Cuya, et se trouvent à gauche de la grande route de Tarragone, en face d'Altafulla, est située la chapelle Saint-Jean : ce poste était occupé par une compagnie du 31ᵉ de ligne.

L'ennemi s'étant formé en trois co-

lonnes, l'une, forte de douze cents hommes, se porta sur ce poste; l'autre s'avança, par la grande route, sur le même point; et la troisième se dirigea sur Riera, pour se porter ensuite sur Torre-den-Barra, et couper ainsi la ligne que nous formions de ce côté de Tarragone.

Le général Montgardé vint, avec dix compagnies du 31e de ligne, se placer près de la chapelle Saint-Jean, et fit défendre la route par deux obusiers de montagne, deux pièces de huit, et une partie du 6e chasseurs, dont le reste fut placé en réserve.

Le général Achard fit occuper le village de Riera par le deuxième bataillon du 1er régiment d'infanterie légère, et, après avoir couvert avec le 18e de ligne l'intervalle qui sépare ce village de la grande route, il plaça en arrière de sa ligne un escadron du 23e chasseurs.

La réserve, formée de deux bataillons

du 3e de ligne, était sous les ordres du général Fantin des Odoarts.

L'ennemi attaqua le premier; nos troupes allèrent à sa rencontre sans répondre à son feu. Le 31e de ligne lui laissa faire cinq décharges, se portant à sa rencontre, la baïonnette en avant. En un instant les bataillons constitutionnels de cette colonne furent culbutés, et forcés de se retirer sur des hauteurs à droite de la route de Tarragone. M. le général Achard et M. le colonel Fitz-James allèrent aussitôt les attaquer avec le 18e de ligne, qui les chassa de cette seconde position. Enfin la colonne qui se portait sur Riera fut repoussée avec le même bonheur par le deuxième bataillon du 1er léger; et l'ennemi, vivement poursuivi, se hâta de regagner Tarragone, laissant sur le champ de bataille soixante morts, et un nombre bien plus considérable de blessés.

Le duc de Conégliano qui était alors à

Wall, à sept lieues d'Altafulla, ayant appris que nos troupes étaient attaquées, avait envoyé à leur secours le baron d'Éroles et le général Tromelin ; mais apprenant presque aussitôt le mauvais succès de l'ennemi, il fit rentrer les troupes qui étaient déjà en marche, dans les positions qu'elles occupaient auparavant.

Une attaque sur Tarragone avait été, avant cette affaire, projetée pour le 28 par le duc de Conégliano. La sortie des constitutionnels n'avait point dérangé ce projet. Au jour assigné, les brigades Achard, Montgardé, et les troupes du baron d'Éroles étaient en face de la place ; elles se séparèrent pour se porter à la fois sur divers points.

L'attaque commença par la position de Madonne-Lovito. L'ennemi y occupait deux mamelons, avec des forces considérables. Le 1^er^ léger, guidé par son colonel M. le baron Revel, et l'avant-garde du

baron d'Éroles, les emportèrent successivement tous les deux.

Une partie du 8e de ligne attaqua la place avec la plus grande vigueur. Placé à cinquante toises des glacis, ce régiment supporta le feu des ennemis pendant cinq heures.

Le 16e de ligne, attaquant en flanc et sur les derrières, acheva de le forcer à la retraite.

Le maréchal se disposait à bloquer Tarragone et à recommencer de nouvelles attaques contre cette place, lorsque le soin du blocus de Barcelonne l'obligea de se rendre près des murs de cette ville. Il laissa quelques forces devant Tarragone, pour contenir la garnison, et emmena avec lui une grande partie de ses troupes.

Depuis ses malheureuses sorties, la garnison de Barcelonne était restée enfermée dans les murs de cette place : elle semblait découragée par ses mauvais succès. Le

gouverneur Rotten, et les chefs constitutionnels, firent tous leurs efforts pour ranimer le courage des soldats, et parvinrent à les décider à courir de nouveaux périls, pour l'exécution d'un plan hardi qui fut arrêté dans un conseil de guerre.

Il s'agissait de quitter Barcelonne, de traverser notre ligne de blocus, de se réunir à la garnison de Figuières, de parcourir la Catalogne pour y ranimer l'esprit constitutionnel, et d'aller ensuite inquiéter les frontières de France.

Le brigadier Fernandès se chargea d'exécuter ce plan. Après avoir choisi pour son commandant en second le colonel Minsi, du régiment Barbastro, bon officier rempli de résolution, et des plus attachés à la révolution, il forma son avant-garde de transfuges français, italiens, piémontais, à la tête desquels était le général Pechiaretti, et un bataillon des régimens de Léon et de Barbastro. Le reste de son armée

fut composé d'un bataillon provincial, de deux autres nommés, l'un la *Constitution*, et l'autre le *Souverain National*. Tous ces corps réunis présentaient une force d'environ trois mille hommes.

Cependant les généraux français s'attendaient à une prochaine sortie.

Elle eut lieu le 10. Trois colonnes ennemies, fortes ensemble de six mille hommes, attaquèrent en même temps le centre et les deux ailes du blocus, et se portèrent sur Gracia, San-Marti et l'Hospitalet.

Les constitutionnels furent partout repoussés avec perte : ils rentrèrent à Barcelonne, poursuivis par nos soldats. Mais ils ne s'affligeaient pas beaucoup du mauvais succès de leur entreprise, car ils n'avaient exécuté cette attaque que pour cacher l'expédition de Fernandès qui, à la faveur de la nuit obscure du 9 au 10, était parvenu à sortir de Barcelonne, et à débarquer à Castillot de Mougat, après avoir

échappé à la surveillance de nos bâtimens que le gros temps avait contraints à s'éloigner de la côte.

Informé du départ de ces troupes dans la nuit du 11, M. le baron de Damas envoya sur-le-champ contre elles un bataillon fort de quatre cents hommes, et M. le général Curial, qui venait aussi d'apprendre cette nouvelle, détacha du blocus de Barcelonne trois bataillons et deux escadrons, sous les ordres du maréchal de camp Nicolas, à qui il fut recommandé de faire son possible pour joindre l'ennemi.

Le 11, Fernandès était arrivé en vue d'Hostalrich ; mais il ne s'y arrêta point. Le but de son expédition était Figuières; il se dirigea sur cette ville à grandes journées.

Cependant le passage de cette troupe ne produisit pas sur l'esprit des habitans l'effet que les constitutionnels en avaient attendu. Dans plusieurs endroits, les

paysans placés en embuscade leur tirèrent même quelques coups de fusil.

Le général baron de Damas venait d'acquérir la certitude que la colonne ennemie se portait sur Figuières. Comme il était chargé de protéger de Gironne le blocus de cette place, et qu'il n'avait avec lui qu'un seul bataillon de ligne, il donna ordre à M. le vicomte de Maringonné, qui commandait deux bataillons espagnols au blocus de Figuières, de ne laisser que les postes indispensables devant la place, et de se porter sur Bezalu avec toutes les forces qu'il lui serait possible de réunir, lui annonçant que lui-même s'y rendrait avec le premier bataillon de ligne.

Toutes ces marches furent exécutées ponctuellement, et nos troupes étaient à Bezalu avant l'ennemi.

Le 15 septembre, M. de Damas alla prendre position en avant de Llado, sur la route de Bezalu, où l'ennemi s'était porté.

Il envoya à sa rencontre une reconnaissance de quatre cents hommes pour observer ses dispositions et l'amener, en ployant devant lui, à nous attaquer dans la position avantageuse que nous occupions en avant du village : mais cet ordre ne fut pas exécuté. Nos soldats, emportés par leur ardeur, attaquèrent la colonne constitutionnelle qui s'avançait en bon ordre. Les ennemis chargent nos voltigeurs du sommet des hauteurs dont ils sont maîtres. Le capitaine d'Eyragues tombe percé de deux balles, le capitaine Cussac est blessé grièvement : notre avant-garde ne peut résister au nombre; elle ne fuit pas, mais les soldats sont atteints des balles qui partent des bois qui les entourent, et où l'ennemi se tient caché.

M. le général Maringonné accourt au secours de l'avant-garde avec le premier bataillon du 8e de ligne, et parvient à arrêter l'ennemi. Alors le *combat se rétablit.*

La cavalerie ennemie attaque en ordre notre flanc droit; nos soldats l'attendent de pied ferme jusqu'à ce qu'elle arrive près d'eux, alors ils font sur elle un feu qui la renverse.

L'ennemi abandonne notre avant-garde et le premier bataillon du 8e après un combat meurtrier; il se jette sur la droite, et attaque le 5e de ligne, commandé par le chef de bataillon Bonchamps, qui le prévient en s'avançant au pas de charge, le pousse avec impétuosité, et l'oblige à abandonner sa position et à songer à la retraite. L'ennemi voit qu'il lui est impossible d'arriver à Figuières par la route directe; il essaie de s'emparer de Llado, en se portant, par la gauche, sur la route de Saint-Martin-de-Sulleras. Le 8e de ligne et notre cavalerie s'y portent en même temps, et reprennent une hauteur dont l'ennemi venait de s'emparer. Au même moment une colonne de trois cents hommes attaque notre droite

en flanc; mais nos lanciers, commandés par le capitaine Fontnouvelle, se précipitent au milieu de leurs rangs; en un instant ils leur tuent plus de quarante hommes, les dispersent et poursuivent les fuyards.

A l'approche de la nuit l'ennemi se retira dans la position qu'il occupait le matin : mais il n'attendit pas un second combat; il partit à minuit et se rendit à Bezalu. Le lendemain le général Nicolas eut ordre de suivre ses mouvemens.

On apprit bientôt que la colonne se dirigeait sur Estella. Les troupes françaises et les troupes du baron d'Éroles se mirent aussitôt à sa poursuite. Elles marchèrent sur deux colonnes et arrivèrent à Llers, où elles attendirent l'ennemi, qui parut vers une heure, se présentant à la fois de plusieurs côtés en bon ordre et avec beaucoup de résolution.

L'ennemi avait su dépasser les troupes de la Foi; il se dirigeait vers les rochers

qui séparent Llers de Vignonet. Plusieurs de nos pelotons, placés en embuscade derrière des murs, l'assaillirent par un feu très vif qui lui fit perdre un grand nombre d'officiers et de soldats. Le colonel Fernandès reçut une blessure dans ce passage, et sa colonne fut mise dans un désordre complet. Le général Maringonné en profita pour ordonner au 5e de le charger vigoureusement : mais les troupes constitutionnelles s'aperçurent alors de la fâcheuse position où elles se trouvaient, jetèrent leurs armes et demandèrent à capituler.

Le feu cessa aussitôt. On accorda à l'ennemi une capitulation honorable. Quant aux transfuges français qui se trouvaient prisonniers de guerre, les constitutionnels avaient demandé qu'on leur assurât la vie sauve; mais M. de Damas répondit qu'il ne pouvait que s'engager à solliciter pour eux la clémence du roi. Le nombre des prisonniers s'élèva à près de deux

mille. Ce fut le 17 septembre qu'eut lieu cette capitulation.

C'était en face de Figuières que la colonne ennemie venait d'être si complètement défaite; la garnison de cette place en avait été témoin; elle perdit courage, et renonça à se défendre plus long-temps. Le gouverneur proposa une capitulation par laquelle la garnison, forte de deux mille quatre cents hommes, et ayant encore des vivres pour vingt jours, se constitua prisonnière de guerre. Nous trouvâmes, dans cette place, cent trente-neuf pièces en bronze de différens calibres.

Après ces victoires multipliées, et surtout après cette dernière affaire, la soumission de la province de Catalogne ne pouvait être long-temps retardée. Les plus célèbres généraux constitutionnels avaient tous cédé, il ne restait plus que Tarragone, Barcelonne, et quelques autres places moins importantes soumises aux constitu-

tionnels ; mais leurs garnisons ne pouvaient et n'osaient plus tenir la campagne. Nos troupes n'ayant pas désormais à se défendre contre des armées importantes, pouvaient serrer de plus près les places occupées par l'ennemi. Aussi les opérations militaires dans cette province n'offriront plus le même intérêt ; car il n'était guère possible qu'il y eût des affaires avec un ennemi réduit à une si triste position.

CHAPITRE IX.

Effet produit dans Cadix par la perte du Trocadéro. — Envoi d'un parlementaire au Prince généralissime. — Attaque du fort Santi-Pétri. — Préparatifs pour l'attaque de l'île de Léon. — Alarmes dans Cadix. — Le Roi est rendu à la liberté, et arrive avec sa famille à Puerto-Maria. — Il part pour Séville. — Les Français occupent Cadix et l'île de Léon.

Les Cortès et leurs ministres firent en vain des efforts pour cacher l'échec que la cause constitutionnelle venait d'éprouver au Trocadéro. En voyant le grand nombre de barques qui revenaient chargées de blessés, on soupçonna la vérité, et le ministère craignant un soulèvement se vit forcé de promettre qu'il enverrait le général Alava, comme parlementaire, à S. A. R. le duc d'Angoulême, avec une lettre du roi. En effet, ce général partit et

vint présenter au prince généralissime une lettre du roi renfermant la demande d'un armistice. Mais Son Altesse Royale ayant répondu qu'elle n'accéderait à aucun arrangement à moins que le roi ne fût libre, le général retourna à Cadix, où il fit part aux ministres et à la députation permanente des Cortès de la résolution du duc d'Angoulême. Cette députation n'osait prendre sur elle de traiter directement avec le prince généralissime; les ministres se résolurent à convoquer les Cortès extraordinaires. Leur installation eut lieu le 6 septembre au soir : leur réunion était de cent douze membres. On y prononça au nom du roi, qui avait refusé d'en faire l'ouverture, un discours qui commençait ainsi :

« Messieurs les députés,

« Le jour où les Cortès terminèrent leur session, je vous annonçai que si les cir-

constances l'exigeaient, je trouverais dans la convocation des Cortès extraordinaires un port de salut pour le vaisseau de l'état. Un rapport qui vous sera présenté par mes ordres, vous convaincra que le *vaisseau est sur le point de faire naufrage*, si le congrès ne le sauve. »

Ce discours manifestait suffisamment l'embarras du gouvernement. Cependant les Cortès prirent des mesures pour remédier aux maux du parti constitutionnel comme s'ils eussent eu encore l'assurance de voir réussir leurs efforts. Espérant que la mauvaise saison allait venir à leur secours en forçant les Français à prendre des cantonnemens, ils résolurent de continuer à défendre Cadix et l'île de Léon, et pour paraître remédier à la pénurie des finances, ils décrétèrent un emprunt forcé de huit millions de réaux.

Cependant le prince généralissime voulant profiter de la victoire du Trocadéro,

s'occupait sans relâche des travaux du siége. Il les fit pousser avec tant d'activité que, le 4 septembre, des obus partis de nos batteries avaient incendié des magasins de bois près de Puntalès. Une reconnaissance complète de la côte de l'île de Léon, exécutée par ses ordres, lui ayant fait connaître qu'une attaque contre cette île, par l'embouchure du canal de Santi-Petri, présentait moins de difficulté que si on l'eût tentée sur tout autre point, le prince forma aussitôt le projet d'attaquer le fort, d'opérer le débarquement de nos troupes dans l'île de Léon et d'établir un pont sur le canal.

L'attaque du fort Santi-Petri devait avoir pour résultat de compléter le blocus de Cadix par mer; car on s'était aperçu que des vaisseaux pouvaient tous les jours faire entrer des munitions dans cette ville en passant par le canal. On établit une batterie pour huit pièces de vingt-

quatre en face du fort; on mit en état les batteries de la presqu'île du Trocadéro, et lorsque ces travaux furent presque terminés, on construisit en face du fort une seconde batterie dite du Roi, destinée à recevoir quatre pièces de vingt-quatre et onze mortiers. Une troisième batterie fut portée sur la droite des deux autres pour les garantir du danger d'être prises à revers par le feu des chaloupes canonnières ennemies qui stationnaient dans le canal. Cette troisième batterie, disposée en attaque volante, était susceptible de recevoir des obusiers, et même de l'infanterie. L'ennemi, à la vue de ces dispositions et des prépartifs qui s'exécutaient pour la construction du pont projeté, replia ses canonnières dans le Rio Santi-Petri, et bientôt après ferma l'embouchure du canal du moulin San-José, par lequel il craignait que nos troupes n'opérassent leur débarquement dans l'île de Léon. Dès lors les

Français n'eurent plus à craindre d'être attaqués de ce côté.

La construction de nos batteries fut exécutée avec la plus grande célérité; il en fut de même pour les travaux du pont projeté, quoique nos soldats eussent à transporter à six lieues de distance le matériel de ce pont. L'attaque du fort fut fixée au 17 septembre : des bâtimens furent désignés, qui devaient concourir à l'opération ; ils portaient des troupes de ligne qu'accompagnaient MM. Lecouteux de Canteleu et de Ventadour, porteurs des instructions de Son Altesse Royale.

Les vents s'étant maintenus contraires, l'attaque du fort n'eut point lieu le 13. Le prince avait quitté dès le 12 son quartier-général de Puerto-Santa-Maria, et s'était rendu à Chiclana pour diriger l'attaque en personne. Il attendit pendant toute la journée des rapports sur la position de nos vaisseaux, et fit mul-

tiplier les signaux pour les avertir que, du côté de la terre, tout était prêt pour l'attaque; mais le vent obligeait nos bâtimens à se tenir au large, et ils ne purent apercevoir ces signaux. Son Altesse Royale se décida alors à faire ouvrir la tranchée sur la falaise, sans attendre la reddition du fort, pour arriver par des cheminemens en sape double jusqu'aux bords du canal, y établir des batteries, et obliger les chaloupes canonnières ennemies à se retirer au fond de Rio. On s'occupa d'exécuter cette entreprise dans la nuit du 19 au 20, et elle était déjà fort avancée lorsque le 20, à midi, on aperçut une partie de la flotte du contre-amiral des Rotours qui s'approchait du fort. Le contre-amiral, qui était à bord du *Centaure*, donna le signal, et les batteries de la falaise commencèrent un feu terrible, qu'elles soutinrent vigoureusement, quoique les batteries de l'île de Léon les pris-

sent en flanc. Le vaisseau *le Trident* et la frégate *la Guerrière* se rapprochèrent du *Centaure* et prirent part à l'action; mais se trouvant à une trop grande portée, elles cessèrent leur feu pour prendre une meilleure position; *le Centaure* et les batteries de terre continuèrent leur feu sans interruption jusqu'à trois heures et demie. L'artillerie du fort Santi-Petri ne put résister aux feux simultanés des batteries et des bâtimens de guerre. Les constitutionnels, voyant leurs batteries incendiées ou démontées, et apercevant le contre-amiral des Retours qui dirigeait contre eux une embarcation de troupes de ligne, demandèrent à capituler.

La garnison, qui ne s'élevait qu'à cent quatre-vingts hommes de troupes d'élite, se rendit prisonnière de guerre, et l'un de nos détachemens prit possession du fort de Santi-Petri, dans lequel on trouva vingt-sept pièces de canon de vingt-quatre

en bronze, beaucoup de munitions, et des vivres pour deux mois. Les soldats constitutionnels comptaient treize des leurs tués ou blessés; les Français n'eurent que deux hommes tués et cinq artilleurs blessés dans les batteries de la falaise; sur nos vaisseaux on n'avait pas eu un seul homme à regretter.

Après la reddition de ce fort important, on poussa plus vivement encore les travaux qui devaient assurer un passage dans l'île de Léon. Les troupes de la garde que l'on destinait pour cette opération étaient tous les jours exercées aux manœuvres qu'exigent l'embarquement et le débarquement. On préparait en même temps tout ce qui était nécessaire pour le bombardement de Cadix, alors étroitement bloqué; de nouvelles batteries dirigées contre ses murs s'élevaient tous les jours. Les officiers et les soldats étaient animés dans leurs travaux par la présence de Son Altesse Royale.

Le 23, dans la matinée, le contre-amiral fit avancer contre Cadix dix bombardes et cinq obusiers. Ces bombardes, protégées par une division de chaloupes canonnières, vinrent se placer à huit cents toises de la place, et on fit aussitôt l'essai du bombardement. Le feu commença à huit heures et continua sans interruption jusqu'à dix heures et demie; il ne cessa que lorsque le vent, devenu contraire, empêcha la flotte française de continuer. L'ennemi, qui avait fait avancer contre nous vingt chaloupes canonnières, ne put entraver nos opérations; les chaloupes et l'escadre française le contînrent. Plus de deux cents bombes furent lancées sur Cadix.

Cette attaque, quoiqu'elle ne fût qu'un essai, porta la confusion dans Cadix; les habitans demandèrent qu'on ouvrît les portes aux Français; la plupart des régimens, mécontens et découragés, se révoltèrent, et les constitutionnels crièrent à la

trahison contre les ministres. Le jour où on avait fait contre Cadix cet heureux essai de bombardement, les troupes françaises apprirent la reddition de Pampelune, et se sentirent enflammées d'une nouvelle ardeur pour terminer la campagne par la prise de Cadix; les travaux sur le Rio-Santi-Petri et les *préparatifs* pour l'attaque de l'île de Léon furent poussés avec la plus grande activité.

Cependant le gouvernement sentit qu'il ne pouvait plus tenir long-temps. La commission des Cortès, le ministère, la junte de défense, voulurent que le général Burriet, commandant en chef de l'île de Léon, et l'amiral Valdès, gouverneur général de la place de Cadix, en fissent connaître la véritable situation. Tous deux déclarèrent dans leur rapport qu'ils ne pouvaient tenir contre les Français : l'amiral Valdès se plaignait de la faiblesse de sa flottille, le général Burriet du mécontentement et

du découragement des troupes. Ces rapports furent lus le 28, dans la séance des Cortès, et, le même jour, les ministres y déclarèrent qu'ils avaient échoué dans leurs négociations auprès des Français: le duc d'Angoulême ne voulait traiter que quand le roi serait libre, et les agens du gouvernement britannique avaient refusé de prêter leur médiation.

Que pouvaient faire les Cortès dans de telles circonstances? Une résistance plus long-temps prolongée eût attiré sur Cadix les plus grandes calamités, et eût été inutile. Soixante députés contre trente prirent sur-le-champ une résolution portant que l'autorité absolue serait rendue au roi, et qu'on lui enverrait sur-le-champ une députation pour lui annoncer que les Français ne voulant traiter de la cessation des hostilités qu'avec le roi, les Cortès suppliaient Sa Majesté de se rendre au quartier-général du duc d'Angoulême,

pour y stipuler les conditions les plus favorables à son peuple souffrant. Le roi admit la députation sans délai, et déclara qu'il consulterait, dans la démarche qu'il allait faire, l'honneur et l'intérêt de la nation.

Un gentilhomme de la chambre du roi Ferdinand vint annoncer cette nouvelle à S. A. R. le duc d'Angoulême, qui se disposa à recevoir le lendemain le roi d'Espagne à Santa-Maria, où il entra le 29, au milieu d'une population immense qui attendait l'arrivée du roi ; à quatre heures après midi, on vit arriver de Cadix une chaloupe parlementaire.

Les miliciens de Madrid, qui occupaient l'île de Léon, avaient appris que les Cortès avaient offert de rendre la place sans condition, et craignaient d'être livrés à la merci de la régence royale ; ils s'étaient révoltés, déclarant qu'ils s'opposeraient au départ du roi, à moins que quelque article

de la convention ne leur donnât des garanties. Le départ du roi avait donc été suspendu, et on avait envoyé le général Alava et le député Torrès au duc d'Angoulême, pour demander des conditions à la délivrance du roi.

Le duc d'Angoulême refusa d'écouter les députés, et leur fit dire qu'il n'y avait plus d'alternative, qu'il fallait se rendre sans condition, ou s'exposer à un prochain assaut; ajoutant que si les Cortès laissaient faire le moindre outrage au roi Ferdinand toute la garnison et les autorités seraient passées au fil de l'épée.

Cette réponse du prince généralissime jeta la terreur et l'anxieté dans Cadix. Les miliciens refusèrent de se rendre sans condition, et les habitans frémissaient en pensant aux maux qui allaient fondre sur eux. Nos soldats se réjouissaient de trouver cette occasion de faire éclater leur bravoure. Ils se plaignaient des retards apportés à la

reprise des hostilités, et demandaient à marcher à l'assaut.

Cependant le roi d'Espagne qui avait à craindre pour Cadix, pour tout son peuple, pour sa famille, et pour lui-même, l'assaut que nos troupes se préparaient à livrer, permit que l'on publiât en son nom une proclamation capable de calmer l'effervescence des miliciens. Il promettait l'oubli de tout ce qui s'était passé, la reconnaissance des dettes contractées par les Cortès, et le maintien des grades et honneurs accordés sous le régime constitutionnel. Un grand nombre de membres des Cortès, d'officiers supérieurs et d'étrangers quittèrent alors Cadix; la plupart des miliciens s'apaisèrent, et le 1^er^ octobre LL. MM. le roi et la reine d'Espagne, accompagnées des princes de la famille royale, s'embarquèrent à Cadix sur une chaloupe, portant le pavillon royal espagnol, suivie d'un grand nombre de bar-

ques ornées des pavillons français et espagnols. L'artillerie de Cadix et des forts de toute la côte salua Leurs Majestés à leur départ. A onze heures une salve générale de l'artillerie française annonça leur arrivée à Puerto-Santa-Maria. Ils furent reçus par Son Altesse Royale au milieu de son état-major etd'une partie de ses troupes. Le duc d'Angoulême s'inclina aux genoux du roi, qui le releva avec bonté, en lui disant: « Mon cousin, quel service vous m'avez rendu! » Toute la famille royale témoigna ensuite sa reconnaissance au duc d'Angoulême, auteur de sa délivrance, et aux généraux dont l'expérience avait été si utile.

Le premier acte par lequel le roi d'Espagne rendu à la liberté signala le recouvrement de son autorité royale, fut un décret où il déclara nuls et de nulle valeur tous les actes du gouvernement constitutionnel, depuis le 7 mars 1820 jusqu'au 1er octobre 1823, en approuvant tous les actes de la

première junte provisoire et ceux de la régence instituée à Madrid. Sa Majesté Catholique ordonna aussi à cette régence de cesser ses fonctions, déclarant conserver provisoirement les ministres créés par elle.

Le roi d'Espagne ne resta que deux jours à Puerto-Santa-Maria. Le prince généralissime eut soin de lui faire organiser une compagnie de gardes-du-corps, qui l'escorta jusqu'à Séville, avec quelques bataillons royaux, et de faire placer sur la route, que parcouraient encore quelques guérillas constitutionnelles, des détachemens de troupes françaises chargés de repousser ces bandes, qui se dissipèrent bientôt d'elles-mêmes.

Dès ce moment la campagne pouvait être regardée comme terminée, puisque le but principal, qui était de rendre au roi d'Espagne l'autorité qu'avaient usurpée ses sujets sur lui, était si complètement ac-

compli. Le prince, après avoir si glorieusement conduit à fin cette expédition, ne voulut pas quitter l'Espagne sans que la couronne de Ferdinand fût bien assurée par la soumission de toutes les troupes constitutionnelles. Il reçut bientôt des nouvelles satisfaisantes. Il apprit de la Biscaye les succès du troisième corps sur le littoral de cette province, et la capitulation des places de Santona et Saint-Sébastien; de la Navarre on annonçait les succès du corps de réserve, sous les ordres du marquis de Lauriston, et la reddition de Pampelune; enfin on mandait de Grenade que ce royaume et celui de Murcie étaient entièrement pacifiés. Il ne restait plus, dans la Catalogne, que quelques places qui ne pouvaient tarder à se rendre aussitôt qu'elles apprendraient la délivrance du roi.

Cette dernière province était encore parcourue par quelques bandes constitutionnelles. Don Evariste San-Miguel, sorti

de Tarragone le 27 septembre, avec une colonne d'environ trois mille cinq cents hommes d'infanterie et deux cents chevaux, cherchait l'occasion de ravitailler quelques places dont les constitutionnels fussent encore en possession, et évitait soigneusement de rencontrer aucune division de notre armée. Menacé par les troupes du baron d'Eroles et par une division du cinquième corps, il se jeta dans Lérida, et cherchait à repasser la Cinca, lorsqu'il fut joint, le 18 octobre, près de Tramaced, par une brigade de cavalerie légère du cinquième corps. Le général Chastellux, qui commandait cette brigade, mit en peu de temps les constitutionnels dans une complète déroute. Don Miguel resta sur la place, percé de plusieurs coups de lance, au milieu de cinquante de ses soldats tués et de plus de quatre-vingts blessés. Il respirait encore : on lui donna dans le camp des Français

tous les secours que réclamait sa position; il guérit, et fut ensuite conduit en France.

Ce fut la dernière affaire remarquable de la campagne. L'Estramadure, dans laquelle le général Placentia promenait encore quelques restes de troupes constitutionnelles, venait d'être soumise, et le général s'était vu obligé de s'enfermer à Badajoz. Les places fortes de Ciudad Rodrigo (royaume de Léon), Badajoz (Estramadure), Alicante et Carthagène (Valence et Murcie) ouvrirent presque en même temps leurs portes, et se soumirent volontiers à l'autorité du roi d'Espagne lorsqu'elles apprirent qu'il était délivré du joug des Cortès, et reçurent nos troupes dans leurs murs.

Le duc de Conégliano termina la campagne en Catalogne par une convention avec Mina, qui remit au pouvoir de nos troupes les places de Barcelonne, d'Hostalrich et Tarragone, et accorda aux troupes

de ligne espagnoles qui se trouvaient dans ces places les honneurs de la guerre. Elles furent en conséquence envoyées dans des cantonnemens où elles conservèrent leurs armes et leur organisation, et on promit à leurs officiers qu'ils ne seraient jamais inquiétés pour leur conduite politique non plus que pour leurs opininions antérieures.

Toute l'Espagne se trouva alors soumise à l'autorité du roi Ferdinand; tous les généraux constitutionnels avaient fait leur soumission, à l'exception d'un célèbre chef de partisans, don Juan-Martin Diaz, plus connu sous le nom de l'*Empecinado*, qui se porta, dans les derniers jours d'octobre, sur la ville de Carcérès, où il leva des contributions; mais il en sortit bientôt à l'approche de nos troupes, et disparut. Sa bande se dispersa dans diverses directions.

Son Altesse Royale, voyant sa glorieuse mission heureusement terminée, accompa-

gna le roi d'Espagne à Séville, et précéda Sa Majesté Catholique à Madrid, où le peuple le revit avec un nouvel enthousiasme et voulut lui décerner les honneurs d'une entrée triomphale. Le prince se hâta de se dérober aux hommages de la population, et quitta le 4 novembre la capitale de l'Espagne pour se diriger vers la France. En traversant l'Espagne pour rejoindre les Pyrénées, les troupes françaises reçurent de tous les habitans des témoignages de reconnaissance. Arrivé à Oyarzen, le prince généralissime adressa à l'armée l'ordre du jour suivant:

« La campagne étant heureusement ter-
« minée par la délivrance du roi d'Es-
« pagne, et par la prise ou la soumission
« des places de son royaume, je témoigne
« à l'armée des Pyrénées, en la quittant,
« une vive satisfaction pour le zèle et le
« dévouement qu'elle a montrés dans toutes

« les occasions, ainsi que pour la parfaite « discipline qu'elle a constamment obser- « vée. Je me trouve heureux d'avoir été « placé par le roi à la tête d'une armée « qui fait la gloire de la France. »

Ainsi se termina cette campagne. Elle n'avait duré que sept mois et demi. Les soldats français s'y firent constamment honneur par leur bravoure, leur discipline et leur humanité.

Une partie de l'armée française est restée, à titre de troupes alliées d'occupation, sur le territoire espagnol, où, par sa modération et sa fermeté, elle a empêché les excès et les réactions; c'est seulement le 11 janvier 1827 que la dernière division de ce corps, commandée par M. le général d'Arbaud-Jouques, a quitté Madrid pour rentrer en France.

FIN.

BIBLIOTHÈQUE DE L'UNIVERSITÉ TOULOUSE